

**N° DP 24/672**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **104RLS22 - ASSISTANCE ET MISSION DE CONTROLE DES COMPTES DE DEUX DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC DE TRANSPORT POUR LA METROPOLE TPM - ENGAGEMENT DE COMMANDE N°3**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Commande Publique et notamment les articles L.2113-2 et L.2113-4, relatifs au recours à la Centrale d'achat, et les articles R.2162-7 et R.2162-8 et R.2162-11 et R.2162-12, relatifs aux marchés subséquents,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la décision n° 15/88 du bureau communautaire en date du 16 février 2015, relative à l'adhésion de la Métropole à la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P.),

**VU** l'accord-cadre N°2018-23 « Accord-cadre relatif à la réalisation de prestations de conseil, d'assistance et/ou de représentation en matière de transport public de voyageurs », dont le lot n°5 est intitulé « Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique, financière, fiscale et sociale en matière de transport public urbain de voyageurs »,

**VU** l'engagement de commande n°1 conclu dans le cadre du marché subséquent n°2018-23-90 et notifié le 21 août 2022 au groupement conjoint ayant pour mandataire la société AMPLITUDE TC sise 3 bis, rue de l'Essai - 75005 PARIS pour un montant total de 64 760 € HT, soit 77 712 € TTC comprenant la rémunération de la Centrale d'Achat du Transport Public,

**VU** l'engagement de commande n°2 conclu dans le cadre du marché subséquent n°2018-23-90 et notifié le 16 août 2023 au groupement conjoint ayant pour mandataire la société AMPLITUDE TC sise 3 bis, rue de l'Essai - 75005 PARIS pour un montant total de 64 760 € HT, soit 77 712 € TTC comprenant la rémunération de la Centrale d'Achat du Transport Public,

**CONSIDERANT** que le Code de la Commande Publique stipule qu'une centrale d'achat est un acheteur qui a pour objet d'exercer de façon permanente, au bénéfice des acheteurs, l'une au moins des activités d'achat centralisées suivantes :

- 1° L'acquisition de fournitures ou de services,
- 2° La passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services (Article L2113-2),

**CONSIDERANT** qu'il dispose également que « L'acheteur qui recourt à une centrale d'achat pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de fournitures ou de services est considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence pour les seules opérations de passation et d'exécution qu'il lui a confiées. » (Article L2113-4),

**CONSIDERANT** que la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P.) a été créée le 8 septembre 2011, association loi 1901, par des élus locaux et des techniciens de collectivités territoriales pour optimiser les achats en matière de transport public pour ses adhérents,

**CONSIDERANT** que par décision du Bureau Communautaire N° 15/88 en date du 16 février 2015, Toulon Provence Méditerranée a adhéré à la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P.), pour ses besoins d'acquisitions en matériel roulant et d'équipement en matière de Transports,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a demandé une assistance dans sa prise de décision dans le cadre de ces relations contractuelles avec les délégataires et dans le suivi de la bonne exécution des délégations de service public de transport terrestre et maritime ayant respectivement pour objet l'exploitation du service de transport terrestre et maritime de voyageurs et la desserte maritime des Îles d'Or (Porquerolles, Port-Cros et Le Levant),

**CONSIDERANT** qu'une convention de rémunération pour bénéficier des prestations du marché subséquent n°2018-23-90, ainsi que les conditions générales de vente avec la C.A.T.P ont déjà été contractualisées lors de la passation de l'engagement de commande n°1,

**CONSIDERANT** qu'il convient de procéder à la signature d'un engagement de commande n°3 pour répondre à un besoin nouveau pour les prestations d'analyse des rapports d'activités annuels sur l'année 2023,

**CONSIDERANT** que la C.A.T.P. a d'ores et déjà conclu avec le groupement conjoint ayant pour mandataire AMPLITUDE TC le marché subséquent n°2018-23-90, destiné à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, un marché à bons de commande ayant pour objet la réalisation de prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique, financière, fiscale et sociale en matière de transport public urbain de voyageurs,

**CONSIDERANT** que la convention au titre des prestations d'achat avec la C.A.T.P, prévoit la rémunération de la C.A.T.P. dans les conditions financières suivantes :

- 1) Forfait de 250 € HT par bon de commande ;
- 2) Part de la rémunération complémentaire en fonction du montant de l'assistance pour chaque bon de commande :

Montant de l'assistance à prendre en compte pour la rémunération complémentaire	Montant € HT / forfait à retenir
Montant total du bon de commande inférieur ou égal à 25.000 € HT	50 € HT / journée d'assistance
Montant total du bon de commande entre 25.001 € HT et 100.000 € HT	Forfait de 2.500,00 € HT
Montant total du bon de commande plus de 100.000 € HT	Forfait de 5.000,00 € HT

**CONSIDERANT** que conformément à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché subséquent à bons de commande n°2018-23-90, la durée du marché subséquent ne peut dépasser la durée de l'accord-cadre, notifié le 19 février 2019 pour une durée d'un an reconductible 5 fois,

**CONSIDERANT** que l'engagement de commande n°3 annexé à la présente décision représente un montant de 64 760,00 € HT, soit 77 712,00 € TTC, comprenant la part de la rémunération de la Centrale d'Achat du Transport Public d'un montant de 2 750,00 € HT soit 3 300,00 € TTC,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** l'engagement de commande n°3 avec le groupement d'entreprises dont le mandataire est la société AMPLITUDE TC sise 3 bis rue de l'Essai – 75005 Paris pour un montant total de 64 760,00 € HT, soit 77 712,00 € TTC comprenant la part de la rémunération de la Centrale d'Achat du Transport Public d'un montant de 2 750,00 € HT soit 3 300,00 € TTC.

### **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que ces actes lient les parties jusqu'à la réalisation de leurs obligations réciproques.



### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que le marché subséquent est conclu pour une durée allant de sa notification au titulaire et s'achèvera en 2025. Il ne peut dépasser de plus de 3 mois la durée de l'accord-cadre, notifié le 19 février 2019 pour une durée d'un an reconductible 5 fois.

### **ARTICLE 4**

**DE SIGNER** toute autre commande afférente à l'exécution de ce marché subséquent.

### **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au budget annexe des transports, Opération budgétaire 42295, Article 6226.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **24 JUL. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



NOT FOR A C

**Accord-cadre relatif à la réalisation de prestations de conseil, d'assistance  
et/ou de représentation légale en matière de transport public de voyageurs**

**Marché subséquent n°2018-23-90 destiné à la Métropole Toulon Provence  
Méditerranée**

**Convention au titre des prestations d'achat**

**Bon de commande n°1**

**Entre :**

La Centrale d'Achat du transport Public, association Loi 1901, dénomination commerciale d'Agir Transport, immatriculée au numéro de SIRET 53953788600027, dont le siège social est situé 8 villa de Lourcine, 75014 Paris, représentée par Arnaud RABIER, en sa qualité de Directeur Général,

(Ci-après dénommée, la « CATP »)

**Et**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée Hôtel de la Métropole- 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 dont le siège est situé représentée par son représentant dûment habilité,

(Ci-après dénommé, « le Bénéficiaire »)

**Préambule**

L'article L. 2113-2 du Code de la commande publique (CCP) prévoit la possibilité pour les centrales d'achat d'acquérir des fournitures ou des services destinés à des acheteurs.

L'association Loi 1901 appelée « Centrale d'Achat du Transport Public » a été créée en vue d'acquérir des fournitures ou des services, de passer des marchés publics ou de conclure des accords-cadres de travaux, fournitures ou de services destinés à ses Adhérents.

Conformément à l'article L. 2113-4 du CCP, lorsqu'ils ont recours à la CATP pour leurs achats, les Bénéficiaires sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence, la CATP étant soumise, pour la totalité de ses achats, aux règles applicables aux marchés publics.

### Article 1<sup>er</sup> : objet de la convention

La CATP dispose d'un accord-cadre relatif à la réalisation de prestations de conseil, d'assistance et/ou de représentation légale en matière de transport public de voyageurs.

Le Bénéficiaire, a décidé de recourir aux prestations de cet accord-cadre, et plus précisément, au lot n°5 consistant en l'acquisition de prestations de « *Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique, financière, fiscale et sociale en matière de transport public urbain de voyageurs* ».

La présente convention a pour objet de déterminer les prestations effectuées par la CATP pour répondre aux besoins du Bénéficiaire et la rémunération de la CATP versée en contrepartie de ces prestations.

### Article 2 : Périmètre des prestations de la CATP

La CATP est chargée de fournir au Bénéficiaire les prestations décrites à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention en concluant un marché subséquent destiné à répondre à ses besoins.

Les prestations confiées par le Bénéficiaire à la CATP comprennent :

- L'accompagnement au recueil des besoins du Bénéficiaire en lien avec l'accord-cadre ;
- Le lancement du marché subséquent consistant en la consultation du Titulaire ;
- L'analyse de l'offre du Titulaire ;
- La négociation si nécessaire ;
- La notification du marché subséquent au Titulaire ;
- De manière générale, la passation et l'exécution par l'émission d'un ou plusieurs bons de commande concernant la mission, objet du marché subséquent tout au long de la durée de ce marché.

### Article 3 : Contenu de la rémunération de la CATP

La validation de la commande par le Bénéficiaire engage ce dernier à rémunérer la CATP en contrepartie des prestations effectuées par elle citées à l'article 2 du présent document.

Le Bénéficiaire s'engage à verser à la CATP, pour chaque bon de commande émis par elle, un montant correspondant au forfait se décomposant comme suit :

- 1) Forfait de 250 € HT/bon de commande ;
- +
- 2) Part de la rémunération complémentaire en fonction du montant de l'assistance pour chaque bon de commande :

Montant de l'assistance à prendre en compte pour la rémunération complémentaire	Montant € HT / forfait à retenir
Montant total du bon de commande inférieur ou égal à 25.000 € HT	50 € HT / journée d'assistance
Montant total du bon de commande entre 25.001 € HT et 100.000 € HT	Forfait de 2.500,00 € HT
Montant total du bon de commande plus de 100.000 € HT	Forfait de 5.000,00 € HT

Ce montant est majoré de la TVA applicable au taux en vigueur.

#### Article 4 : Modalités de paiement

##### 4.1. Modalités générales

La CATP adressera au Bénéficiaire une facture correspondant au montant de sa rémunération pour le marché subséquent à la notification de ce dernier.

Puis, elle adressera une facture correspondant au montant de la rémunération des bons de commande émis pendant l'exécution du marché subséquent à la notification de ceux-ci.

##### 4.2. Paiement de la rémunération du bon de commande n°1

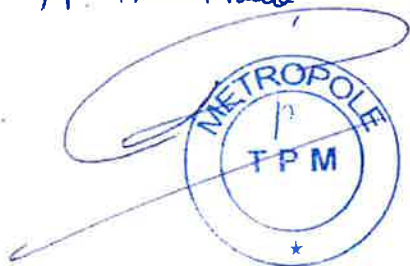
En contrepartie des prestations effectuées par la CATP, la rémunération pour le bon de commande n°1 due par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à la CATP est de 2 750,00 €.

Fait à Toulon le 12/08/2022

Signature

Pour la Métropole Toulon  
Provence Méditerranée

M. Hubert Falco Président



Fait à Paris, le 18/07/2022

Signature

Pour la CATP

Béatrice HUYNH



8 Villa de Lourcine  
75014 PARIS  
TEL : 01 53 68 04 21  
SIRET : 539 537 886 00027  
N° TVA : FR 84 539 537 886 00027

**Conditions Générales de Vente tripartites**

**Accord-cadre relatif à la réalisation de prestations de conseil, d'assistance  
et/ou de représentation légale en matière de transport public de voyageurs**

**Marché subséquent n°2018-23-90 destiné à la Métropole Toulon Provence  
Méditerranée**

**Entre :**

**NOM DU BENEFICIAIRE : METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Personne habilitée à représenter le Bénéficiaire :

Adresse postale : Hôtel de la Métropole- 107 Boulevard Henri Fabre –  
CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Téléphone : 04 94 46 72 33

Personne chargée du dossier : Sébastien MARECHAL, directeur des  
Transports et de la Mobilité

*Ci-après dénommé « le Bénéficiaire »*

**AGIR TRANSPORT SOUS LA DENOMINATION COMMERCIALE**

**LA CENTRALE D'ACHAT DU TRANSPORT PUBLIC**

8 Villa de Lourcine 75014 PARIS

Tél : 01.53.68.04.24

Mail : [contact@catp.fr](mailto:contact@catp.fr)

SIRET 539 537 886 00027

Représentée par : Arnaud RABIER, directeur général

*Ci-après dénommée la « CATP »*

**LE TITULAIRE : GROUPEMENT AMPLITUDE TC**

Personne habilitée à la représenter : Jean-Marie DAGNAS, mandataire  
du groupement

Adresse postale : 3 bis rue de l'essai, 75005 Paris

Téléphone : 01. 41. 12. 01. 27

Mail : [contact@amplitudetc.com](mailto:contact@amplitudetc.com)

SIRET : 449 316 421 000 22

*Ci-après dénommé le « Titulaire »*

**Ensemble appelés « Les Parties »**



## Préambule

La Centrale d'Achat du Transport Public (ci-après la « CATP »), correspond à la dénomination commerciale d'AGIR TRANSPORT dans le cadre de son activité d'achat centralisée telle que prévue à l'article L. 2113-2 1° du CCP.

Dans le cadre de ses missions, la CATP a conclu un accord-cadre n°2018-23 pour l'acquisition de prestations de conseil, d'assistance et/ou de représentation légale en matière de transport public de voyageurs. L'acquisition des prestations est destinée aux Bénéficiaires de la CATP, en leur qualité d'entités adjudicatrices.

Lorsqu'ils ont recours à la CATP pour leurs achats, les Bénéficiaires sont considérés comme ayant respecté les obligations de publicité et de mise en concurrence qui leur incombent, la CATP étant soumise, pour la totalité de ses achats, aux règles applicables aux marchés publics.

L'accord-cadre a été décomposé en 14 lots, correspondant chacun à un type de prestations de conseil ou d'assistance. Chaque lot est attribué à un seul Titulaire.

Afin de répondre aux besoins du Bénéficiaire, la CATP a consulté le Titulaire du lot n°5 « *Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique, financière, fiscale et sociale en matière de transport public urbain de voyageurs* » pour conclure un marché subséquent, ci-après dénommé le « Marché ».

Après analyse de la conformité de l'offre du Titulaire de l'accord-cadre et négociations le cas échéant, le Bénéficiaire, le Titulaire et la CATP conviennent ce qui suit.

## Article 1 – Objet de la convention

Les présentes Conditions Générales de Vente (CGV) tripartites constituent la Convention qui définit les relations contractuelles entre le Bénéficiaire, le Titulaire et la CATP, appelés ensemble les « Parties ».

Au sens de la Convention, la « CATP » désigne la personne chargée de passer le Marché pour « le Bénéficiaire » qui est la personne morale destinataire du/des prestations, et membre de la CATP. Enfin, le « Prestataire » désigne le Titulaire du Marché passé par la CATP et destiné au Bénéficiaire.

Sauf dérogation expresse aux termes d'un accord des Parties, sont applicables à la relation contractuelle entre le Bénéficiaire, le Titulaire et la CATP, la présente Convention ainsi que les pièces suivantes annexées à la présente Convention :

- Annexe 1 : les Engagements de commande annexés au fur et à mesure de leur émission par le Bénéficiaire accompagnés des Bons de commande ;
- Annexe 2 : l'Acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes dont :
  - o Annexe n°1 à l'acte d'engagement : Annexe financière du marché subséquent sous la forme d'un bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Annexe 3 : l'Acte d'engagement de l'accord-cadre relatif au lot visé par le marché subséquent et ses annexes dont :
  - o Annexe n°1 : annexe financière de l'accord-cadre relative au lot visé par le marché subséquent ;

- Annexe 4 : le CCPC du marché subséquent ;
- Annexe 5 : le CCP de l'accord-cadre commun à tous les lots ;
- Annexe 6 : le Cahier des Clauses Administratives Générales – Prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (document téléchargeable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr> et dénommé ci-après « CCAG-PI).

**Le CCAG-PI, bien que non joint, est réputé parfaitement connu du Titulaire.**

- Annexe 7 : le mémoire technique du Titulaire relatif au lot visé pour le marché subséquent ;
- Annexe 8 : le mémoire technique du Titulaire au stade de l'accord-cadre.

En cas de difficulté d'interprétation entre les pièces du Marché, celles-ci s'appliquent, par ordre décroissant des annexes susmentionnées.

## **Article 2 – Entrée en vigueur des Conditions Générales de Vente – Durée**

En premier lieu, la présente Convention est adressée pour signature au Bénéficiaire qui l'adresse, une fois cette formalité accomplie, au Prestataire pour signature.

Le Prestataire envoie ensuite la Convention à la CATP. Elle prend effet à compter de sa notification au Bénéficiaire par la CATP.

La Convention prend fin à la plus lointaine des dates suivantes :

- L'échéance du Marché correspondant à l'échéance de la mission exécutée conformément aux délais fixés à l'article 25 du CCPC du marché subséquent ;
- L'admission des prestations par la CATP ;
- Le paiement du prix par le Bénéficiaire au Titulaire.

## **Article 3 – Modalités d'achat**

### **3.1 Passation du Marché par la CATP**

Le Bénéficiaire a exprimé ses besoins auprès de la CATP dont les caractéristiques sont reproduites à l'Annexe 4 de la présente Convention.

La CATP s'est rapprochée du Titulaire du lot visé par le Marché pour l'acquisition de prestations répondant précisément aux besoins du Bénéficiaire.

Au terme de la consultation du Titulaire du lot concerné, la CATP conclut avec le Titulaire un Marché, destiné à répondre aux besoins du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire déclare connaître les termes du Marché et les accepter en totalité.

### **3.2 Signature de l'Engagement de commande**

La CATP adresse au le Bénéficiaire un Engagement de commande comportant, au minimum, les mentions suivantes :

- Nom et signature de la personne ayant capacité d'engager le Bénéficiaire ;
- Désignation exacte des prestations objet de l'acquisition ;
- Délai d'exécution des prestations ;
- Prix d'acquisition des prestations (en € HT et en € TTC, ainsi que le montant de la TVA).



Le Bénéficiaire adresse ensuite deux exemplaires papier, par courrier ou remis en mains propres, de l'Engagement de commande signé à la CATP.

A chaque nouvelle demande de prestations concernant le Marché, la CATP demandera au Bénéficiaire de signer un nouvel engagement de commande.

### **3.3 Exécution du Marché**

L'exécution du Marché est effectuée par la CATP en collaboration avec le Bénéficiaire.

La passation des commandes s'effectue par la notification de bons de commande par la CATP au Prestataire.

### **3.4 Effets juridiques entre les Parties**

Le Bénéficiaire devient engagé par sa commande à compter de la notification de la présente Convention et de l'Engagement de commande par la CATP.  
Il ne peut pas se rétracter en vue d'annuler sa commande sans engager sa responsabilité, dans les conditions de l'article 7.2 de la présente Convention.

La CATP s'engage, sans délai, à :

- Informer le Bénéficiaire de la notification du Marché ;
- Transmettre la commande au Prestataire.

## **Article 4 -Exécution, admission et transfert de propriété**

### **4.1 Délai et lieu d'exécution des prestations**

Le délai d'exécution des prestations court à compter de la notification du bon de commande au Prestataire par la CATP et s'achève à la date d'admission de la totalité des prestations prévue à l'article 25 du CCPC du marché subséquent.

Le Prestataire exécute les prestations, dans les conditions décrites dans les pièces du Marché.  
Le lieu d'exécution des prestations est indiqué dans le bon de commande.

### **4.2 Opérations de vérification quantitative et qualitative**

Les opérations de vérification s'effectuent selon la procédure décrite dans les pièces du Marché, que le Bénéficiaire déclare connaître et accepter.

### **4.3 Admission, ajournement, réfaction et rejet**

A l'issue des opérations de vérification, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations est prononcée dans les conditions fixées par le Marché.

La décision d'admission permet de constater que les prestations exécutées sont conformes aux stipulations convenues par le Marché.

Le Bénéficiaire doit, sans délai, transmettre sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations à la CATP.

#### **4.4 Transfert de propriété**

Le transfert de propriété des droits d'exploitation des résultats intervient à leur admission, selon la procédure prévue par l'article 4.3 de la présente Convention, au profit du Bénéficiaire.

### **Article 5 – Prix et modalités de paiement**

#### **5.1 Prix**

Le prix des prestations sont ceux indiqués sur l'Engagement de commande.

Les prix sont formulés en euros hors taxes avec indication du taux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) applicable. La TVA applicable est celle en vigueur en France. En cas de changement du taux de TVA, il est fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur.

Conformément au décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable public, le prix des prestations indiqué sur l'Engagement de commande est facturé par le Prestataire au service fait.

#### **5.3 Modalités de paiement**

Le paiement des prestations telles que prévues dans le BPU, est effectué par le Bénéficiaire auprès du Prestataire. En effet, la CATP délègue le paiement du Marché Subséquent au Bénéficiaire qui l'accepte. Le Prestataire accepte le Bénéficiaire comme débiteur et lui adresse directement ses demandes de paiement.

Le paiement par le Bénéficiaire est effectué par virement auprès du Prestataire et est payable dans un délai de 30 jours à compter de la réception de chaque facture envoyée après la décision d'admission des prestations, selon la procédure décrite par le Marché.

#### **5.4 Acompte**

Les prestations, dont une partie a été réalisée, ouvrent droit, au bénéfice du Prestataire, au versement d'acomptes, à valoir sur le prix des prestations réalisées.

Conformément à l'article L. 2191-4 du Code de la commande publique, le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent (article R. 2191-21 du Code de la commande publique).

La demande d'acompte fait l'objet d'une facture comportant, au minimum, les mentions suivantes :

- Nom et signature de la personne ayant capacité d'engager le Bénéficiaire ;
- Désignation exacte des prestations concernées ;
- Désignation du n° du marché ;
- Désignation du n° de l'engagement de commande ;
- Numéro de facture ;
- Pourcentage du montant de l'acompte par rapport au montant total des prestations (en € HT et en € TTC) ;
- Montant total de l'acompte (en € HT et en € TTC) et de la TVA afférente.

Le Bénéficiaire s'acquitte de la facture relative à l'acompte, dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la demande d'acompte.

### **5.5 Retard de paiement**

Le dépassement des délais de paiement par le Bénéficiaire fait courir des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Les intérêts moratoires sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire. En outre, le Bénéficiaire en situation de retard de paiement est de plein droit débiteur, à l'égard du Prestataire d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est de 40 euros par facture. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le Prestataire peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

## **Article 6 – Pénalités**

La CATP ne peut être tenue pour responsable de tout retard ou de toute inexécution par le Prestataire, ce que le Bénéficiaire déclare accepter.

Une fois les prestations admises, s'il y a lieu, le Bénéficiaire applique lui-même les pénalités contractuelles.

## **Article 7 – Responsabilités**

### **7.1 Responsabilité du Prestataire**

Le Prestataire est tenu d'exécuter ses obligations résultant du marché.

Il est donc tenu d'exécuter les prestations en respectant les délais et les prix définis dans le Marché.

En cas de manquements à ses obligations prévues par le Marché et la présente Convention, la CATP se réserve la possibilité de lui demander réparation dans les conditions prévues par le Marché et le cas échéant, tous dommages et intérêts.

### **7.2 Responsabilité du Bénéficiaire**

A compter de la notification de la présente Convention, le Bénéficiaire est tenu de s'acquitter des factures émises par le Titulaire.

Aucune rétractation du Bénéficiaire n'étant admise, en cas de non-paiement des factures, le Titulaire se réserve le droit de lui demander le paiement de l'intégralité du montant des factures et, le cas échéant, tous dommages et intérêts.

### 7.3 Non-responsabilité de la CATP

Le Bénéficiaire reconnaît et accepte formellement que la CATP ne peut être tenue responsable des préjudices indirects et/ou immatériels subis par lui ou tout autre tiers au titre de l'exécution du Marché. Cela inclut tout préjudice commercial, perte de clientèle, perte de commande, trouble commercial, perte de bénéfice, atteinte à l'image de marque, etc. Le Bénéficiaire reconnaît devoir être son propre assureur pour ces préjudices ou avoir contracté les assurances appropriées.

## Article 8 - Assurance – Transfert des risques

Le Prestataire garantit une couverture des prestations contre la totalité des risques qui lui incombent jusqu'à la décision d'admission. A compter de l'admission, il appartient au Bénéficiaire de souscrire les assurances nécessaires.

## Article 9 – Indépendance des clauses – Survivance des obligations

Il est convenu que l'invalidité, l'inopposabilité, l'inefficacité ou l'impossibilité de mettre en œuvre une stipulation de la présente Convention n'affecte aucunement la validité, l'opposabilité, l'efficacité et la mise en œuvre de ses autres stipulations, qui continuent de trouver application.

Toutefois, les Parties négocient de bonne foi en vue du remplacement de la stipulation concernée par une stipulation valable, opposable, efficace et présentant autant que possible les mêmes effets que ceux qu'elles attendaient de la stipulation remplacée.

Le fait par l'une des Parties de ne pas exiger à un moment quelconque l'exécution stricte par l'autre Partie d'une disposition de la présente Convention n'est en aucun cas réputé constituer une renonciation quelle qu'elle soit à l'exécution de ce droit.

## Article 10 – Relations entre les parties

Les Parties agissent en qualité de cocontractants indépendants, et aucune stipulation de la présente Convention dans quelque circonstance que ce soit, ne saurait être interprétée comme conférant à l'une des Parties la qualité de salarié ou franchisé de l'autre partie ou créant un mandat, une société, une association ou une entreprise en nom collectif, entre les Parties.

A Toulon .....Le 12/08/2022

**Pour le Bénéficiaire :**

Nom du représentant :

Signature :

!! Hubert  
Tolco  
Th. Siehl





A Paris, Le 28/07/2022

Pour la Centrale d'Achat du Transport Public

Nom du représentant : Béatrice HUYNH

Signature :

B. Huynh

**CENTRALE D'ACHAT**  
DU TRANSPORT PUBLIC

8 Villa de Lourcine  
75014 PARIS  
TEL : 01 53 68 04 21  
SIRET : 539 537 886 00027  
N° TVA : FR 84 539 537 886 00027

A Paris.....Le 17/05/2022

Pour le Titulaire :

Nom du représentant : DAGNAS JEAN-MARIE

**AMPLITUDE TC**

Signature :

SARL au Capital de 10000 €  
3 bis rue de l'Essai - 75005 PARIS  
Tél : 01 41 12 01 27  
Siret : 449 318 421 00022 - Naf : 7022 Z

### Annexes :

- Annexe 1 : les Engagements de commande annexés au fur et à mesure de leur émission par le Bénéficiaire accompagnés des Bons de commande ;
- Annexe 2 : l'Acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes dont :
  - o Annexe n°1 à l'acte d'engagement : Annexe financière du marché subséquent sous la forme d'un bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Annexe 3 : l'Acte d'engagement de l'accord-cadre relatif au lot visé par le marché subséquent et ses annexes dont :
  - o Annexe n°1 : Annexe financière de l'accord-cadre relative au lot visé par le marché subséquent ;
- Annexe 4 : le CCPC du marché subséquent ;
- Annexe 5 : le CCP de l'accord-cadre commun à tous les lots ;
- Annexe 6 : le Cahier des Clauses Administratives Générales – Prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (document téléchargeable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr> et dénommé ci-après « CCAG-PI » ;
- Annexe 7 : le mémoire technique du Titulaire relatif au lot visé pour le marché subséquent ;
- Annexe 8 : le mémoire technique du Titulaire au stade de l'accord-cadre.



23 rue Daviel  
75013 Paris 13  
France

**Votre contact : Mathilde Diouris**

Tel : 01 84 83 04 78

Email : mathilde.diouris@catp.fr

**Engagement de commande MS2018-23-90L5EC3**

En date du : 17/05/2024

TVA Intracommunautaire : FR35248300543

Numero de siret : 24830054300084

Réf. client : 411CL00023

**Métropole Toulon Provence Méditerranée**

107 Boulevard Henri Fabre

83041 TOULON

France

Objet : MS2018-23-90L5- Métropole Toulon Provence Méditerranée - RA2023- Groupement Amplitude

Nom / Code	Description	Qte	PU HT	TVA	Total HT
2018-23L5-TE CH01	Réunion 2H - Technique (Hors temps de déplacement)	2,00	270,00 unité	20,00 % (108,00)	540,00
2018-23L5-TE CH03	Demi-journée (4h) - Technique	2,00	500,00 unité	20,00 % (200,00)	1 000,00
2018-23L5-TE CH04	Journée (8h) - Technique	20,00	950,00 unité	20,00 % (3 800,00)	19 000,00
2018-23L5-DE PTECH	Déplacement en avion, train ou voiture	3,00	200,00 unité	20,00 % (120,00)	600,00
2018-23L5-NU ITTECH	Nuitée	3,00	140,00 unité	20,00 % (84,00)	420,00
2018-23L5-JU RI01	Réunion 2H - Juridique (Hors temps de déplacement)	1,00	300,00 unité	20,00 % (60,00)	300,00
2018-23L5-JU RI03	Demi-journée (4h) - Juridique	1,00	500,00 unité	20,00 % (100,00)	500,00
2018-23L5-JU RI04	Journée (8h) - Juridique	1,00	990,00 unité	20,00 % (198,00)	990,00
2018-23L5-FIN AN01	Réunion 2H - Financier (Hors temps de déplacement)	2,00	220,00 unité	20,00 % (88,00)	440,00
2018-23L5-FIN AN03	Demi-journée (4h) - Financier	2,00	440,00 unité	20,00 % (176,00)	880,00
2018-23L5-FIN AN04	Journée (8h) - Financier	42,00	850,00 unité	20,00 % (7 140,00)	35 700,00
2018-23L5-DE PFIN	Déplacement en avion, train ou voiture	4,00	200,00 unité	20,00 % (160,00)	800,00
2018-23L5-NU ITFIN	Nuitée	6,00	140,00 unité	20,00 % (168,00)	840,00
2018-23-REM BDC	Forfait de 250€	1,00	250,00 unité	20,00 % (50,00)	250,00
2018-23-REM COMPLE3	Montant total du bon de commande entre 50.001 € HT et 100.000 € HT	1,00	2 500,00 unité	20,00 % (500,00)	2 500,00

<b>Total net HT</b>	<b>64 760,00 €</b>
<b>TVA 20,00%</b>	<b>12 952,00 €</b>
<b>Montant total TTC</b>	<b>77 712,00 €</b>

**Signature du client précédée de la mention 'Lu et approuvé, bon pour accord' :**

**Date de validité :** 13/11/2024

Escompte pour règlement anticipé : 0% En cas de retard de paiement, une pénalité égale à 3 fois le taux d'intérêt légal sera exigible (Article L.441-10 II du code de commerce)  
Pour les professionnels, une indemnité minimum forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement sera exigible (Décret 2012-1115 du 2 octobre 2012).

## Informations complémentaires du document

Modalités de facturation et de paiement :

Le paiement des prestations, dont le montant est indiqué sur l'engagement de commande, est à effectuer par le Bénéficiaire auprès de la CATP, par virement dans un délai de 20 jours calendaires à compter de la réception de la facture.

**Coordonnées bancaires :**

Banque : Le Crédit Lyonnais

RIB: 30002004950000006537P85

IBAN: FR2930002

BDC - Généralité :

**MERCI DE NOUS COMMUNIQUER VOTRE BON DE COMMANDE INTERNE ET / OU REFERENCE CHORUS** (Document indispensable à la notification de votre commande)

Périmètre des prestations :

- les prestations sont décrites dans le CCPC du marché subséquent.,
- le coût des prestations est calculé sur la base des prix unitaires figurant au BPU.

Titulaire :

**Le groupement AMPLITUDE TC**

3 bis rue de l'Essai

75005 Paris

Tél : 01.41.12.01.27

SIRET : 449 316 421 00036



**Accord-cadre relatif à la réalisation de prestations de conseil, d'assistance et/ou de représentation légale en matière de transport public de voyageurs**

-----

**Marché subséquent n° 2018-23-90 destiné à la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

**Lot n°5 : « Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique, financière, fiscale et sociale en matière de transport public urbain de voyageurs »**

**ACTE D'ENGAGEMENT**

**A - Objet de la consultation et de l'acte d'engagement**

**■ Objet de la consultation :**

La consultation est relative au marché pris sur le fondement de l'accord-cadre pour la réalisation de prestations de conseil, d'assistance et/ou de représentation légale en matière de transport public de voyageurs, dénommé « marché subséquent ».

Le marché subséquent est destiné à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Bénéficiaire de la CATP.

Le marché est exécuté à bons de commande sans minimum ni maximum de montant ou de quantité.

**■ Cet acte d'engagement correspond** au marché subséquent passé sur le fondement du lot n°5 « *Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique, financière, fiscale et sociale en matière de transport public urbain de voyageurs* » de l'accord-cadre n°2018-23 relatif à la réalisation de prestations de conseil, d'assistance et/ou de représentation légale en matière de transport public de voyageurs.

**B - Engagement du groupement titulaire**

**B1 - Identification et engagement du groupement titulaire**

☒ Le signataire Monsieur DAGNAS JEAN-MARIE

☒ Engage le Groupement Amplitude TC

3 bis rue de l'Essai

75 005 Paris

[contact@amplitudetc.com](mailto:contact@amplitudetc.com)

Tél : 01 41 12 01 27

SIRET : 449 316 421 00022

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives suivantes :

- L'Acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes dont :
  - o Annexe n°1 : Annexe financière du marché subséquent ;
- L'Acte d'engagement de l'accord-cadre relatif au lot visé par le marché subséquent et ses annexes dont :
  - o Annexe n°1 : Annexe financière de l'accord-cadre relative au lot visé par le marché subséquent ;
- Le CCPC du marché subséquent ;
- Le CCP de l'accord-cadre commun à tous les lots ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Prestations Intellectuelles approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (document téléchargeable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr> et dénommé ci-après « CCAG-PI » ;
- Le mémoire technique du Titulaire du marché subséquent ;
- Le mémoire technique du Titulaire de l'accord-cadre relatif au lot visé par le marché subséquent.

**S'engage sans réserve, conformément aux clauses et stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations, objet du marché subséquent, aux prix indiqués dans l'Annexe 1 à l'Acte d'Engagement, dans le délai indiqué dans les documents du marché.**

## **B2 – Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations**

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le groupement d'opérateurs économiques est :  
 (Cocher la case correspondante.)

☒ conjoint                      OU                      ☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation
AMPLITUDE TC : 3 bis, rue de l'Essai 75005 PARIS / Mél : <a href="mailto:contact@amplitudetc.com">contact@amplitudetc.com</a> / Tél 01 41 12 01 27 / SIRET 449 316 421 00022	Chef projet/expertises techniques	21 560,00
ECOSI ; 30 CHE DU VIEUX CHENE 38240 MEYLAN / MEL <a href="mailto:chaloin.ecosi@gmail.com">chaloin.ecosi@gmail.com</a> / Tél : 04 76 41 37 11/ SIRET 44347679100027	Expertises financières et comptables	38 660,00
SATIS CONSEIL : 350 rue Lecourbe 75015 PARIS / Mél : <a href="mailto:francois.troger@satis-conseil.fr">francois.troger@satis-conseil.fr</a> / Tél : 01 53 78 30 20 / SIRET 439 597 154 00038		0,00
DG CONSEIL : 12 rue des fossés du Château 14000 CAEN / Mél : <a href="mailto:s.lucas@dgconseil.pro">s.lucas@dgconseil.pro</a> / Tél : 02 31 43 77 10 / SIRET 442 154 753 00044		0,00
HOURECABIE Avocats : 323 rue Saint-Martin 75003 PARIS / <a href="mailto:aymeric.hourcable@ahavocats.fr">aymeric.hourcable@ahavocats.fr</a> / 01 43 45 00 86 / SIRET 529 541 328 00025	Avocat/expertise juridique	1 790,00

<b>D4 AVOCATS ASSOCIES (SELARL)</b> 53 rue de Turbigo – 75003 PARIS Tél : 01 44 54 03 40 – Fax : 01 71 19 92 06 – Courriel : cabinet@d4avocats.fr SIRET : 533 565 677 00028		0,00
<b>SCP ELLIPSE AVOCATS MARSEILLE</b> 12 rue Pascal Xavier Coste – 13016 MARSEILLE Tél : 04 42 37 16 16 – Fax : 04 42 23 96 07 – Courriel : secretariat.marseillellipse- avocats.com SIRET : 820 950 673 00021		0,00
<b>ARCHIMEDE AVOCATS &amp; ASSOCIES</b> 2 rue Grolée – 69002 LYON Tél : 04 81 09 76 80 – Courriel : contact@archimede-avocats.fr SIRET : 838 561 330 00013		0,00

### B3 - Compte (s) à créditer :

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

■ Nom de l'établissement bancaire :

Les RIB des cabinets intervenants dans la mission sont joints au présent acte d'engagement.

■ Avance :

Je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ NON ☒ OUI  
(Cocher la case correspondante)

### B4 - Prise d'effet et fin du marché subséquent

Le marché subséquent prend effet à compter de sa notification au Titulaire prend fin à l'échéance de la mission.

La durée du marché subséquent ne peut dépasser la durée de l'accord-cadre de plus de 3 mois.

Les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de l'accord-cadre. Le marché subséquent peut être prolongé par avenant, en fonction des reconductions éventuelles de l'accord-cadre.

### B5 - Délai de validité de l'offre :

Le présent engagement me lie pour le délai de validité des offres indiqué à l'article 1.4 du règlement de la consultation.

### C - Signature de l'offre en cas de groupement, par le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016) :  
[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

La société Amplitude TC  
3 bis rue de l'Essai  
75 005 Paris  
[contact@amplitudetc.com](mailto:contact@amplitudetc.com)

Acte d'engagement  
Marché subséquent

**Réalisation de prestations de conseil, d'assistance et/ou de  
représentation légale en matière de transport public de voyageurs  
N°2018-23-90 – lot n°5**

Tél : 01 41 12 01 27

SIRET : 449 316 421 00022

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :  
(Cocher la case correspondante.)

☒ conjoint                      OU                      ☐ solidaire

☒ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :  
(Cocher la ou les cases correspondantes.)

- ☒ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'entité adjudicatrice et pour coordonner l'ensemble des prestations ;  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)
- ☒ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures de l'accord-cadre ;  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :  
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'entité adjudicatrice et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures de l'accord-cadre ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :  
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
DAGNAS JEAN-MARIE	Paris, le 13/05/2022	<p align="center"><b>AMPLITUDE TC</b> SARL au Capital de 10000 € 3 bis rue de l'Essai - 75005 PARIS Tél : 01 41 12 01 27 Siret : 449 316 421 00022 - Naf : 7022 Z</p>

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

## D - Identification de l'acheteur

Agir Transport sous la dénomination commerciale  
Centrale d'Achat du Transport Public  
8 Villa de Lourcine  
75014 PARIS  
01.53.68.04.24  
01.53.68.04.15  
[www.catp.fr](http://www.catp.fr)  
SIRET 539 537 886 000 27

## E - Décision de l'acheteur

**La présente offre est acceptée.**

Elle est complétée par les annexes suivantes :  
(Cocher la case correspondante.)

- ☒ Annexe n°1 : Annexe Financière : le Bordereau des Prix Unitaires ;
- ☐ Annexe n°... relative à la présentation d'un sous-traitant (formulaire DC4) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la réponse du candidat à une demande de précisions ou de compléments sur la teneur de son offre (formulaire OUV7) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la mise au point du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire OUV11) ;
- ☐ Autres annexes (à préciser) ;

A : ..... le .....

Signature  
(représentant de l'acheteur habilité à signer le marché subséquent)



**Lot n°5 : Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique, financière, fiscale et sociale en matière de transport public urbain de voyageurs**

Nom du Titulaire du lot : Groupement Amplitude TC

Date et signature du représentant : Jean-Marie DAGNAS, Le 12/04/2022

Juridique (droit public)			
	Prix en € HT (hors frais)	TVA	Prix en € TTC (hors frais)
Prestations			
Coût d'une réunion d'une durée de 2H (hors temps de déplacement)	300,00 €	20,00%	360,00 €
Coût à l'heure	150,00 €	20,00%	180,00 €
Coût à la demi-journée (4h)	500,00 €	20,00%	600,00 €
Coût à la journée (8h)	990,00 €	20,00%	1 188,00 €

Technique			
	Prix en € HT (hors frais)	TVA	Prix en € TTC (hors frais)
Prestations			
Coût d'une réunion d'une durée de 2H (hors temps de déplacement)	270,00 €	20,00%	324,00 €
Coût à l'heure	135,00 €	20,00%	162,00 €
Coût à la demi-journée (4h)	500,00 €	20,00%	600,00 €
Coût à la journée (8h)	950,00 €	20,00%	1 140,00 €

Financier			
	Prix en € HT (hors frais)	TVA	Prix en € TTC (hors frais)
Prestations			
Coût d'une réunion d'une durée de 2H (hors temps de déplacement)	220,00 €	20,00%	264,00 €
Coût à l'heure	110,00 €	20,00%	132,00 €
Coût à la demi-journée (4h)	440,00 €	20,00%	528,00 €
Coût à la journée (8h)	850,00 €	20,00%	1 020,00 €

Droit fiscal			
	Prix en € HT (hors frais)	TVA	Prix en € TTC (hors frais)
Prestations			

Coût d'une réunion d'une durée de 2H (hors temps de déplacement)	300,00 €	20,00%	360,00 €
Coût à l'heure	150,00 €	20,00%	180,00 €
Coût à la demi-journée (4h)	500,00 €	20,00%	600,00 €
Coût à la journée (8h)	990,00 €	20,00%	1 188,00 €

Droit social			
	Prix en € HT (hors frais)	TVA	Prix en € TTC (hors frais)
Prestations			
Coût d'une réunion d'une durée de 2H (hors temps de déplacement)	300,00 €	20,00%	360,00 €
Coût à l'heure	150,00 €	20,00%	180,00 €
Coût à la demi-journée (4h)	550,00 €	20,00%	660,00 €
Coût à la journée (8h)	1 110,00 €	20,00%	1 332,00 €

Frais de déplacement			
Frais de transports en commun			
Transport ferroviaire	200,00 €	20,00%	240,00 €
Hébergement			
Une nuitée (hotel et repas)	140,00 €	20,00%	168,00 €

Nom du candidat :

Groupement Amplitude TC

Entité adjudicatrice :

Date :

12-avr-22

Date :

Signature + cachet :

Signature + cachet :

**AMPLITUDE TC**  
SARL au Capital de 10000 €  
3 bis rue de l'Essai - 75005 PARIS  
Tél : 01 41 12 01 27  
Siret : 449 318 421 00022 - Naf : 7022 Z

## Marché subséquent n°2018-23-90

Adhérent destinataire des prestations: Métropole Toulon Provence Méditerranée

Lot n°5: Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique et financière en matière de transport public urbain de voyageurs

Nom du Titulaire du lot: Groupement AMPLITUDE TC

Date et signature du représentant: 13/05/2022

Quantités					Prix		
	Technique	Juridique (droit public)	Droit social	Prestations	Financier	Prix en € HT (hors frais)	Prix en € TTC (hors frais)
Prestations							
Réunion d'une durée de 2H (Visio conférence)	2	1	0	0	2	1 280,00 €	1 536,00 €
Coût à l'heure	0	0	0	0	0	0,00 €	0,00 €
Coût à la demi-journée (4h)	2	1	0	0	2	2 380,00 €	2 856,00 €
Coût à la journée (8h)	20	1	0	0	42	55 680,00 €	66 828,00 €
Frais de déplacement							
Frais de transports en commun							
Transport ferroviaire	3	0	0	0	4	1 400,00 €	1 680,00 €
Hébergement							
Nuitées	3	0	0	0	6	1 260,00 €	1 512,00 €
						TOTAL HT	62 010,00 €
						TOTAL TTC	74 412,00 €

Nom du candidat :

Groupement Amplitude TC

Entité adjudicatrice :

Date :

13/05/2022

Date :

Signature + cachet :

AMPLITUDE TC

SARL au Capital de 10000 €

3 bis rue de l'Essai - 75005 PARIS

Tél : 01 47 12 01 27

Siret : 448 318 421 00022 - Naf : 7022 Z

Signature + cachet :

AMPLITUDE	AH AVOCATS	ECOSI	Total
21 560,00 €	1 790,00 €	38 660,00 €	62 010,00 €



## **Accord-cadre mono-attributaire n°2018-23**

Accord-cadre passé selon la procédure négociée avec publicité et mise en concurrence prévue par l'article 42 1<sup>c</sup> de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et l'article 74 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016

**Accord-cadre relatif à la réalisation de prestations de conseil, d'assistance et/ou de représentation en matière de transport public de voyageurs**

-----

**Marché subséquent n°2018-23-90 destiné à la Métropole Toulon  
Provence Méditerranée**

-----

**Lot n°5 : « Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique, financière, fiscale et sociale en matière de transport public urbain de voyageurs »**

**Cahier des Clauses Particulières complémentaires  
(CCPC)**

## SOMMAIRE

<b>PREAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>PREMIERE PARTIE : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES DU MARCHÉ SUBSEQUENT .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 1    Objet du marché subséquent.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 2    Dénomination des personnes concernées.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 3    Pièces constitutives du marché subséquent .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 4    Prise d'effet et durée du marché subséquent.....</b>	<b>6</b>
4.1 <i>Prise d'effet du marché subséquent et durée .....</i>	<i>6</i>
4.2 <i>Délai de réalisation des prestations .....</i>	<i>6</i>
<b>Article 5    Modalités d'exécution du marché subséquent.....</b>	<b>7</b>
5.1 <i>Emission des bons de commande .....</i>	<i>7</i>
5.2 <i>Durée d'exécution des bons de commande.....</i>	<i>7</i>
5.3 <i>Lieu d'exécution .....</i>	<i>8</i>
5.4 <i>Obligation de résultat .....</i>	<i>8</i>
5.5 <i>Information par le Titulaire des délais de réalisation des prestations.....</i>	<i>8</i>
5.6 <i>Stockage des documents et mesures de sécurité .....</i>	<i>8</i>
5.7 <i>Stipulations techniques .....</i>	<i>8</i>
<b>Article 6    Vérification et admission des prestations .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 7    Prix appliqués dans le cadre du marché subséquent .....</b>	<b>9</b>
7.1 <i>Présentation des caractéristiques financières du marché subséquent .....</i>	<i>9</i>
7.2 <i>Nature et contenu des prix appliqués .....</i>	<i>10</i>
7.3 <i>Frais de déplacement.....</i>	<i>10</i>
<b>Article 8    Modalités de paiement.....</b>	<b>10</b>
8.1 <i>Présentation de la demande de paiement .....</i>	<i>10</i>
8.2 <i>Avance.....</i>	<i>11</i>

8.3 Acomptes .....	11
8.4 Modalités de paiement .....	11
<b>Article 9 Pénalités .....</b>	<b>12</b>
9.1 Pénalités de retard .....	12
9.2 Pénalités pour manquements (hors retard) .....	12
9.3 Pénalités pour travail dissimulé .....	12
9.4 Retenue .....	12
<b>Article 10 Clause de réexamen .....</b>	<b>12</b>
10.1 Cession de marché .....	12
10.2 Modification de l'entreprise Titulaire .....	13
<b>Article 11 Résiliation du marché subséquent .....</b>	<b>13</b>
11.1 Résiliation pour motif d'intérêt général .....	13
11.2 Résiliation pour faute du Titulaire .....	13
<b>Article 12 Conditions générales de vente du Titulaire .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 13 Propriété des résultats de l'assistance .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 14 Assurances .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 15 Communication .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 16 Dispositions applicables .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 17 Incidences en cas d'invalidité, inopposabilité, inefficacité ou impossibilité de mettre œuvre une stipulation du marché subséquent .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 18 Clause attributive de compétence .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 19 Dérogations au CCAG-PI .....</b>	<b>16</b>
<b>SECONDE PARTIE : CLAUSES RELATIVES AUX PRESTATIONS D'ASSISTANCE DEMANDEES PAR LE BENEFICIAIRE .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 20 Objet des prestations d'assistance .....</b>	<b>16</b>
20.1 Les objectifs de la mission .....	16
20.2 Le contenu de la mission .....	16
<b>- ANALYSE DES RAPPORTS D'ACTIVITES ANNUELS / MENSUELS .....</b>	<b>16</b>

-	<b>MISSION D'ASSISTANCE DANS LE CADRE DE LA DSP ET DE CES EVOLUTIONS.....</b>	<b>18</b>
	20.3 Le déroulement de la mission .....	18
	<b>Article 21 Présentation du contexte.....</b>	<b>19</b>
	<i>Présentation des contrats en cours : .....</i>	<i>19</i>
1-	<b>DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE TRANSPORT URBAIN TERRESTRE ET MARITIME DE VOYAGEURS N° 02DP13 .....</b>	<b>19</b>
2-	<b>DELEGATION DE DESSERTE MARITIME DES ILES D'OR N°20DSP01 CONCLU AVEC LA TLV .....</b>	<b>23</b>
	<b>Article 22 Pilotage et Suivi de la mission par le Bénéficiaire.....</b>	<b>27</b>
	<b>Article 23 Livrables .....</b>	<b>28</b>
	<b>Article 24 Délais .....</b>	<b>28</b>

## Préambule

La Centrale d'Achat du Transport Public (ci-après la « CATP »), correspond à la dénomination commerciale d'AGIR TRANSPORT dans le cadre de son activité d'achat centralisée telle que prévue à l'article L. 2113-2 1° du CCP.

La Centrale d'Achat du Transport Public (ci-après la « CATP ») a conclu un accord-cadre mono-attributaire pour la réalisation de prestations de conseil, d'assistance et/ou de représentation légale en matière de transport public de voyageurs.

Les prestations sont destinées aux Bénéficiaires de la CATP, en leur qualité d'Entités adjudicatrices.

Conformément à l'article 3.1 du Cahier de Clauses Particulières (ci-après « CCP ») de l'accord-cadre (n°2018-23), il est prévu que lors de la survenance du besoin de ses Bénéficiaires, la CATP procède à la passation de marchés passés sur la base de cet accord-cadre, appelés « marchés subséquents ».

Le présent Cahier des Clauses Particulières Complémentaires (ci-après « CCPC ») est décomposé en deux parties :

- Première partie : clauses administratives et financières du marché subséquent ;
- Seconde partie : clauses relatives aux prestations d'assistance demandées par le Bénéficiaire.

## Première partie : Clauses administratives et financières du marché subséquent

### Article 1 Objet du marché subséquent

Le présent marché subséquent n°2018-23-90 exécuté à bons de commande est conclu sans montant minimum pour la réalisation de prestations relevant du lot n°5 « *Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique, financière, fiscale et sociale en matière de transport public urbain de voyageurs* » de l'accord-cadre.

Les prestations sont destinées à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Bénéficiaire de la CATP.

### Article 2 Dénomination des personnes concernées

La « CATP » est la personne chargée de la procédure de passation des marchés subséquents.

Le « Bénéficiaire » de la CATP est le destinataire des prestations de conseil, d'assistance et/ou de représentation légale objet du présent marché subséquent.

Le « Représentant de la CATP » désigne l'autorité dûment habilitée à la représenter ou toute personne désignée par cette autorité et chargée de représenter la CATP pour toute démarche

liée à l'exécution du marché subséquent (notamment un représentant du Bénéficiaire, destinataire des prestations).

Le prestataire est la personne morale ou le groupement attributaire du marché subséquent, ci-après dénommé le « Titulaire ».

### **Article 3 Pièces constitutives du marché subséquent**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché subséquent sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes dont :
  - o Annexe n°1 : Annexe financière du marché subséquent sous la forme d'un bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- L'Acte d'engagement de l'accord-cadre relatif au lot visé par le marché subséquent et ses annexes dont :
  - o Annexe n°1 : Annexe financière de l'accord-cadre relative au lot visé par le marché subséquent ;
- Le CCPC du marché subséquent ;
- Le CCP de l'accord-cadre commun à tous les lots ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (document téléchargeable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr> et dénommé ci-après « CCAG-PI).

**Le CCAG-PI, bien que non joint, est réputé parfaitement connu du Titulaire.**

- Le mémoire technique du Titulaire relatif au lot visé pour le marché subséquent ;
- Le mémoire technique du Titulaire au stade de l'accord-cadre.

En cas de contradiction entre leurs stipulations contractuelles, les pièces prévalent, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, dans l'ordre de priorité dans lequel elles ont été énumérées ci-dessus.

### **Article 4 Prise d'effet et durée du marché subséquent**

#### **4.1 Prise d'effet du marché subséquent et durée**

L'accord-cadre a été conclu pour une durée ferme d'un (1) an. Il est reconductible tacitement 5 fois pour une durée d'1 an.

La durée du marché subséquent ne peut dépasser la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Le marché subséquent prend effet à compter de sa notification et prend fin à l'échéance de la mission exécutée conformément au(x) délai(s) indiqué(s) à l'article 25 du présent document.

#### **4.2 Délai de réalisation des prestations**

Le Titulaire est tenu de réaliser la mission dans le délai fixé à l'article 25 du présent document.

Toutefois, à la demande du Bénéficiaire, le planning peut être adapté au cours de la réalisation de la mission.



Le Titulaire remet un planning prévisionnel de gestion de la mission à titre indicatif dans son offre.

Dans le cas de l'émission d'un ou de plusieurs bons de commande complémentaires, le Titulaire fournit un nouveau planning correspondant à la réalisation des prestations commandées par le Bénéficiaire.

Dans les deux cas, le délai court à compter de l'émission du bon de commande correspondant et expire à l'achèvement de l'intégralité des prestations.

En cas de dépassement de ce délai, les pénalités prévues à l'article 9.1 du présent CCPC sont applicables.

## **Article 5 Modalités d'exécution du marché subséquent**

### **5.1 Emission des bons de commande**

Pendant la durée d'exécution du marché subséquent, et lors de la survenance du besoin, le représentant de la CATP peut commander des prestations au moyen de bons de commande.

Ainsi, le premier bon de commande permet de répondre aux prestations clairement identifiées au moment de la demande d'assistance.

En cas de besoins complémentaires d'assistance pour mener à bien la mission faisant l'objet du marché subséquent, le représentant de la CATP pourra, par la suite, émettre d'autres bons de commande.

Le(s) bon(s) de commande adressé(s) par la CATP au Titulaire pour l'exécution de la mission d'assistance notifiée est (seront) envoyé(s) en copie au Bénéficiaire.

Les bons de commande sont émis aux prix indiqués à l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché subséquent, et précisent a minima :

- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le numéro du marché subséquent ;
- La désignation et description des prestations commandées ;
- Le nombre de jours de réalisation de la mission ;
- La date et le lieu d'exécution ;
- Les prix unitaires HT et TTC ;
- Le montant total de la TVA ;
- Le montant total HT et TTC de la commande.

Ils sont obligatoirement signés par une personne habilitée à engager la CATP.

Une prestation effectuée sur la base d'un bon de commande signé par une personne non habilitée ne sera en aucun cas payée par le représentant de la CATP.

### **5.2 Durée d'exécution des bons de commande**

La durée du bon de commande ne peut dépasser la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

### **5.3 Lieu d'exécution**

La mission d'assistance est destinée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée dont le siège est situé Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536, 83 041 Toulon, Cedex 9.

Les prestations d'assistance se tiennent en visioconférence ou sur place, au siège.

### **5.4 Obligation de résultat**

Les prestations réalisées doivent donner entière satisfaction qualitative, quantitative et de sécurité à la CATP et au Bénéficiaire.

Si après l'opération de vérification des prestations, une prestation ne donne pas satisfaction, le Titulaire en assure les corrections à ses frais et sans débours supplémentaire pour la CATP et le Bénéficiaire.

### **5.5 Information par le Titulaire des délais de réalisation des prestations**

Le Titulaire tient informé le Bénéficiaire et la CATP de l'avancement du marché à chaque phase décrite dans le planning du mémoire technique la mission.

L'information donnée par le Titulaire doit permettre à la CATP de s'assurer qu'il met en œuvre les engagements pris, pour garantir le bon déroulement de la mission dans le délai contractuel.

Il doit aviser le Bénéficiaire et la CATP immédiatement de tout évènement de nature à modifier le déroulement prévu des opérations.

### **5.6 Stockage des documents et mesures de sécurité**

Compte tenu du caractère confidentiel des documents remis au Titulaire, l'accès à ces documents doit être sécurisé.

Le Titulaire est tenu d'avertir sans délai le Bénéficiaire de toute disparition, ainsi que tout incident pouvant entraîner une violation de la confidentialité de ses données.

### **5.7 Stipulations techniques**

Le Titulaire remet une offre en tenant compte des prestations d'assistance demandées par le Bénéficiaire.

Les besoins du Bénéficiaire sont décrits en annexe du présent CCPC.

## **Article 6 Vérification et admission des prestations**

Par dérogation à l'article 26 du CCAG-PI, les opérations de vérification interviennent dans un délai de 20 jours ouvrés courant à compter de la date de remise du livrable.



Durant ce délai, le représentant de la CATP a la possibilité de demander des corrections ou des ajustements. Cette demande doit être justifiée et en lien avec l'objet du marché. Passé ce délai et dans le silence du représentant de la CATP, la décision d'admission est réputée acquise.

En cas de réserve du représentant de la CATP lors de la validation des livrables, sa demande de corrections ou d'ajustements suspend le délai de 20 jours.

Le Titulaire s'engage à procéder aux corrections ou ajustements nécessaires, dans un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la réception de la demande de correction transmise par le représentant de la CATP. Ce délai est susceptible d'être raccourci en cas de besoin urgent de la part du représentant de la CATP. Le Titulaire en est averti.

Dès la réception du livrable corrigé ou ajusté, le représentant de la CATP dispose à nouveau de 20 jours ouvrés pour mener les opérations de vérification et d'admission.

A l'issue de ce délai et dans le silence du représentant de la CATP, la décision d'admission est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, une attestation d'admission signée par le Titulaire et le représentant de la CATP, comportant notamment les références de l'accord-cadre et de la commande, la nature des prestations, la date d'admission sans réserve des prestations, est obligatoirement jointe aux factures pour paiement. A défaut de cette attestation ou de tout autre document prouvant la réalité de la réalisation des prestations ou de la décision du représentant de la CATP pour le paiement total ou partiel des prestations, la facture ne sera pas payée par le représentant de la CATP.

Le représentant de la CATP prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché.

L'admission des prestations entraîne son transfert de propriété.

En cas d'anomalie, les dispositions de l'article 27 du CCAG-PI relatives à l'ajournement, la réfaction ou le rejet s'appliquent.

## **Article 7 Prix appliqués dans le cadre du marché subséquent**

### **7.1 Présentation des caractéristiques financières du marché subséquent**

Les prix du bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre constituent le référentiel de prix plafonds qui ne peuvent être dépassés dans les marchés subséquents.

Pour l'exécution de chaque marché subséquent, le Titulaire remet un nouveau BPU dont les montants ne pourront pas dépasser ceux de l'accord-cadre (Annexe n°1 de l'acte d'engagement).

Le premier bon de commande qui sera émis pour exécuter la mission correspond au montant total des prestations d'assistance clairement identifiées au moment de la demande d'assistance faite par le Bénéficiaire.

En cas de bons de commande pour des besoins complémentaires d'assistance dans le cadre de la mission initiale, les bons de commande préciseront les nouveaux montants des prestations complémentaires sur la base du BPU du marché subséquent.

## 7.2 Nature et contenu des prix appliqués

Les prix appliqués durant l'exécution du marché subséquent sont ceux indiqués dans le bordereau des prix unitaires constituant l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché subséquent.

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour du paiement du prix.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations.

Le Titulaire est réputé s'être entouré de tous les renseignements nécessaires à l'établissement des prix et des conditions particulières liées à l'exécution du marché subséquent.

## 7.3 Frais de déplacement

Les frais de déplacement figurant dans l'annexe financière doivent correspondre à des tarifs raisonnables.

En tout état de cause, les frais de déplacement sont inférieurs ou égaux aux niveaux de prix indiqués ci-dessous (sauf exigences particulières ou pour des raisons dûment justifiées par le Titulaire) :

- Hébergement : selon le tarif d'un hôtel standard \*\*\* (3 étoiles) maximum situé dans le lieu ou les environs du lieu de réunion ;
- Billets de train : selon le prix d'un billet de seconde classe ;
- Billet d'avion : selon le prix d'un billet en classe économique sur présentation préalable du devis à la CATP au moment de la remise de son offre finale du Titulaire en vue de l'attribution d'un marché subséquent ou, si besoin, dans les plus brefs délais. En cas de nouveaux(x) bon(s) de commande émis par le représentant de la CATP, les tarifs doivent être préalablement validés par ce dernier.

## Article 8 Modalités de paiement

### 8.1 Présentation de la demande de paiement

La demande de paiement faisant l'objet d'une facture comporte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom, numéro Siret et adresse du Titulaire ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- Les références du marché subséquent ;
- Le numéro du bon de commande correspondant ;
- La date d'admission des prestations ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- Le numéro de la facture ;
- Le montant HT ;
- Le taux de TVA ;
- Le montant TTC.

Après l'admission des prestations par le représentant de la CATP, les factures sont adressées au Bénéficiaire via Chorus (les identifiants seront communiqués ultérieurement).

## 8.2 Avance

La notification d'un marché subséquent au Titulaire lui ouvre le droit au versement d'une avance dont le montant est égal à :

- 5% du montant HT du marché subséquent si sa durée d'exécution est inférieure à 12 mois ;
- 12 fois 5% du montant HT du marché subséquent divisé par sa durée exprimée en mois si celle-ci est supérieure à 12 mois.

L'avance est versée au Titulaire par virement bancaire dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la commande correspondante.

## 8.3 Acomptes

L'exécution des prestations peut donner lieu au versement d'acomptes dans les conditions précisées à l'article 59 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à l'article 114 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

## 8.4 Modalités de paiement

Le paiement des factures est effectué exclusivement en euros, par virement dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Il peut être fait déduction des éventuelles pénalités de retard et compensation avec toutes sommes dues par le Titulaire.

Le dépassement des délais de paiement fait courir des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

En outre, il sera versé au Titulaire une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €, dans le cas où les sommes dues sont payées après la date de règlement fixée.



## **Article 9 Pénalités**

### **9.1 Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1 CCAG-PI, en cas de dépassement de l'échéance finale de la mission, prévue à l'article 25 du présent CCPC, et sauf modification du planning par le représentant de la CATP les pénalités sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{50}$$

*P = montant de la pénalité ;*

*V = montant total des prestations non conformes ;*

*R = nombre de jours de calendrier de retard*

### **9.2 Pénalités pour manquements (hors retard)**

En cas de manquement(s) grave(s) et/ ou répétés constatés au marché subséquent ou à l'accord-cadre, le représentant de la CATP applique une pénalité de 150 € HT par manquement, par écrit et notifié par mail au Titulaire.

### **9.3 Pénalités pour travail dissimulé**

Si le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'Entité adjudicatrice appliquera une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne peut toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **9.4 Retenue**

En cas de pénalités, leur montant est retenu lors du paiement de la facture.

## **Article 10 Clause de réexamen**

### **10.1 Cession de marché**

Si, en cours d'exécution du marché subséquent, le Titulaire envisage de le céder à un tiers, il doit communiquer au représentant de la CATP l'ensemble des éléments justificatifs motivant la cession, et ceux relatifs au repreneur.

La cession du marché subséquent peut notamment être envisagée en cas d'opération de restructuration (fusion, scission-absorption, cession d'actifs, transmission de patrimoine à un tiers...) ou d'apport du marché subséquent par son Titulaire à une société ou à un GIE.

Le nouveau Titulaire doit remplir les mêmes conditions (garanties professionnelles, techniques et financières) que celles fixées par la CATP lors de la mise en concurrence initiale.

Si ces conditions sont remplies, le marché subséquent est transféré au nouveau Titulaire après notification par le représentant de la CATP de son accord écrit.

Le marché subséquent est alors transféré au nouveau Titulaire qui l'exécute en son nom et pour son propre compte dans les conditions initiales du contrat.

Le représentant de la CATP peut refuser le transfert du marché subséquent par décision motivée adressée au Titulaire. Dans ce cas, le marché subséquent initialement attribué au Titulaire souhaitant le céder est résilié de plein droit.

## **10.2 Modification de l'entreprise Titulaire**

Le Titulaire doit informer sans délai le représentant de la CATP s'il entre dans un des cas suivants :

- Changement de raison sociale ou de domiciliation ;
- Changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale (par exemple transformation d'une SARL en SA).

Le représentant de la CATP notifie, par écrit, au Titulaire la prise en compte du changement après réception de l'ensemble des informations.

## **Article 11 Résiliation du marché subséquent**

### **11.1 Résiliation pour motif d'intérêt général**

En cas de résiliation du marché subséquent ou d'exécution aucune indemnité ne sera due au Titulaire.

### **11.2 Résiliation pour faute du Titulaire**

Outre les cas de résiliation prévus au chapitre 7 du CCAG-PI, le Représentant de la CATP se réserve la possibilité de mettre fin au marché subséquent, par anticipation, en cas de manquement(s) grave(s) et/ou de manquements répétés aux clauses administratives et/ou techniques de l'accord-cadre ou du marché subséquent par le Titulaire.

Le Représentant de la CATP procède à une mise en demeure préalable à la résiliation du marché subséquent.

En cas de résiliation aux torts du Titulaire, le Représentant de la CATP se réserve la possibilité de faire exécuter le marché subséquent aux frais et risques du Titulaire dans les conditions de l'article 32 du CCAG-PI.

Par ailleurs, si le Titulaire n'est plus en mesure d'exécuter les prestations, le marché subséquent est résilié de plein droit aux torts du Titulaire.

Le Représentant de la CATP se réserve le droit de demander, le cas échéant, la réparation du préjudice subi.

## **Article 12 Conditions générales de vente du Titulaire**

Les conditions générales de vente du Titulaire ne sont pas applicables au marché subséquent.

Par ailleurs, dans le cas où le Titulaire du marché subséquent introduirait dans les documents du marché des clauses restrictives, même imposées par lui habituellement à sa clientèle, soit

par l'utilisation d'imprimés particuliers, soit de toute autre manière, il est formellement convenu que ces clauses sont nulles et sans valeur au regard du présent marché, sauf accord express de l'Entité Adjudicatrice.

### **Article 13 Propriété des résultats de l'assistance**

Les parties sont convenues que le Bénéficiaire aura la propriété pleine et entière des résultats des prestations, réalisées par le Titulaire ou ses sous-traitants, ci-après les « Résultats ».

Les Résultats sont entendus de tous livrables, études, créations, innovations brevetables ou non, procédés, produits, savoir-faire, bases de données, dessins, informations, dénominations, logos, quels que soient leur nature, leur forme et leur support résultant de la mission d'assistance, objet du présent marché subséquent.

A ce titre, le Titulaire s'engage à céder au Bénéficiaire, à titre exclusif, tous les droits de propriété intellectuelle qu'il peut détenir sur les Résultats, à savoir tous droits d'auteur et tous autres droits de propriété intellectuelle.

En tant que de besoin, pour l'hypothèse où les Résultats seraient en tout ou en partie protégés par le droit d'auteur, il est précisé, pour satisfaire aux prescriptions de l'article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle, que les droits cédés comprennent notamment :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire les Résultats ;
- le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie, les Résultats ;
- le droit de traduire ou de faire traduire les Résultats, en tout ou en partie, en toute langue ;
- le droit de mettre sur le marché, de distribuer, commercialiser, diffuser les Résultats, par tous moyens, y compris la location et le prêt, à titre gratuit ou onéreux ;
- le droit de faire tout usage et d'exploiter les Résultats, pour les besoins de ses activités propres ou au bénéfice de tiers, à quelque titre que ce soit ;
- le droit de céder tout ou partie des droits cédés, et notamment de consentir à tout tiers tout contrat de reproduction, de distribution, de diffusion, de commercialisation, de fabrication, sous quelle que forme, quel que support et quelque moyen que ce soit, à titre onéreux ou gratuit ;
- le droit d'autoriser ou d'interdire toute réutilisation/et ou toute extraction substantielle des contenus des bases de données.

La présente cession de droits est consentie pour le monde entier, et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle et industrielle.

En conséquence, le Titulaire garantit le Bénéficiaire contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle ou industrielle ou un acte de concurrence et/ou parasitaire auquel la présente session porterait atteinte.

### **Article 14 Assurances**

Le Titulaire est tenu de justifier qu'il est couvert par des contrats d'assurances, à jour de primes, garantissant l'Entité adjudicatrice et les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat



d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation. À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Entité adjudicatrice et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **Article 15 Communication**

Toute opération de communication effectuée par le Titulaire impliquant la CATP ou le Bénéficiaire et relative au présent marché subséquent ne peut être réalisée qu'avec l'accord préalable et écrit de celle/celui-ci.

### **Article 16 Dispositions applicables**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché subséquent sont rédigées en français.

La monnaie de compte du marché subséquent est l'Euro (€). Le dédouanement des biens d'origine étrangère qui ont fait l'objet d'une demande d'exonération de droit de douane, n'est effectué qu'après notification au transitaire de la décision relative à l'admission en franchise.

### **Article 17 Incidences en cas d'invalidité, inopposabilité, inefficacité ou impossibilité de mettre œuvre une stipulation du marché subséquent**

Il est convenu que l'invalidité, l'inopposabilité, l'inefficacité ou l'impossibilité de mettre œuvre une stipulation du marché subséquent n'affecte aucunement la validité, l'opposabilité, l'efficacité et la mise en œuvre de ses autres stipulations, qui continuent de trouver application.

Toutefois, les Parties négocient de bonne foi en vue du remplacement de la stipulation concernée par une stipulation valable, opposable, efficace et présentant autant que possible les mêmes effets que ceux qu'elles attendaient de la stipulation remplacée.

### **Article 18 Clause attributive de compétence**

Au cas où des difficultés surviendraient dans l'interprétation ou dans l'exécution des clauses des marchés subséquents, les parties prennent l'engagement de s'efforcer de les régler à l'amiable.

Au cas où elles n'y parviendraient pas, les cours et tribunaux territorialement compétents en cas de contentieux sont ceux dont relève la CATP et ce, même en cas d'appel en garantie, d'intervention forcée, de demande incidente ou de pluralités de défendeurs.

## **Article 19 Dérogations au CCAG-PI**

L'article 3 du CCPC déroge à l'article 4.1 du CCAG.PI ;  
L'article 6 du CCPC déroge aux articles 26 et 27.1 du CCAG-PI ;  
L'article 9.1 du CCPC déroge à l'article 14.1 du CCAG.PI.

## **Seconde partie : clauses relatives aux prestations d'assistance demandées par le Bénéficiaire**

### **Article 20           Objet des prestations d'assistance**

#### **20.1 Les objectifs de la mission**

La Métropole souhaite dans le cadre de cette prestation atteindre plusieurs objectifs :

- Disposer d'une analyse des rapports d'activité et contrôle des postes financiers.
- Disposer d'une assistance juridique et financière lors des négociations en vue de l'élaboration d'avenants.
- Missions ponctuelles d'assistance et d'expertise contractuelle.

#### **20.2 Le contenu de la mission**

La collectivité se doit de contrôler les comptes annuels de ses délégataires, comptes remis en application des dispositions de l'Article 2 de la Loi L.95-127 du 8 Février 1995.

Au-delà de cette obligation, la mission consiste à assister la Métropole dans le suivi de la bonne exécution des DSP de transport terrestre et maritime et dans sa prise de décision dans le cadre de ces relations contractuelles avec les délégataires.

La mission se décline en plusieurs interventions :

#### **- Analyse des rapports d'activités annuels / mensuels**

**Assurer le contrôle des postes financiers** figurant au compte rendu financier qui devra être fourni annuellement pour chacune des 2 délégations par les délégataires. De demander l'ensemble des éléments nécessaires à l'exercice du contrôle financier ; d'en vérifier la qualité chaque fois que possible, si nécessaire, au vu de ces éléments, de relever les anomalies et de suggérer les améliorations utiles.

L'examen des éléments ainsi recueillis se fait au regard des lois et règlements et des objectifs énoncés par la Métropole dans le cadre de la Délégation de service Public.

Le contrôle prend en compte les aspects réglementaires ainsi que le respect de l'équilibre financier.

La mission exercée dans ce cadre porte, en particulier, sur l'examen et l'adaptation des documents ci-après :

- Les 2 Délégations de Service Public et ses avenants passés à ce jour et à venir, leurs cahiers des charges et leurs annexes qui doivent servir pour vérifier leur application aux lois et règlements en vigueur et le respect des clauses financières existantes (clauses de révision, de tarification, etc.).
- Le rapport d'activité, pour chacune des délégations, des 2 délégataires qui sera analysé chaque année, à la fois au titre de l'année considérée et de son évolution par rapport à l'année précédente.
- Le rapport d'activité mensuel de la DSP du réseau Mistral sera analysé chaque mois. Activité commerciale, éléments de production, éléments financiers, ...) fournis par le délégataire. L'analyse devra vérifier la conformité des résultats aux objectifs fixés dans la convention de DSP.

Des vérifications seront également faites par **contrôle de cohérence** :

- Les charges seront examinées par nature et à la lumière des informations obtenues sur les méthodes comptables mises en œuvre par le délégataire. Ceci implique une connaissance de l'organisation de l'entreprise et des méthodes de détermination des charges, des clés de répartition et des méthodes employées pour le calcul économique des charges.
- Au-delà de la cohérence, certaines vérifications peuvent impliquer une analyse globale de certaines structures de l'entreprise.

**Reformulation des comptes rendus financiers** présentés par chacun des délégataires depuis le premier jusqu'au dernier sur la base du rapport du contrôle du prestataire :

- d'une appréciation de la régularité des comptes rendus au regard des dispositions réglementaires et contractuelles applicables ;
- d'une description et analyse des sources d'informations définies par chaque délégataire pour alimenter le compte-rendu financier, appréciation de la qualité des données communes ;
- d'une analyse des comptes rendus financiers avec retraitement si nécessaire afin d'éclairer le délibéré de la commission de contrôle des comptes ;
- contrôle et suivi des engagements contractuels du délégataire notamment leurs impacts financiers éventuels (pénalités, réfections, ...).

**Une analyse complète du fonctionnement de chacune des Sociétés** tant sur le plan de ses structures, de son administration et de sa comptabilité générale et de gestion au regard du contrat de D.S.P. correspondant.

Cette analyse doit conduire à l'étude et à la revue détaillée des éléments suivants :

- Charges diverses, poste par poste,
- Recettes perçues, poste par poste,
- Relation avec les affrétés, les sous-traitants ...

L'analyse doit également permettre de mettre en évidence et d'expliquer les clés de répartition utilisées ainsi que les procédures et les méthodes de calcul employées en conformité avec la Délégation de Service Public concernée.



Cette analyse conduira à mettre aux normes et à formaliser la revue documentaire et les procédures de contrôle qui pourront être ainsi réutilisées pour la réalisation des contrôles des exercices suivants.

- **Mission d'assistance dans le cadre de la DSP et de ces évolutions**

Outre la mission principale relative à l'analyse des différents rapports d'activité, le titulaire assistera la Métropole dans le cadre du suivi quotidien du fonctionnement de la DSP et dans sa prise de décision pour l'évolution de celle-ci.

- Assistance dans l'élaboration des avenants (négociation, analyse, participation à la rédaction du projet d'avenant). La présence du titulaire pourra être requise lors des réunions à ce sujet.
- Assistance, analyse et contrôle des impacts d'événements courants ou exceptionnels sur les résultats commerciaux et économiques du réseau et la vie du contrat (mouvements sociaux, crise sanitaire, évolution réglementaire,...).
- Assistance, préparation et analyse de propositions d'évolution du niveau de service sur les résultats commerciaux et économiques du réseau et la vie du contrat (évolutions tarifaires, modifications de l'offre, nouveaux services de transport,...).
- Veille juridique et technique sur les transports publics en lien avec la convention de DSP : évolution réglementaire, retours d'expérience de réseaux comparables, innovations,....
- Missions ponctuelles d'assistance et d'expertise contractuelle, économique et technique, par exemple sur l'offre, l'exploitation du réseau, la vitesse commerciale, la fraude, la tarification, les systèmes (billetterie, aide à l'exploitation et à l'information des voyageurs)... ; relative à la convention de DSP : une même mission confiée au titulaire pourra en fonction de sa nature susciter une expertise portant sur un ou plusieurs volets contractuels, économique et technique.

Pour chaque mission d'assistance, la Métropole soumettra au prestataire (courriel, courrier) les éléments principaux de la ou des questions, accompagnés des documents et informations nécessaires à la bonne compréhension et / ou réalisation de la prestation ; et mentionnera la date souhaitée de remise de l'expertise.

### 20.3 Le déroulement de la mission

Le Prestataire devra rassembler tous les éléments nécessaires à sa mission (techniques, économiques, juridiques et financiers) détenus par l'autorité organisatrice et ceux nécessaires à la préparation de la consultation dans un souci de strict respect de la concurrence.

Le Prestataire participera aux différentes réunions (groupe de travail de la Métropole, commission mobilité, sous-commission contrôle des comptes, etc....), soit en tant que personnalité extérieure compétente, soit en tant que rapporteur de l'analyse.

Le Prestataire participe aux réunions de lancement au siège de la Métropole sise 107 Boulevard Henri Fabre à Toulon permettant aux représentants de l'autorité organisatrice d'exposer les objectifs de la collectivité. Il établit le relevé de conclusions de ces réunions et le soumet pour validation aux participants.

Les réunions mensuelles peuvent être tenues en visioconférence mais la réunion annuelle doit être maintenue en présentiel.

De manière générale, le Prestataire prépare une note avant chaque réunion du Groupe de Travail, participe à ces réunions et rédige le relevé de conclusions.

Proposition de rédaction : Nous proposons au Prestataire d'indiquer au sein de son mémoire technique le nombre de réunions en présentiel qu'il juge nécessaire. Le nombre de ces réunions pourra être ajusté au cours du déroulement de la mission. Dans ce cas, les prix indiqués au sein du Bordereau des Prix Unitaires seront appliqués.

En cas de besoin complémentaire pour mener à bien la mission, un, voire plusieurs bon(s) de commande complémentaire(s) pourront être émis.

A titre d'exemple, la passation d'avenant pourra faire l'objet de bon de commande complémentaire.

## **Article 21      Présentation du contexte**

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée » (TPM) est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur le territoire de ses douze communes membres : Carqueiranne, Hyères, La Seyne-sur-Mer, Le Revest Les Eaux, La Valette, La Garde, Le Pradet, Ollioules, Saint-Mandrier, Six-Fours, La Crau et Toulon.

Dans le cadre de 2 délégations de service public distinctes, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a confié au délégataire, la RMTT SA la gestion du réseau mistral pour l'exploitation des transports urbains de personnes sur le périmètre des transports urbains et au délégataire la TLV, la desserte des îles d'Or au départ de Hyères les Palmiers.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir la prestation suivante de contrôle des comptes des deux DSP, citées ci-dessus, par un expert-comptable DPGL.

### **Présentation des contrats en cours :**

#### **1- Délégation de Service Public de transport Urbain Terrestre et Maritime de voyageurs n° 02DP13**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a confié à la RMTT l'exploitation du réseau de transports publics urbains par un contrat de Délégation de Service Public de Transport n°02DP13 prenant effet le 1<sup>er</sup> juillet 2013 pour une durée de huit années et devant donc se terminer le 31 août 2022 (après prolongation par voie d'avenant de 14 mois). Le périmètre de la délégation correspond au périmètre du ressort territorial de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Organisatrice de la Mobilité. La desserte maritime des îles d'Or est exclue de la présente délégation.

La société RMTT SA est une société anonyme constituée le 8 juillet 1949. Elle est immatriculée sous le numéro 569 500 994 au registre du commerce et des sociétés de Toulon. La RMTT est filiale majoritaire de la société TRANSDEV URBAIN.

La répartition du capital de 182 000 € avec 91 000 actions est la suivante :

- CGFTE	64 936	soit 71,36 %
- Ville de Toulon	26 000	soit 28,57 %

- Autres 64 soit 0,07 %

### **Pouvoirs de l'Autorité Organisatrice :**

L'Autorité délégante, autorité organisatrice du service public des transports urbains de personnes, exerce notamment les compétences suivantes :

- Détermination de la politique générale des transports, des orientations et des objectifs des transports publics urbains,
- Définition du programme de système de développement du réseau et des systèmes support (SAE-SIV, billettique-monétique, ...),
- Définition de l'offre de transports, des conditions d'organisation et de fonctionnement du service public, en s'appuyant notamment sur les propositions du Délégataire,
- Conduite des études de stratégie de détermination de l'offre de transport et du niveau de service, en faisant appel à ses compétences propres, aux compétences du Délégataire ou de tiers,
- Détermination de la politique tarifaire et fixation ou homologation des tarifs,
- Mise à disposition du Délégataire des biens affectés au service public, à l'exception de ceux directement transférés par l'ancien exploitant ou ceux réalisés ou acquis par le Délégataire,
- Contrôle de la gestion du service public délégué, notamment le respect de ses obligations contractuelles par le Délégataire,
- Définition des conditions de mise en œuvre de l'intermodalité en concertation avec les autorités compétentes.

### **Missions du Délégataire :**

Le Délégataire assure les missions suivantes :

- L'exploitation, technique et commerciale des lignes régulières urbaines terrestres et maritimes de transports urbains, des services réguliers de transports scolaires, du service de nuit, du service de transport des personnes à mobilité réduite (P.M.R.) dans le périmètre des transports urbains de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée ;
- L'exploitation de parc relais ;
- La mise à disposition et le renouvellement des moyens matériels non mis à disposition par l'Autorité délégante ;
- La maintenance de tous les biens nécessaires à l'exploitation du service mis à disposition par l'Autorité délégante ;
- La conception, l'édition et la vente des titres de transport ;
- La gestion des relations avec les usagers et notamment :
  - o Leur information (en situation de référence ou perturbée) ;
  - o La conception et la réalisation des documents d'information voyageurs ;
  - o La gestion des réclamations ;
  - o La gestion des systèmes d'information support tels que définis à l'annexe 38 du contrat de DSP, dont le système de billettique/monétique et le système SAE/SIV au niveau du réseau ;
- Le suivi de la réalisation du service et des données analytiques des lignes ;
- L'information, le conseil et l'assistance technique de l'Autorité délégante tels que définis à l'annexe 16 du contrat de DSP, incluant notamment :
  - o L'assistance à l'élaboration de la politique des transports ;



- L'assistance à la définition des besoins en matériel nécessaire à l'exploitation du réseau ;
- La réalisation de prestations d'études opérationnelles.

Dans le cadre de l'exercice des missions susvisées, le Délégataire met en œuvre tous les moyens et toutes ses compétences professionnelles afin notamment de :

- De rechercher la meilleure adéquation entre l'offre et la demande de transport ;
- De développer la fréquentation avec pour enjeu de favoriser le report des déplacements en voiture particulière vers les transports collectifs ;
- De maîtriser les coûts en contexte contraint dans une logique d'engagements contractuels sur les recettes, les charges et la subvention forfaitaire d'exploitation ;
- Veiller au bon état de fonctionnement des biens mis à sa disposition et nécessaires à l'exploitation. Pour ce faire, le Délégataire devra rendre des comptes sur son dispositif de maintenance et d'entretien.

En outre, le Délégataire se dote des méthodes et moyens adaptés afin de :

- Développer une politique marketing et commerciale d'envergure dans le but d'attirer une clientèle nouvelle, de développer la fréquentation, d'adapter rapidement l'offre à l'évolution de la demande, en connaissant et en comprenant mieux les attentes des clients et en ayant une réactivité forte aux évolutions et aux changements de comportement ;
- Développer un management de la qualité : les changements forts attendus de la politique de transports développée par l'Autorité délégante ne peuvent se concevoir sans un management de la qualité. Cette qualité se décline tant vis-à-vis des clients (qualité produite du service et qualité perçue) que vis-à-vis de l'Autorité délégante (qualité des informations transmises, qualité des relations, qualité du conseil et des propositions faites à la Collectivité) ;
- Garantir une organisation réactive en adaptation permanente aux évolutions lourdes programmées de l'offre de service et aux besoins et attentes des populations identifiés par le Délégataire et l'Autorité délégante ;
- Assurer une qualité optimisée des échanges d'information avec l'Autorité délégante ;
- Conseiller l'Autorité délégante et être une force de proposition, tant en ce qui concerne la qualité et la modernisation des ouvrages et des prestations du service public que l'intermodalité et la coordination avec les autres services de transports, et le développement durable.

### **Régime des biens :**

La totalité des biens mis à disposition du Délégataire font l'objet d'un Inventaire des biens (Inventaire A). Le délégataire peut affecter à l'exploitation des biens qui lui sont propres, ceux-ci font l'objet des inventaires B et C annexés au contrat de DSP et sont tenus à jour régulièrement par le Délégataire.

### **Régime financier :**

Le contrat établi est une convention de délégation de service public, dans laquelle le Délégataire gère le service public à ses risques et périls, sous le contrôle de l'Autorité délégante.

Le Délégataire prend à sa charge la responsabilité de l'exploitation du service public. Il supporte l'ensemble des charges d'exploitation et des dépenses du service public délégué.

Sa rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation et directement perçue, en partie, auprès des usagers.

Compte tenu des charges importantes du service public de transports urbains de personnes résultant de l'ensemble des obligations de service public imposées contractuellement, l'Autorité délégante verse au Déléguataire une subvention forfaitaire d'exploitation (SFE) afin de contribuer à l'équilibre financier du contrat.

Le détail des charges et produits d'exploitation pendant la durée de la délégation figurent dans le compte d'exploitation prévisionnel (annexe 27). Ce compte est spécifiquement dédié à l'exploitation du réseau de l'Autorité délégante. Il est présenté en euros hors taxes, valeur décembre 2012.

Le contrat de DSP tient compte des incidences financières de l'affermissement des options (annexe 11A).

### **Nouveau régime financier de la DSP à compter du 1/9/2022 - Modifications**

Dans le cadre du nouveau contrat à intervenir actuellement, en cours de consultation, la Métropole a défini le régime financier de la DSP comme suit :

Le Déléguataire assume le risque d'exploitation dans la mesure où il est rémunéré par un Forfait de charges versé par l'Autorité délégante.

Le Déléguataire assume le risque commercial dans la mesure où il s'engage sur un niveau de recettes.

Le Déléguataire est également intéressé par l'évolution de la fréquentation et l'évolution du taux de fraude.

Les engagements financiers du Déléguataire, tant en termes de charges que de recettes, sont fixés avant le début du Contrat et pour toute la durée de celui-ci. La non-réalisation du service ne diminue pas les engagements du Déléguataire en termes de recettes.

### **Désignation du service délégué – service de transport :**

L'offre de transport comporte :

A titre principal

- L'ensemble des lignes régulières terrestres et maritimes de transports urbains, y compris le service de nuit ;
- Les services de transports scolaires internes au périmètre de transport urbain ;
- Les services de transport des personnes à mobilité réduite (P.M.R.) ;
- Le recours à des modes plus flexibles (transport à la demande...).

A titre accessoire

- Certains services non réguliers.

Les plans et itinéraires des lignes sont joints au contrat de DSP en annexes 9A et 9B. Les caractéristiques et les conditions d'exécution de l'offre de transport, et notamment leur amplitude et leur fréquence y sont également précisées en annexe 10.

Quelques chiffres :

Le réseau Mistral transports par bus et bateaux bus est composé, début 2020, de :

- 51 lignes de bus terrestres régulières ;

- ▶ 3 lignes de bus dans la base navale ;
- ▶ 3 lignes maritimes : Bateaux-bus ;
- ▶ 11 services de TAD : Appel-bus ;
- ▶ 1 service PMR ;
- ▶ 7 lignes nocturnes ;
- ▶ 1 service de Taxi-Bus (le soir) ;
- ▶ 47 services scolaires.

A noter à partir de juin 2021 a été créée une ligne estivale sur la commune de Hyères, et en septembre 2021 la desserte de la base navale sera complétée par une Appel Bus interne à la Base Navale. Le réseau Mistral en septembre 2021 comptera 14 appels bus, 8 lignes nocturnes. En quelques chiffres, le réseau Mistral représentait, début 2020, 31 millions de voyages annuels en bus ou bateaux-bus, soit plus de 13 millions de km parcourus, par 319 véhicules dont 29 hybrides et 2 156 points d'arrêts.

Un budget global de fonctionnement de l'ordre de 72 Millions d'Euros pour 2020.

D'après le rapport délégataire RMTT le réseau Mistral représentait 13 065 564 km produits en 2019, dont :

- ▶ 11 814 094 km lignes régulières ;
- ▶ 324 107 km lignes maritimes ;
- ▶ 432 780 km lignes TAD ;
- ▶ 234 512 km lignes scolaires ;

## **2- Délégation de desserte maritime des îles d'Or n°20DSP01 conclu avec la TLV**

La Métropole de Toulon Provence Méditerranée, Autorité Organisatrice, exerce sa compétence d'organisation de la desserte maritime sur son territoire en vertu de la Loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des transports intérieurs, du Règlement européen CEE n°3577/92 du Conseil du 7 décembre 1992, concernant l'application du principe de libre circulation des services aux transports maritimes à l'intérieur des Etats membre (cabotage maritime), ainsi que la loi n°2002-276 du 27 février 2002, et le décret n°2008-976 du 18 septembre 2008, codifiés au chapitre 1° du titre III de la V° partie législative du Code des transports, aux articles L.5431-1 et 5431-2.

Le contrat n°20DSP01 conclu avec la TLV est entré en vigueur le 01 avril 2021, il prendra fin le 31 mars 2025, sa durée est donc de 4 ans.

La délégation porte sur la desserte maritime des îles d'Or, constituées des îles de Porquerolles, Port Cros et le Levant.

### **Prérogatives de l'Autorité Organisatrice :**

- Définir la politique de transport
- Décider du niveau de service
- Contrôler la gestion du service délégué
- Être informée par le Délégué de la situation prévisionnelle de l'exploitation déléguée.

### **Missions du Déléataire :**

Le délégataire a la charge d'assurer la desserte maritime de passagers et accessoirement des marchandises à destination des îles, au moyen de navires qu'il mettra à disposition de l'Autorité Organisatrice et selon les liaisons maritimes prévues au contrat et listées ci-dessous :

Ligne 1 : Tour Fondue/Ile de Porquerolles

- Passagers
- Véhicules + fret colis marchandises

Ligne 2 : Tour Fondue/Ile de Port Cros

- Uniquement pour les véhicules

Ligne 3 : Port d'Hyères/Ile de Port Cros

- Passagers
- Frêt colis marchandises

Ligne 4 : Port d'Hyères/Ile du Levant

- Passagers
- Frêt colis marchandises

Ligne 5 : Port d'Hyères/Circuit des 2 îles Port Cros + Ile du Levant

- Passagers uniquement
- Ligne 6 : Port Hyères / Porquerolles (passagers et et uniquement sur les mois de juillet et août).

Ligne 7 : Port d'Hyères/Inter îles le Levant/Port Cros

- Passagers uniquement

Le Déléataire s'engage à exercer l'ensemble des missions lui incombant à ses frais, risques et périls dans les conditions prévues au contrat. Il fournit un service répondant aux besoins des usagers. Il prend les dispositions pour assurer, en ce qui concerne les missions dont il a la charge, la mise en œuvre du principe de continuité de ce service, le droit des tiers et la qualité de l'environnement, en collaboration avec les services de l'Etat, de ses agents, et/ou de l'Autorité Organisatrice.

Le Déléataire facilite l'accomplissement du contrôle.

Le Déléataire assure vis-à-vis de l'Autorité Organisatrice un rôle de conseil, de proposition et d'assistance portant notamment sur :

- La bonne adéquation de l'offre de transports aux objectifs de sécurité, de gain de temps, d'optimisation de la fréquentation...,
- L'évolution de la grille tarifaire et des outils de communication,
- La qualification des attentes des usagers et notamment la qualité du service rendu (mise en œuvre de programmes d'enquêtes),
- Les moyens humains et techniques nécessaires,
- La politique d'investissements.

### **Moyens matériels et humains nécessaires au service :**

Le Déléataire est tenu de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation du service, autres que ceux confiés par l'Autorité Organisatrice.



Il est expressément entendu que le délégataire doit maintenir un niveau constant de qualité pendant la durée du présent contrat. Il s'engage notamment et pour toute la durée du présent contrat sur l'âge moyen de la flotte compris entre 10 et 25 ans.

Pour l'activité transport de passagers des îliens, l'Autorité Organisatrice fournit et renouvelle les équipements de billetterie tels que les valideurs ou autres équipements embarqués. Le Délégataire souscrits les contrats de maintenance nécessaires auprès des fournisseurs de ces matériels.

### Régime financier :

Les recettes d'exploitation sont constituées des recettes issues des services, soit principalement :

- Les recettes issues de la vente des titres de transport ;
- La compensation tarifaire sur vente de titre à tarification réduite ;
- Les produits de la vente des espaces publicitaires dont l'exploitant a la gestion, notamment dans les navires et sur les supports d'information du public ;
- Les produits des indemnités forfaitaires acquittées par les usagers en situation irrégulière ;
- Les recettes annexes : recettes commerciales sur vente de produits de consommation à bord des navires, transport de marchandises spécifiques, autres.

Le Délégataire supporte l'ensemble des charges d'exploitation du service, y compris :

- Les charges d'exploitation courante du service : entretien et maintenance du matériel d'exploitation, salaires et charges sociales, marketing et communication... ;
- L'amortissement des éventuels biens nécessaires à l'exploitation dont le Délégataire (ou des sous-traitants) est propriétaire et acceptés par l'Autorité Organisatrice ;
- Le service des emprunts, ou des loyers de crédit-bail ou autre formule de financement, éventuellement contractés par lui pour assurer le financement des biens nécessaires à l'exploitation ;
- Les frais de timbre et les droits d'enregistrement éventuels du contrat ;
- Les éventuelles commissions à reverser aux revendeurs des titres de transports ;
- Les impôts et taxes auxquels est assujéti le service ;
- Les coûts des missions d'étude et de conseil à l'Autorité Organisatrice.

### Quelques chiffres :

Le service Desserte des îles d'Or confié à la TLV concerne :

La desserte de Porquerolles à partir du port de la Tour Fondue, la desserte de Port Cros à partir du port de Hyères et la desserte de l'île du Levant depuis Port Cros, synchronisée avec la précédente ;

- 842 708 voyages (soit -18,80% % par rapport à 2019),
- 34 940 tonnes de fret transporté (soit -3,74% par rapport à 2019),
- 4 732 rotations aller-retour
- 83 779 km parcourus
- 11 bateaux-bus en exploitation avec un âge moyen de 10 ans

Les navires mis à disposition de l'Autorité Organisatrice sont affrétés auprès d'une structure indépendante. La flotte est composée de 11 navires (5 navires à passagers, 3 navires transports de marchandise, 2 navires mixte et 1 navire de service pour le personnel), avec une moyenne d'âge de 10 ans, grâce aux dernières acquisitions et remotorisation.

A la fin du carénage chaque navire est contrôlé par les services compétents qui fournissent l'ensemble des documents de conformité, notamment sur les 2 navires, propriété de TPM.

La fréquentation observée en 2020 est en baisse de 18,80 % en moyenne sur les 3 lignes principales ; le nombre de passagers transporté s'établit à 842 708 voyages.

C'est vers Porquerolles qu'est transporté le plus grand nombre d'usagers : un peu plus de 9 passagers sur 10. Plus de la moitié d'entre eux bénéficient d'une réduction tarifaire.

### **Régulation de fréquentation de Porquerolles l'été depuis 2021 :**

Mettre en place un système de régulation pour écrêter ces pics d'hyper-fréquentation est un objectif commun poursuivi par la Commune d'Hyères, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le Parc National de Port-Cros.

Ainsi, la nouvelle délégation de service public de transports maritime des Îles d'Or 2021-2025 est un acte fondateur de la régulation qui permet d'accueillir les visiteurs dans des conditions apaisées, dans le cadre d'une vision partagée avec les habitants, les associations de Porquerolles et les commerçants.

Objectif : 6 000 voyageurs par jour maximum

L'objectif de 6 000 voyageurs par jour a été fixé collectivement par l'ensemble des acteurs en se basant en grande partie sur les enquêtes de satisfaction menées par le Parc National de Port Cros.

Le contrat de Délégation de Service Public de la Desserte Maritime des Îles d'Or, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021, intègre l'action de régulation de l'hyper-fréquentation et la mise en place d'un système de réservation.

Une régulation sur les mois de juillet et d'Août a été mise en place à titre expérimentale à l'été 2021 avec des quotas journaliers et un système de réservation.

L'objectif poursuivi consiste à ne pas dépasser un nombre maximal de passagers par jour correspondant à la capacité maximale offerte par les horaires et les navires du service.

L'action de régulation portera sur les 13 départs de la Tour Fondue issue de la grille horaire de 6h45 à 13h30. Cette jauge maximale a été fixée à 4 000 voyageurs par jour. La régulation ne concerne pas les îliens, scolaires, professionnels et agents du service public qui resteront prioritaires à l'embarquement.

Au global, cette action de régulation concernera 40 000 voyageurs sur 15 à 25 jours par an concentrés sur les mois de juillet et d'août qui supportent les pics d'hyperfréquentation à réguler.

Afin d'accompagner cette action de régulation, le délégataire de service public met en place un système de réservation. Réservation d'une place en fonction du jour du trajet souhaité. Le titre de transports sera matérialisé par un QR-Code qui sera à présenter avant l'embarquement soit par papier ou sur un smartphone.

Afin d'avoir un maximum de flexibilité tout en respectant les principes de la régulation, 3 créneaux ont été définis :

Le créneau du début de matinée de 6h45 à 9h00



Le créneau du milieu de matinée de 9h00 à 11h00  
Le créneau de fin de matinée de 11h00 à 13h30

Les voyageurs pourront ainsi réserver leur place sur l'un des trois créneaux jusqu'à la veille du départ 20h et auront la certitude de pouvoir réaliser leur trajet. Ils n'auront plus à passer par la billetterie pour retirer leur titre de transports et seront prioritaires à l'embarquement dans le créneau de leur réservation. Ils auront la possibilité d'annuler leur réservation 48h à l'avance.

### **Eléments financiers :**

Compte tenu du contexte sanitaire, le résultat d'exploitation pour 2020 fait ressortir un résultat net comptable de – 125 712 € contre un gain de 133 920€ en 2019. L'analyse du chiffre d'affaires montre que les lignes Tour-Fondue-Porquerolles en génèrent 90 %.

### **Recettes**

La recette globale, (transports de marchandise compris) hors droits de ports et hors taxes s'établit à 6 323 656 € contre 7 509 549 € en 2019.

Le transport de passagers du service public représente 83 % du produit.

Les contributions collectées au profit de l'Etat et des collectivités locales représentent 2 952 102 € des recettes dont près de la moitié sont constituées par les droits de port.

### **Charges d'exploitation**

Les coûts d'exploitation s'élèvent à 6 435 828 € contre 7 375 629 € en 2019 qui se répartissent comme suit :

3 912 844 € de charges directement liées aux navires contre 4 361 737 € en 2019,

2 536 524 € de charges d'exploitation non directement liées aux navires contre 3 013 982 € en 2019.

## **Article 22      Pilotage et Suivi de la mission par le Bénéficiaire**

Un chef de projet, un interlocuteur responsable devra être identifié pour la mission de contrôle de contrôle des comptes des 2 DSP.

Pour permettre à la Métropole Toulon Provence Méditerranée de mener son contrôle sur chaque délégataire, le Prestataire définira les évolutions attendues sur le contenu du rapport financier. Il définira également les améliorations à obtenir de chacun des délégataires pour la compréhension et la validité des informations présentées dans les comptes rendus.

Le Prestataire aura la responsabilité de la mise en œuvre des moyens nécessaires pour remplir sa mission.

Le Président l'habilite auprès de chaque délégataire et des services de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée » pour obtenir toutes les informations et les documents utiles à sa mission.

Compte tenu de leur spécificité, les charges relatives aux procédures contentieuses et aux négociations amiables, liées au fonctionnement ou à l'évolution du contrat de D.S.P. sont exclues de cette mission.

## **Article 23 Livrables**

A partir de la remise du rapport annuel des comptes du délégataire au 1er juin n+1 (délai légal), le Prestataire dispose de 2 mois d'étude pour que celui-ci soit présenté au maximum au dernier conseil communautaire de l'année N+1.

Analyse détaillée du contrat de DSP et des avenants : aspects juridico administratif et techniques

Contrôle des documents remis et sur place : Analyse comptable du compte rendu/contenu du rapport du délégataire de service public, contrôle des conditions financières d'exploitation et vérification de l'équilibre financier du délégataire.

Le Prestataire aura à charge de :

- Rédaction du rapport.
- Réunions préparatoires.
- Présentation de l'audit à la sous-commission de contrôle des comptes de la collectivité et réponses aux questions écrites et orales.

## **Article 24 Délais**

Le présent marché s'achèvera en 2025. Le calendrier des phases d'assistance sera déterminé dans chaque bon de commande.

Amplit  
ude

Signature  
numérique de  
Amplitude  
Date : 2022.04.13  
09:34:25 +02'00'

## **ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE N° 2018-23**

**Accord-cadre passé selon la procédure négociée avec mise en concurrence préalable  
par l'article 42 1<sup>c</sup> de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et l'article 74 du  
décret n°2016-360 du 25 mars 2016**

**Accord-cadre relatif à la réalisation de prestations de  
conseil, d'assistance et/ou de représentation légale en  
matière de transport public de voyageurs**

**N°2018-23**

**Cahier des Clauses Particulières commun à tous les lots  
(CCP)**

## SOMMAIRE

<b>PREAMBULE</b> .....	<b>5</b>
<b>PARTIE 1 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES RELATIVES A L'ACCORD-CADRE</b> .....	<b>5</b>
<b>ARTICLE 1 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE</b> .....	<b>5</b>
1.1 <i>Objet de l'accord-cadre</i> .....	5
1.2 <i>Allotissement</i> .....	5
1.3 <i>Procédure de passation de l'accord-cadre</i> .....	6
1.4 <i>Durée et prise d'effet de l'accord-cadre</i> .....	6
1.5 <i>Lieux d'exécution de l'accord-cadre</i> .....	6
1.6 <i>Parties contractantes à l'accord-cadre</i> .....	7
<b>ARTICLE 2 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE</b> .....	<b>7</b>
<b>ARTICLE 3 FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE – MARCHES SUBSEQUENTS</b> .....	<b>7</b>
3.1 <i>Exécution de l'accord-cadre par la conclusion de marchés subséquents exécutés par l'émission de bons de commande</i> .....	7
3.2 <i>Consultation préalable du Titulaire de l'accord-cadre mono-attributaire</i> .....	8
3.3 <i>Obligation de réponse aux marchés subséquents</i> .....	9
3.4 <i>Pièces constitutives des marchés subséquents</i> .....	9
<b>ARTICLE 4 CONDITION D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS</b> .....	<b>9</b>
4.1 <i>Exécution par l'émission de bons de commande</i> .....	9
4.2 <i>Durée d'exécution des marchés subséquents</i> .....	10
4.3 <i>Délai d'exécution des prestations</i> .....	10
<b>ARTICLE 5 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b> .....	<b>10</b>
5.1 <i>Principes</i> .....	10
5.2 <i>Vérifications des livrables, admissions et attestations</i> .....	10
<b>ARTICLE 6 PRIX DES PRESTATIONS</b> .....	<b>11</b>
6.1 <i>PRIX DE L'ACCORD-CADRE</i> .....	11
6.2 <i>PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS</i> .....	12
<b>ARTICLE 7 SANCTIONS ET PENALITES</b> .....	<b>13</b>

7.1. Sanctions relatives aux manquements à l'accord-cadre.....	13
7.2. pénalités applicables aux marchés subséquents.....	13
<b>ARTICLE 8 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE ET SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>14</b>
8.1. Cession de l'accord-cadre.....	14
8.2. Obligation d'information en cas de modification de l'entreprise Titulaire .....	15
8.3. Sous-traitance .....	15
<b>ARTICLE 9 RECOURS AU MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 10 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 11 GARANTIE DE CONFIDENTIALITE ET SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 12 CONFLIT D'INTERETS.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 13 DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 14 ASSURANCES.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 15 COMMUNICATION ET PROMOTION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 16 DISPOSITIONS APPLICABLES.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 17 CNIL (COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES) ..</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 18 CLAUSES COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 19 CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU TITULAIRE .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 20 CLAUSE ATTRIBUTIVE DE COMPETENCE .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 21 DEROGATIONS AU CCAG-PI .....</b>	<b>19</b>
<b>PARTIE 2 DISPOSITIONS TECHNIQUES RELATIVES A L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 22 LOT N°1 : SERVICES DE CONSULTATION JURIDIQUE ET DE REPRESENTATION LEGALE EN DROIT SOCIAL EN MATIERE DE TRANSPORT PUBLICS URBAIN DE VOYAGEURS.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 23 LOT N°2 : SERVICES DE CONSULTATION JURIDIQUE ET DE REPRESENTATION LEGALE EN DROIT SOCIAL EN MATIERE DE TRANSPORT PUBLICS NON URBAIN DE VOYAGEURS.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 24 LOT N°3 : SERVICES DE CONSULTATION JURIDIQUE ET DE REPRESENTATION LEGALE EN DROIT DES TRANSPORTS PUBLICS DE VOYAGEURS (OPERATEURS INTERNES, CONTRATS PUBLICS, DROIT PUBLIC GENERAL) .....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 25 LOT N° 4 : SERVICES DE CONSULTATION JURIDIQUE ET DE REPRESENTATION LEGALE EN DROIT FISCAL EN MATIERE DE TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS (OPERATEURS INTERNES ET TOUS CONTRATS PUBLICS) .....</b>	<b>21</b>

ARTICLE 26	LOT N°5 : PRESTATIONS D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE JURIDIQUE, TECHNIQUE, FINANCIERE, FISCALE ET SOCIALE EN MATIERE DE TRANSPORT PUBLIC URBAIN DE VOYAGEURS .....	22
ARTICLE 27	LOT N°6 : PRESTATIONS D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE JURIDIQUE, TECHNIQUE, FINANCIERE, FISCALE ET SOCIALE EN MATIERE DE TRANSPORT PUBLIC NON URBAIN DE VOYAGEURS .....	22
ARTICLE 28	LOT N°7 : PRESTATIONS DE SERVICES D'INGENIERIE FINANCIERE ET DE COMPTABILITE EN MATIERE DE TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS .....	23
ARTICLE 29	LOT N°8 : PRESTATIONS DE SERVICES D'INGENIERIE TECHNIQUE EN MATIERE DE TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS .....	23
ARTICLE 30	LOT N°9 : PRESTATIONS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE EN MATIERE DE FINANCES PUBLIQUES .....	23
ARTICLE 31	LOT N°10 : PRESTATIONS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE EN LIEN AVEC DES OUTILS DE DEPLACEMENT .....	24
ARTICLE 32	LOT N°11 : PRESTATIONS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE EN MATIERE D'ACCESSIBILITE POUR LE TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS .....	24
ARTICLE 33	LOT N°12 : PRESTATIONS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE EN MATIERE DE VERSEMENT TRANSPORT .....	24
ARTICLE 34	LOT N°13 : PRESTATIONS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE EN MATIERE DE TARIFICATION POUR LE TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS .....	25
ARTICLE 35	LOT N°14 : AUDIT TECHNIQUE DE PARC DE VEHICULES DE TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS .....	25



## PREAMBULE

Le présent Cahier des clauses particulières (CCP) contient les clauses administratives et techniques de l'accord-cadre conclu par la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP).

Cet accord-cadre est destiné aux adhérents de la CATP (ci-après « Adhérents »), considérés comme des entités adjudicatrices au sens de l'article 12, I, 6° de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, exerçant une activité de réseaux destinés à fournir un service au public dans le domaine du transport par chemin de fer, tramway, trolleybus, autobus, autocar, câble ou tout système automatique.

De ce fait, la CATP intervient en tant qu'entité adjudicatrice sur le fondement de l'article 26, I de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 précitée.

Les Adhérents sont des collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales, tels que des régions, des départements, des établissements publics de coopération intercommunale, des communes ainsi que des entreprises exploitantes de transport public soumises aux règles de la commande publique.

## PARTIE 1 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

### ARTICLE 1 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

#### 1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de conseil, d'assistance et/ou de représentation légale en matière de transport public de voyageurs.

L'exécution des prestations est destinée aux adhérents de la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP), en leur qualité d'entités adjudicatrices, conformément aux articles 11 et 12, I, 6° de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

#### 1.2 ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est décomposé en 14 lots comme suit :

N° des lots	Intitulé lots	Nombre de titulaires
1	Services de consultation juridique et de représentation légale en droit social en matière de transport public urbain de voyageurs	Mono-attributaire
2	Services de consultation juridique et de représentation légale en droit social en matière de transport public non urbain de voyageurs	
3	Services de consultation juridique et de représentation légale en droit des transports publics de voyageurs (opérateurs internes, contrats publics, droit public général)	
4	Services de consultation juridique et de représentation légale en droit fiscal en matière de transport public de voyageurs (opérateurs internes et tous contrats publics)	
5	Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique, financière, fiscale et sociale en matière de transport public urbain de voyageurs	

6	Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique, financière, fiscale et sociale en matière de transport public non urbain de voyageurs	
7	Prestations de services d'ingénierie financière et de comptabilité en matière de transport public de voyageurs	
8	Prestations de services d'ingénierie technique en matière de transport public de voyageurs	
9	Prestations de conseil et d'assistance en matière de finances publiques	
10	Prestations de conseil et d'assistance à l'élaboration de plans de déplacements	
11	Prestations de conseil et d'assistance en matière d'accessibilité pour le transport public de voyageurs	
12	Prestations de conseil et d'assistance en matière de versement transport	
13	Prestations de conseil et d'assistance en matière de tarification pour le transport public de voyageurs	
14	Audit technique de véhicules de transport public de voyageurs	

Chaque lot est indépendant des autres lots et correspond à un accord-cadre passé sans minimum ni maximum.

Les caractéristiques techniques des lots figurent dans la partie 2 du présent CCP.

### 1.3 PROCEDURE DE PASSATION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est passé par la CATP selon la procédure négociée avec mise en concurrence préalable en application de l'article 42 1° c de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'article 74 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

L'accord-cadre est exécuté en application des articles 78 et 79 du décret précité.

### 1.4 DUREE ET PRISE D'EFFET DE L'ACCORD-CADRE

Chaque lot de l'accord-cadre sera conclu pour une durée d'un (1) an à compter du 15 novembre 2018 (sauf notification postérieure à cette date).

Chaque lot sera reconductible tacitement cinq (5) fois pour une durée d'un (1) an.

La reconduction est tacite. Dans le cas d'une non-reconduction, le Titulaire est informé deux mois avant l'échéance par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Titulaire ne pourra s'y opposer et ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

### 1.5 LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les prestations de l'accord-cadre sont destinées aux Adhérents situés en France métropolitaine, en Corse, dans les Départements et Régions d'Outre-Mer (DROM), Collectivités d'Outre-Mer (COM) et en Nouvelle-Calédonie.

## 1.6 PARTIES CONTRACTANTES A L'ACCORD-CADRE

La « CATP » est la personne morale chargée de la procédure de passation des marchés subséquents sur la base du présent accord-cadre.

L'« Adhérent » est le destinataire des prestations acquises par ce dernier.

Le « Représentant de la CATP » désigne une personne physique dûment habilitée à la représenter pour toute démarche liée à l'exécution du marché subséquent (il peut notamment s'agir d'un représentant de l'Adhérent, destinataire des prestations de service). La CATP peut avoir plusieurs Représentants.

Le prestataire est la personne morale ou le groupement attributaire de l'accord-cadre, ci-après dénommé le « Titulaire ».

Les « Entités adjudicatrices », désignent les Adhérents de la CATP en charge de l'organisation ou de l'exploitation de réseaux de transport public de voyageurs. Elles sont les bénéficiaires de l'accord-cadre.

## ARTICLE 2 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont :
  - o Annexe 1 : annexe financière à l'acte d'engagement prenant la forme d'un Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) commun à tous les lots ;  
Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (document téléchargeable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr> et dénommé, ci-après, « CCAG-PI »). **NB : Le CCAG-PI, bien que non joint à l'accord-cadre est réputé parfaitement connu du Titulaire.**
- Le mémoire technique du Titulaire.

En cas de contradiction entre les stipulations contractuelles, les pièces prévalent, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, dans l'ordre de priorité dans lequel elles ont été énumérées ci-dessus.

## ARTICLE 3 FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE – MARCHES SUBSEQUENTS

### 3.1. EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE PAR LA CONCLUSION DE MARCHES SUBSEQUENTS EXECUTES PAR L'EMISSION DE BONS DE COMMANDE

Lors de la survenance des besoins d'un Adhérent correspondant à un lot de l'accord-cadre, la CATP procède à la conclusion d'un marché passé sur la base de l'accord-cadre, appelé « marché subséquent », durant la durée de validité de l'accord-cadre.

Chaque marché subséquent est destiné à un Adhérent et précise les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées par ce dernier.

Après la conclusion du marché subséquent, le représentant de la CATP est chargé de son exécution par l'émission d'un ou de plusieurs bons de commande concernant la mission, objet



du marché subséquent tout au long de la durée de ce marché et dans les conditions prévues à l'article 4.1 du présent CCP.

Les conditions de l'émission des bons de commande est précisée dans les documents du marché subséquent concerné.

### 3.2. CONSULTATION PREALABLE DU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE

La conclusion de marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre, fait l'objet d'une consultation préalable auprès du Titulaire, par la CATP, lors de la survenance du besoin d'un Adhérent.

La consultation du Titulaire à chaque nouveau besoin a pour objectif de l'inviter à compléter par écrit son offre retenue au stade de l'accord-cadre.

La consultation du Titulaire du lot, en vue de l'attribution du marché subséquent, prend la forme d'un dossier qui lui est adressé par voie dématérialisée. Il dispose d'un délai raisonnable pour y répondre, qui tient compte de la nature de la demande (conseil, assistance, représentation légale), de sa complexité et de l'urgence éventuelle exprimée par l'Adhérent.

Le dossier transmis au Titulaire pour élaborer son offre finale comprend, au minimum, un projet d'acte d'engagement et un cahier des clauses particulières complémentaires (CCPC).

Le CCPC a pour objet de détailler la demande de l'Adhérent, à savoir les prestations souhaitées, les éléments de contexte, les particularités éventuelles du besoin, la demande de réunions sur place avec le Titulaire le cas échéant et le délai d'exécution souhaité.

Le Titulaire du lot peut demander à la CATP des éléments complémentaires pour élaborer son offre. Celle-ci s'engage à lui fournir tous les éléments utiles en sa possession.

L'offre finale du Titulaire pour l'attribution d'un marché subséquent doit être remise dans le délai fixé par la CATP.

L'offre ne peut pas avoir pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques de son offre retenue au stade de l'accord-cadre. Elle est décomposée en une offre technique et une offre financière.

Son offre technique doit être conforme au présent CCP de l'accord-cadre. Elle prend la forme d'une note méthodologique. Ce document constitue, au moment de l'attribution du marché subséquent, une pièce contractuelle.

Son offre financière doit être conforme au présent CCP et notamment à l'article 6.1. Elle prend la forme d'une annexe financière à l'acte d'engagement du marché subséquent. Ce document constitue, au moment de l'attribution du marché subséquent, une pièce contractuelle.

Après transmission par le Titulaire de son offre finale à la CATP, celle-ci procède à son analyse et la transmet à l'Adhérent.

La CATP engage des négociations avec le Titulaire si cela s'avère nécessaire.

L'offre finale est retenue par la CATP, en concertation avec l'Adhérent. Elle notifie au Titulaire le marché subséquent et, le cas échéant, le premier bon de commande.

### 3.3. OBLIGATION DE REPONSE AUX MARCHES SUBSEQUENTS

Le Titulaire s'engage à répondre à chacune des consultations adressées par la CATP. Chaque réponse doit être exhaustive et appropriée aux besoins de l'Adhérent.

Cette obligation de réponse s'applique, sans dérogation. La CATP attire l'attention du Titulaire sur cette obligation, notamment en cas de demandes simultanées de plusieurs Adhérents dont l'exécution des marchés subséquents aurait vocation à s'exécuter dans une même période.

Après deux absences de réponse de la part du Titulaire non justifiées, inacceptables ou inappropriées aux demandes de consultation, l'accord-cadre peut être résilié par la CATP, dans les conditions prévues à l'article 10 du présent CCP.

### 3.4. PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de chaque marché subséquent sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes dont :
  - o Annexe n°1 : Annexe financière du marché subséquent ;
- L'Acte d'engagement de l'accord-cadre relatif au lot visé par le marché subséquent et ses annexes dont :
  - o Annexe n°1 : le Bordereau des Prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre ;
- Le CCP complémentaire (CCPC) du marché subséquent ;
- Le CCP de l'accord-cadre commun à tous les lots ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (document téléchargeable sur le site : <http://www.legifrance.gouv.fr>). **NB : Le CCAG-PI, bien que non joint, est réputé parfaitement connu du Titulaire ;**
- Le mémoire technique du Titulaire relatif au marché subséquent ;
- Le mémoire technique du Titulaire de l'accord-cadre relatif au lot visé par le marché subséquent.

En cas de contradiction entre leurs stipulations contractuelles, les pièces prévalent, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, dans l'ordre de priorité dans lequel elles ont été énumérées ci-dessus.

## ARTICLE 4 CONDITION D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

### 4.1. EXECUTION PAR L'EMISSION DE BONS DE COMMANDE

Pendant la durée d'exécution d'un marché subséquent et lors de la survenance d'un nouveau besoin en lien direct avec l'objet du marché subséquent, le représentant de la CATP peut commander au Titulaire des prestations, au moyen de bons de commande.

Le représentant de la CATP est chargée de l'exécution du marché subséquent.

Les bons de commande doivent préciser au minimum :

- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le numéro du marché subséquent ;
- La raison sociale du Titulaire ;
- La désignation et description des prestations commandées ;



- Le délai et le lieu d'exécution ;
- Les prix unitaires HT et TTC ;
- Le montant total de la TVA ;
- Le montant total HT et TTC de la commande.

Les bons de commande sont obligatoirement signés par une personne habilitée à engager le représentant de la CATP. Une liste de ces personnes (comprenant leurs coordonnées et fonctions) est communiquée au Titulaire dans les plus brefs délais, dès notification du marché subséquent.

**Une prestation effectuée sur la base d'un bon de commande signé par une personne non habilitée ne sera en aucun cas payée par le représentant de la CATP.**

La durée d'exécution des bons de commande est précisée dans les documents du marché subséquent.

#### 4.2. DUREE D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

La durée d'exécution de chaque marché subséquent est précisée dans les documents du marché concerné.

En tout état de cause, la durée d'un marché subséquent ne peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique

#### 4.3. DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Lors de la passation d'un marché subséquent, le Titulaire de l'accord-cadre remet une offre complémentaire intégrant un planning de gestion de la mission.

En cas de dépassement du délai prévu dans le planning du Titulaire, celui-ci encourt les pénalités prévues à l'article 7 du présent CCP.

### ARTICLE 5 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

#### 5.1. PRINCIPES

Les opérations de vérification et la décision d'admission sont effectuées par le représentant de la CATP.

#### 5.2. VERIFICATIONS DES LIVRABLES, ADMISSIONS ET ATTESTATIONS

Par dérogation à l'article 26 du CCAG-PI, les opérations de vérification interviennent dans un délai de 20 jours ouvrés courant à compter de la date de remise du livrable.

Durant ce délai de 20 jours ouvrés, le représentant de la CATP a la possibilité de demander des corrections ou d'ajustements. Cette demande doit être justifiée et en lien avec l'objet du marché. Passé ce délai et dans le silence du représentant de la CATP, la décision d'admission est réputée acquise.

En cas de réserve du représentant de la CATP lors de la validation des livrables, sa demande de corrections ou d'ajustements suspend le délai de 20 jours.

Le Titulaire s'engage à procéder aux corrections ou ajustements nécessaires, dans un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la réception de la demande de correction transmise par le représentant de la CATP. Ce délai est susceptible d'être raccourci en cas de besoin urgent de la part du représentant de la CATP. Le Titulaire en est averti.

Dès la réception du livrable corrigé ou ajusté, le représentant de la CATP dispose à nouveau de 20 jours ouvrés pour mener les opérations de vérification et d'admission.

A l'issue de ce délai et dans le silence du représentant de la CATP, la décision d'admission est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, une attestation de réception signée par le Titulaire et le représentant de la CATP, comportant notamment les références de l'accord-cadre et de la commande, la nature des prestations, la date d'admission sans réserve des prestations, est obligatoirement jointe aux factures pour paiement. A défaut de cette attestation ou de tout autre document prouvant la réalité de la réception des prestations ou de la décision du représentant de la CATP pour le paiement total ou partiel des prestations, la facture ne sera pas payée par le représentant de la CATP.

## ARTICLE 6 PRIX DES PRESTATIONS

### 6.1 PRIX DE L'ACCORD-CADRE

#### 6.1.1 Nature et contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre figurent dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) remis par le Titulaire dans son offre.

Le Bordereau des Prix Unitaires, annexé à l'acte d'engagement de l'accord-cadre, forme pour le Titulaire un référentiel de prix correspondant à l'offre retenue au stade de l'accord-cadre.

Lors de la passation des marchés subséquents, le Titulaire de l'accord-cadre ne peut en aucun cas proposer au représentant de la CATP des prix supérieurs aux prix plafonds fixés dans le BPU annexé à l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

L'offre financière remise par le Titulaire pour chaque marché subséquent est élaborée sur la base de ce référentiel de prix « plafonds ».

Les prix exprimés en H.T et T.T.C. sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, toutes les charges fiscales, para-fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Le Titulaire est réputé avoir complètement évalué et valorisé les prestations à réaliser et les moyens à mettre en œuvre pour l'exécution de l'accord-cadre. Il ne saurait revendiquer de coûts supplémentaires ou invoquer une évaluation insuffisante une fois le marché subséquent conclu.

Le Titulaire prend à sa charge toutes les conséquences de son intervention dès son commencement d'exécution.

### 6.1.2 Révision des prix

Les prix du présent accord-cadre sont établis selon les conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois 0 » (mo).

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-PI, les prix sont révisables annuellement à chaque date anniversaire de l'accord-cadre (la date de notification). La formule de révision est la suivante :

$$P_n = P_0 \times Cn$$

$$Cn = \left( 0,15 + 0,85 \times \frac{S_n}{S_0} \right)$$

Dans la formule :

- **P<sub>n</sub>** est le prix révisé ;
- **P<sub>0</sub>** est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du **mois zéro** correspondant au mois qui précède le mois de la date limite de remise des offres au stade de l'accord-cadre, soit le mois d'octobre 2018 ;
- **S<sub>0</sub>** = Indice du mois Mo ;
- **S<sub>n</sub>** = Indice du moins n de révision du prix.

L'indice utilisé est l'indice des prix de vente des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de marché - A38 MA - Activités juridiques, comptables... et analyses techniques - Base 2010 – Informations - Identifiant : **001664348**

Les paramètres sont publiés sur le site <http://www.indices.insee.fr> ;

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum trois décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les prix issus de la révision n'ont pas à être constatés par voie d'avenant.

En cas de modification de la clause de révision de prix suite au remplacement d'un indice par l'INSEE, la révision de prix est effectuée en tenant compte du nouvel indice, avec l'application, s'il y a lieu, du coefficient de raccordement.

Les nouveaux prix résultant de l'application de la clause de révision sont appliqués à compter du mois suivant le jour de la révision et jusqu'à la prochaine date d'anniversaire de l'entrée en vigueur du marché.

Il incombe au Titulaire de remettre chaque année ses prix révisés à la CATP ainsi que les informations nécessaires au contrôle du calcul.

## 6.2 PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS

### **6.2.1 Prix des prestations d'assistance, de conseil et de représentation légale**

Le Titulaire remet, pour chaque marché subséquent, une offre financière en complétant l'annexe financière de l'acte d'engagement dudit marché.

Cette offre doit être établie dans les conditions prévues par l'article 6.1 du présent CCP.

### **6.2.2 Frais de déplacement**

Les frais de déplacement figurent dans l'annexe financière remise par le Titulaire lors de sa consultation pour le marché subséquent, dans le respect des conditions ci-après précisées.

Pour chaque marché subséquent, le Titulaire s'engage à faire une offre financière incluant des frais de déplacement à des tarifs raisonnables.

En tout état de cause, les frais de déplacement sont inférieurs ou égaux aux niveaux de prix indiqués ci-dessous (sauf exigences particulières ou pour des raisons dûment justifiées par le Titulaire) :

- Hébergement : selon le tarif d'un hôtel standard \*\*\* (3 étoiles) maximum situé dans le lieu ou les environs du lieu de réunion ;
- Billets de train : selon le prix d'un billet de 2<sup>nd</sup>e classe ;
- Billet d'avion : selon le prix d'un billet en classe économique sur présentation préalable du devis à la CATP au moment de la remise de son offre finale du Titulaire en vue de l'attribution d'un marché subséquent ou, si besoin, dans les plus brefs délais. En cas de nouveaux(x) bon(s) de commande émis par le représentant de la CATP, les tarifs doivent être préalablement validés par ce dernier.

## **ARTICLE 7 SANCTIONS ET PENALITES**

### **7.1. SANCTIONS RELATIVES AUX MANQUEMENTS A L'ACCORD-CADRE**

En cas de manquement(s) grave(s) et / ou de manquements répétés à ses obligations contractuelles découlant de l'accord-cadre, la CATP peut notifier au Titulaire des demandes de mise en conformité à l'accord-cadre.

Tel est notamment le cas de non-respect de l'article 12 du présent CCP relatif aux conflits d'intérêt ou si le Titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié.

Si le(s) manquements(s) constaté(s) persiste(nt) malgré la(les) demande(s) de mise en conformité, la CATP se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre attribué au Titulaire, conformément à l'article 10 du présent CCP.

### **7.2. PENALITES APPLICABLES AUX MARCHES SUBSEQUENTS**

#### **7.2.1 Dispositions générales**

En cas de méconnaissance des obligations contractuelles prévues par le CCP, le Titulaire est passible de pénalités sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.



Le montant des pénalités est retenu d'office lors du paiement des factures au Titulaire.

### **7.2.2 Catégories de pénalités**

#### **7.2.2.1. Pénalités pour retard**

Les pénalités sont calculées par rapport aux délais fixés dans le marché subséquent à compter du 1<sup>er</sup> jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1 CCAG-PI, en cas de dépassement des délais prévus au planning du Titulaire de chaque marché subséquent, les pénalités sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{50}$$

*P = montant de la pénalité*

*V = montant total des prestations non conformes*

*R = nombre de jours ouvrés de retard*

#### **7.2.3.2. Pénalités pour manquements (hors retard)**

Le représentant de la CATP se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire de 150 € HT pour les manquements aux obligations contractuelles précisés dans l'accord-cadre (exemples : fréquences des retards dans les délais contractuels d'exécution des prestations, prestations qui ne correspondent pas aux exigences du présent CCP).

La pénalité s'applique pour chaque manquement, en une seule fois, après constatation d'un manquement imputable au Titulaire.

## **ARTICLE 8 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE ET SOUS-TRAITANCE**

### **8.1. CESSIION DE L'ACCORD-CADRE**

Si, en cours d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire envisage de le céder à un tiers, il doit communiquer à la CATP l'ensemble des éléments justificatifs motivant la cession, et ceux relatifs au repreneur.

La cession de l'accord-cadre peut notamment être envisagée en cas d'opération de restructuration (fusion, scission-absorption, cession d'actifs, transmission de patrimoine à un tiers...) ou d'apport de l'accord-cadre par son Titulaire à une société ou à un GIE.

Le nouveau Titulaire doit remplir les mêmes conditions (garanties professionnelles, techniques et financières) que celles fixées par la CATP lors de la mise en concurrence initiale.

Si ces conditions sont remplies, l'accord-cadre est transféré au nouveau Titulaire après notification par la CATP de son accord écrit.

L'accord-cadre est alors transféré au nouveau Titulaire qui l'exécute en son nom et pour son propre compte dans les conditions initiales de l'accord-cadre.



La CATP peut refuser le transfert de l'accord-cadre par décision motivée adressée au Titulaire. Dans ce cas, l'accord-cadre initialement attribué au Titulaire souhaitant le céder est résilié de plein droit.

## **8.2. OBLIGATION D'INFORMATION EN CAS DE MODIFICATION DE L'ENTREPRISE TITULAIRE**

Le Titulaire s'engage à tenir le représentant de la CATP informé de toute modification concernant son entreprise qui pourrait avoir un impact sur l'exécution du lot qui lui a été attribué.

En tout état de cause, il doit informer sans délai la CATP s'il entre dans un des cas suivants :

- Changement de raison sociale ou de domiciliation ;
- Changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale (par exemple transformation d'une SARL en SA).

## **8.3. SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Néanmoins, au regard de l'article 62-I de l'ordonnance du 23 juillet 2015 le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Par ailleurs, conformément à l'article 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir au représentant de la CATP une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés.

## **ARTICLE 9 RECOURS AU MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

Sous réserve que les conditions prévues par la réglementation soient remplies, le représentant de la CATP peut recourir à l'application de l'article 30, I, 7° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

## ARTICLE 10 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Outre les cas de résiliation prévus au chapitre 7 du CCAG-PI, la CATP se réserve la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre attribué au Titulaire, par anticipation et sans indemnité, notamment dans l'un des cas suivants :

- En cas de manquement(s) grave(s) et/ou de manquements répétés aux obligations du Titulaire qui découlent du présent accord-cadre tels qu'énumérés à l'article 7.1 du présent CCP ;
- En cas de résiliation d'un ou de plusieurs marché(s) subséquent(s) pour faute du Titulaire ;
- Après deux absences non justifiées de réponse aux marchés subséquents du Titulaire ;
- Si elle constate le caractère répétitif et manifeste de la remise de réponses inappropriées, irrégulières, inacceptables et ce, sans justification valable, de la part du Titulaire ;
- En cas d'évolution réglementaire ou technique nécessitant de passer un nouvel accord-cadre ;
- Pour un motif d'intérêt général.

La CATP procède à une mise en demeure préalable à la résiliation de l'accord-cadre.

En cas de résiliation aux torts du Titulaire, la CATP se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations à ses frais et risques, dans les conditions de l'article 36 du CCAG-PI.

Après résiliation, elle se réserve la possibilité de procéder au lancement d'un nouvel accord-cadre.

## ARTICLE 11 GARANTIE DE CONFIDENTIALITE ET SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire s'engage à ne divulguer aucune information, de quelque nature que ce soit, échangée à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre et de ses marchés subséquents et à prendre toutes mesures propres à empêcher une telle divulgation, tant du point de vue de la communication d'éléments propres à la CATP ainsi que des éléments propres aux Adhérents.

Le Titulaire se porte fort du respect de cette obligation de confidentialité par ses salariés/collaborateurs, même après la cessation de fonctions de ces derniers. Cette obligation se maintient pendant toute la durée d'exécution du marché subséquent, mais aussi à son terme, tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par la volonté de la CATP.

Le Titulaire peut, toutefois, communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants, sous réserve de leur imposer la même obligation de confidentialité. Il s'engage au respect de l'obligation de confidentialité par les personnes auxquelles la diffusion de l'information est expressément autorisée.

## ARTICLE 12 CONFLIT D'INTERETS

Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe à l'exécution de l'accord-cadre ou est susceptible de l'influencer a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et notamment lors de la conclusion des marchés subséquents.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à informer la CATP de toute situation de conflit d'intérêt et le cas échéant à mettre tout en œuvre pour préserver les intérêts de la CATP et de ses adhérents.

La CATP se réserve la possibilité d'exclure de l'accord-cadre le Titulaire de chaque lot, qui crée une situation de conflits d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens, tel que cela est prévu à l'article 10 du présent CCP.

Le Titulaire s'engage à respecter les règles propres à l'exercice de sa profession et notamment pour les avocats les dispositions suivantes :

- La loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée, portant réforme de certaines professions judiciaires et juridique ;
- Le décret n°2005-790 du 12 juillet modifié, relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocat ;
- Le décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 modifié, organisant la profession d'avocat.

### **ARTICLE 13 DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les obligations du présent article s'appliquent au Titulaire et à ses éventuels cotraitants et sous-traitants.

Le chapitre 5 du CCAG-PI, option B de l'article 25 relatif à la cession des droits d'exploitation des résultats s'applique, à l'exclusion :

- De la cession à des fins commerciales ;
- De la cession à des tiers.

### **ARTICLE 14 ASSURANCES**

Le Titulaire est tenu de justifier qu'il est couvert par des contrats d'assurances, à jour de primes, garantissant la CATP et les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il fournit une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation. À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du représentant de la CATP et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **ARTICLE 15 COMMUNICATION ET PROMOTION DE L'ACCORD-CADRE**

Toute opération de communication effectuée par le Titulaire d'un lot de l'accord-cadre impliquant la CATP et/ou l'un de ses Adhérents et relative au présent accord-cadre ne peut être effectuée qu'avec l'accord préalable et écrit de la CATP.

## **ARTICLE 16 DISPOSITIONS APPLICABLES**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

La monnaie de compte du marché est l'Euro (€).

## **ARTICLE 17 CNIL (COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES)**

Conformément à l'article 108 du décret n°2016-360 les données renseignées dans les pièces constitutives de l'accord-cadre sont conservées pendant 5 ans.

## **ARTICLE 18 CLAUSES COMPLEMENTAIRES**

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de la signature de l'accord-cadre par chaque membre du groupement, et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail.

Dans le cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du décret 2016-360 ou de refus de produire les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 à D. 8222-8 du code du travail, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre accord-cadre, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au Titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'Entité adjudicatrice.

## **ARTICLE 19 CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU TITULAIRE**

Les conditions générales de vente du Titulaire ne sont pas applicables au présent accord-cadre.

Dans le cas où le Titulaire de l'accord-cadre introduirait dans les documents de la consultation des clauses restrictives, même imposées par lui habituellement à sa clientèle, soit par l'utilisation d'imprimés particuliers, soit de toute autre manière, il est formellement convenu que ces clauses sont nulles et sans valeur, sauf accord exprès de la CATP.

## **ARTICLE 20 CLAUSE ATTRIBUTIVE DE COMPETENCE**

Au cas où des difficultés surviendraient dans l'interprétation ou dans l'exécution des clauses du présent accord-cadre, les parties prennent l'engagement de s'efforcer de les régler à l'amiable.

Au cas où elles n'y parviendraient pas, les cours et tribunaux compétents en cas de contentieux sont ceux dont relève la CATP et ce, même en cas d'appel en garantie, d'intervention forcée, de demande incidente ou de pluralités de défendeurs.

## ARTICLE 21 DEROGATIONS AU CCAG-PI

Les articles 2 et 3.4 du CCP dérogent à l'article 4.1 du CCAG-PI ;  
L'article 5.2 du CCP déroge aux articles 26 et 27.1 du CCAG-PI ;  
L'article 6.2 du CCP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG-PI ;  
L'article 7.2.1 du CCP déroge à l'article 14.3 du CCAG-PI ;  
L'article 7.2.2.1 du CCP déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI ;  
L'article 10 du CCP complète le chapitre 7 et l'article 36 du CCAG-PI ;  
L'article 13 du CCP complète le chapitre 5 (article 25) du CCAG-PI.



## **PARTIE 2 DISPOSITIONS TECHNIQUES RELATIVES A L'ACCORD-CADRE**

### **ARTICLE 22 LOT N°1 : SERVICES DE CONSULTATION JURIDIQUE ET DE REPRESENTATION LEGALE EN DROIT SOCIAL EN MATIERE DE TRANSPORT PUBLICS URBAIN DE VOYAGEURS**

Le Titulaire réalise des consultations juridiques, assiste l'employeur et le représente dans des contentieux, et ce dans le cadre de la convention collective nationale des réseaux de transports publics de voyageurs du 11 avril 1986.

Ses domaines de compétences sont notamment les suivants :

#### **1/ Droits collectifs :**

- Grève ;
- Elections professionnelles, IRP (institutions représentatives du personnel), aide à la mise en place de l'organisation de l'entreprise et d'un statut social propre à la nouvelle structure ;
- Accords d'entreprise, accord de participation / intéressement, représentation du personnel, mandat ;
- Reprise du personnel (transfert de salariés protégés et non protégés entre transporteurs) ;

#### **2/ Droits individuels :**

- Conseil et assistance de l'employeur en matière de contrats de travail ;
- Sanctions disciplinaire (mise à pieds, mesure conservatoire etc.) ;

#### **3/ Représentation légale de l'employeur en cas de contentieux (référés, procédure au fond).**

### **ARTICLE 23 LOT N°2 : SERVICES DE CONSULTATION JURIDIQUE ET DE REPRESENTATION LEGALE EN DROIT SOCIAL EN MATIERE DE TRANSPORT PUBLICS NON URBAIN DE VOYAGEURS**

Le Titulaire réalise des consultations juridiques, assiste l'employeur et le représente dans des contentieux, et ce dans le cadre de la convention collective nationale des transports routiers et activités auxiliaires du transport du 21 décembre 1950.

Ses domaines de compétences sont notamment les suivants :

#### **1/Droits collectifs :**

- Grève ;
- Elections professionnelles, IRP (institutions représentatives du personnel), aide à la mise en place de l'organisation de l'entreprise et d'un statut social propre à la nouvelle structure ;
- Accords d'entreprise, accord de participation / intéressement, représentation du personnel, mandat ;
- Reprise du personnel (transfert de salariés protégés et non protégés entre transporteurs) ;

#### **2/ Droits individuels :**

- Conseil et assistance de l'employeur en matière de contrats de travail ;
- Sanctions disciplinaires (mise à pieds, mesure conservatoire etc.) ;

#### **3/ Représentation légale dans les contentieux (référés, procédures au fond).**

**ARTICLE 24 LOT N°3 : SERVICES DE CONSULTATION JURIDIQUE ET DE REPRESENTATION LEGALE EN DROIT DES TRANSPORTS PUBLICS DE VOYAGEURS (OPERATEURS INTERNES, CONTRATS PUBLICS, DROIT PUBLIC GENERAL)**

Le Titulaire réalise des consultations juridiques, des prestations d'assistance et intervient dans le cadre de contentieux en matière de transport public de voyageurs.

Ses domaines de compétences sont les suivants :

- Services de consultation juridique en droit public appliqué au domaine du transport public de voyageurs (intervention principalement de transport routier et accessoirement en transport ferroviaire) :
  - o Régime juridique des sociétés publiques locales de transport (SPL) ;
  - o Régime juridique des régies de transport constituées sous la forme d'établissements publics industriels et commerciaux (EPIC) ;
- Assistance à la passation de marchés publics de transport de voyageurs ;
- Assistance à la passation de délégations de service public de voyageurs ;
- Rédaction de contrats publics de transport, avenants et autres conventions de droit public (partie juridique uniquement) ;
- Rédaction de statuts d'opérateurs internes (Régies ou SPL) en transport public de voyageurs (partie juridique uniquement) ;
- Rédaction de contrats d'obligations de service public attribués à un opérateur interne (Régies ou SPL), sur le fondement de l'article 5§2 du règlement 1370/2007 (partie juridique uniquement) ;
- Représentation légale dans les contentieux (référés, procédures au fond).

**ARTICLE 25 LOT N°4 : SERVICES DE CONSULTATION JURIDIQUE ET DE REPRESENTATION LEGALE EN DROIT FISCAL EN MATIERE DE TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS (OPERATEURS INTERNES ET TOUS CONTRATS PUBLICS)**

Le Titulaire réalise des consultations juridiques et des prestations d'assistance et intervient dans le cadre de contentieux en matière de transport public de voyageurs.

Ses domaines de compétences sont notamment les suivants :

- Services de consultations juridique en droit fiscal appliqué au transport public de voyageurs, destinés aux autorités organisatrices de transport ou aux opérateurs internes exploitants de transport (Régies ou SPL) :
  - o Etude de la situation fiscale d'autorité organisatrice de transport ou d'exploitant au regard de la fiscalité directe et/ ou indirecte applicable au secteur des transports de voyageurs ;
  - o TVA : droit à récupération de TVA, exonération ;
  - o Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) ;
  - o Taxe sur les salaires ;
  - o Impôt sur les sociétés ;
  - o Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) ;
- Assistance pour des demandes de rescrits auprès de l'administration fiscale : rédaction du rescrit et le cas échéant, accompagnement aux auditions devant les services fiscaux ;
- Détermination du montant de TVA déductible dans les opérations liées au transport public de voyageurs (déclaration CA3, etc.) ;

- Assistance fiscale dans le cadre des contrats de transport et des contrats d'objectifs de service public (article 5§2 du règlement européen n°1370/2007) ;
- Représentation légale dans des contentieux (référés, procédure au fond).

**ARTICLE 26 LOT N°5 : PRESTATIONS D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE JURIDIQUE, TECHNIQUE, FINANCIERE, FISCALE ET SOCIALE EN MATIERE DE TRANSPORT PUBLIC URBAIN DE VOYAGEURS**

Le Titulaire réalise des prestations d'assistance pluridisciplinaire en matière de transport public de voyageurs. Ces prestations comprennent le volet technique en lien avec l'exploitation de services de transport public, le volet juridique (incluant le droit des contrats publics, le droit social, le droit fiscal) et le volet financier et comptable.

Ses domaines de compétences sont en particulier les suivants :

- Assistance à la création d'opérateurs internes (Régies ou SPL) en matière de transport public de voyageurs pour des autorités organisatrices de la mobilité :
  - o Assistance technique d'exploitation (changement d'exploitant) ;
  - o Assistance en matière de reprise de personnel ;
  - o Rédaction de contrat(s) d'objectifs de service public (au sens de l'article 5§2 du règlement 1370/2007) ;
  - o Montage fiscal (TVA, subventions, taxe sur les salaires, etc) ;
  - o Assistance financière et comptable (budget, élaboration de « business plans », comptabilité privée et publique) ;
- Assistance à la passation de conventions de délégation de service public et de marchés publics (prestation globale, toutes disciplines confondues : technique, juridique, financière et comptable).

**ARTICLE 27 LOT N°6 : PRESTATIONS D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE JURIDIQUE, TECHNIQUE, FINANCIERE, FISCALE ET SOCIALE EN MATIERE DE TRANSPORT PUBLIC NON URBAIN DE VOYAGEURS**

Le Titulaire réalise des prestations d'assistance pluridisciplinaire en matière de transport public de voyageurs. Ces prestations comprennent le volet technique en lien avec l'exploitation de services de transport public, le volet juridique (incluant le droit des contrats publics, le droit social, le droit fiscal) et le volet financier et comptable.

Ses domaines de compétences sont en particuliers les suivants :

- Assistance à la création d'opérateur internes (Régies ou SPL) en matière de transport public non urbain de voyageurs pour des autorités organisatrices de transport :
  - o Assistance technique d'exploitation (changement d'exploitant) ;
  - o Assistance en matière de reprise de personnel ;
  - o Rédaction de contrat(s) d'objectifs de service public (au sens de l'article 5§2 du règlement 1370/2007) ;
  - o Montage fiscal (TVA, subventions, taxe sur les salaires, etc) ;
  - o Assistance financière (conseil, élaboration de « business plans », comptabilité privée et publique) ;
- Assistance à la passation de conventions de délégation de service public et de marchés publics (prestation globale, toutes disciplines confondues : technique, juridique, financière et comptable).



## **ARTICLE 28 LOT N°7 : PRESTATIONS DE SERVICES D'INGENIERIE FINANCIERE ET DE COMPTABILITE EN MATIERE DE TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS**

Le Titulaire réalise des prestations de conseil et d'assistance d'ingénierie financière en matière de transport public de voyageurs.

Ses domaines de compétences sont notamment les suivants :

- Etablissement de compte d'exploitation prévisionnel détaillé (« business plan ») pour les exploitants de transport (avec les différentes unités d'œuvre, coût de conduite, coût kilométrique, coût véhicule, charges de structures, frais de fonctionnement, tableau d'amortissement des véhicules, etc.) ;
- Audit comptable et financier de réseaux de transports publics ;
- Préconisations financières et comptables ;
- Audit de contrats publics : analyse technique uniquement.

## **ARTICLE 29 LOT N°8 : PRESTATIONS DE SERVICES D'INGENIERIE TECHNIQUE EN MATIERE DE TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS**

Le Titulaire réalise des prestations de conseil et d'assistance d'ingénierie technique en matière de transport public de voyageurs (intervention principalement en transport routier et accessoirement en transport ferroviaire).

Ses domaines de compétences sont en particuliers les suivants :

- Réalisation d'enquête OD (origine – destination) sur le réseau de transport public : organisation de l'enquête, exploitation et analyse des résultats ;
- Création ou restructuration d'un réseau de transport public :
  - o Audit technique ;
  - o Conseil, assistance ;
  - o Habillage, graphichage, etc. ;
- Audit de contrats publics : analyse technique uniquement ;
- Restructuration et optimisation des circuits de transports scolaires ;
- Etude de création ou de restructuration d'un service de transport à la demande (création et gestion) ;
- Assistance technique pour la passation de conventions de délégation de service public et de marchés publics :
  - o Mission préparatoire d'expertise et de conseil ;
  - o Mission d'assistance à la procédure de renouvellement du contrat ;
  - o Mission d'assistance opérationnelle pour le suivi du contrat durant son exécution.

NB : il convient de préciser qu'en égard aux spécificités d'ingénierie technique en transport ferroviaire, les demandes de missions qui ne porteraient uniquement que sur le transport ferroviaire feront l'objet d'un marché public distinct. En revanche, des questions en transport ferroviaire peuvent être demandées au Titulaire si elles s'inscrivent dans le cadre d'une question globale de transport public routier, par tramway ou métro.

## **ARTICLE 30 LOT N°9 : PRESTATIONS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE EN MATIERE DE FINANCES PUBLIQUES**

Le Titulaire réalise des prestations de conseil et d'assistance en finance publiques en matière de transport public de voyageurs.

Ses domaines de compétences sont notamment les suivants :

- Conseil et assistance en lien avec l'élaboration et le fonctionnement d'un budget transport d'une collectivité territoriale, d'un groupement de collectivités ou d'une régie de transport constituée sous forme d'établissement public industriel et commercial ;
- Conseil et assistance en lien avec la comptabilité publique spécifique au transport public de voyageurs (M43, M71, etc.) ;
- Conseil et assistance en matière de régie de recettes.

#### **ARTICLE 31 LOT N°10 : PRESTATIONS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE EN LIEN AVEC DES OUTILS DE DEPLACEMENT**

Le Titulaire réalise des prestations de conseil et d'assistance en matière de transport public de voyageurs pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans de déplacement.

Ses domaines de compétences sont notamment les suivants :

- Elaboration ou révision de plan de déplacement :
  - o Elaboration du diagnostic, détermination des enjeux et formalisation des objectifs ;
  - o Définitions des orientations stratégiques ;
  - o Assistance à la phase de concertation ;
  - o Elaboration des fiches actions ;
  - o Proposition d'outils de suivi du plan de déplacements ;
- Elaboration de l'évaluation environnementale du plan de déplacement ;
- Elaboration de plan de mobilité entreprises :
  - o Diagnostic ;
  - o Elaboration du plan d'actions ;
  - o Elaboration des outils et modalités de suivi et mise en œuvre.

#### **ARTICLE 32 LOT N°11 : PRESTATIONS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE EN MATIERE D'ACCESSIBILITE POUR LE TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS**

Le Titulaire réalise des prestations de conseil et d'assistance en matière d'accessibilité en transport public de voyageurs.

Ses domaines de compétences sont notamment les suivants :

- Etude d'accessibilité d'un réseau de transport public :
  - o Analyse de l'ensemble de la chaîne de déplacement ;
  - o Préconisation techniques et priorisation des travaux à réaliser ;
  - o Identification des dérogations éventuelles ;
  - o Elaboration d'un programme de travaux, planification et estimation financière ;
- Audit d'accessibilité et de sécurité des points d'arrêt d'un réseau de transport public.

#### **ARTICLE 33 LOT N°12 : PRESTATIONS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE EN MATIERE DE VERSEMENT TRANSPORT**

Le Titulaire réalise des prestations de conseil et d'assistance en matière de versement transport (ou VT) au sens de l'article L.2333-64 du code des collectivités territoriales.

Ses domaines de compétences sont notamment les suivants :

- Audit : Identification de l'ensemble des redevables dans le ressort territorial et détection des redevables non encore assujettis ;



- Evaluation du potentiel de VT pouvant être prélevé sur le ressort territorial (création ou extension) pour les AOM et pour les syndicats mixtes SRU ;
- Analyse du fichier URSSAF ;
- Analyse des dossiers de cas légaux de remboursement ;
- Conseil en matière de VT additionnel pour les syndicats mixtes SRU ;
- Analyse des demandes d'exonération.

#### **ARTICLE 34 LOT N°13 : PRESTATIONS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE EN MATIERE DE TARIFICATION POUR LE TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS**

Le Titulaire réalise des prestations de conseil et d'assistance en matière de tarification en transport public de voyageurs.

Ses domaines de compétences sont notamment les suivants :

- Construction d'une gamme tarifaire pour une autorité organisatrice de transport (par exemple : région ou métropole) ;
- Etude d'opportunité d'une tarification solidaire ;
- Intégration tarifaire ;
- Conseil et assistance concernant les modes de ventes des titres.

#### **ARTICLE 35 LOT N°14 : AUDIT TECHNIQUE DE PARC DE VEHICULES DE TRANSPORT PUBLIC DE VOYAGEURS**

Le Titulaire réalise des audits techniques de parc véhicules et des expertises des conditions de maintenance.

Ses domaines de compétences sont notamment les suivants :

- Contrôle visuel :
  - o Etat général carrosserie, baies et vitres ;
  - o Etat général mécanique (compartiment moteur, boîte de vitesse, châssis/soubassement, trains roulants, suspensions) ;
  - o Etat général intérieur (sellerie, poste de conduite, propreté etc..) ;
  - o Pneumatiques ;
- Expertise de suivi technique pour s'assurer du bon état mécanique des véhicules et du bon suivi des préconisations constructeurs :
  - o Carnet d'entretien ;
  - o PV des mines ;
- Il peut être amené à analyser également des coûts d'entretien :
  - o Carburant ;
  - o Pneumatiques ;
  - o Pièces détachées ;
  - o Services extérieurs ;
  - o Lubrifiants ;
  - o Peinture/carrosserie ;
  - o Nettoyage/lavage.

De plus, le Titulaire peut être amené à effectuer des contrôles de livraisons véhicules neufs pour vérifier la conformité de la livraison par rapport à une commande.

A ....., le .....

Signature du Titulaire :

A ....., le .....

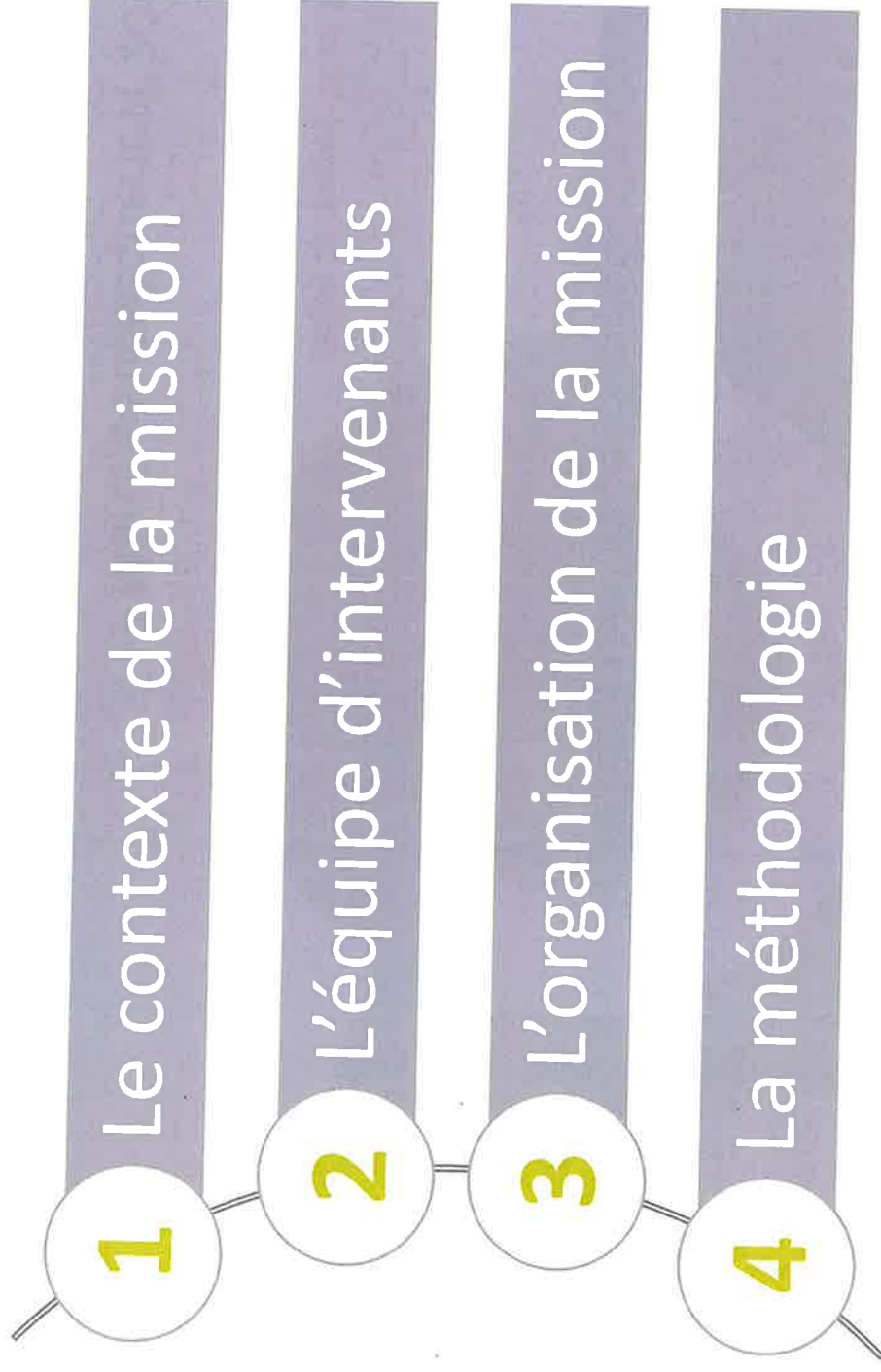
Signature de l'Entité adjudicatrice :

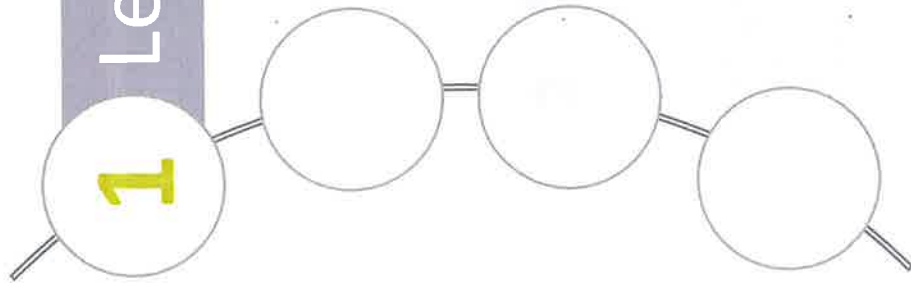
# Mémoire Technique

Offre 2 : pages 18 et 19 ajoutés  
Page 23 modifiée

- Marché subséquent N°2018-23-90
- Lot 5 « Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique et financier en matière de transport public urbain de voyageurs »

# Sommaire

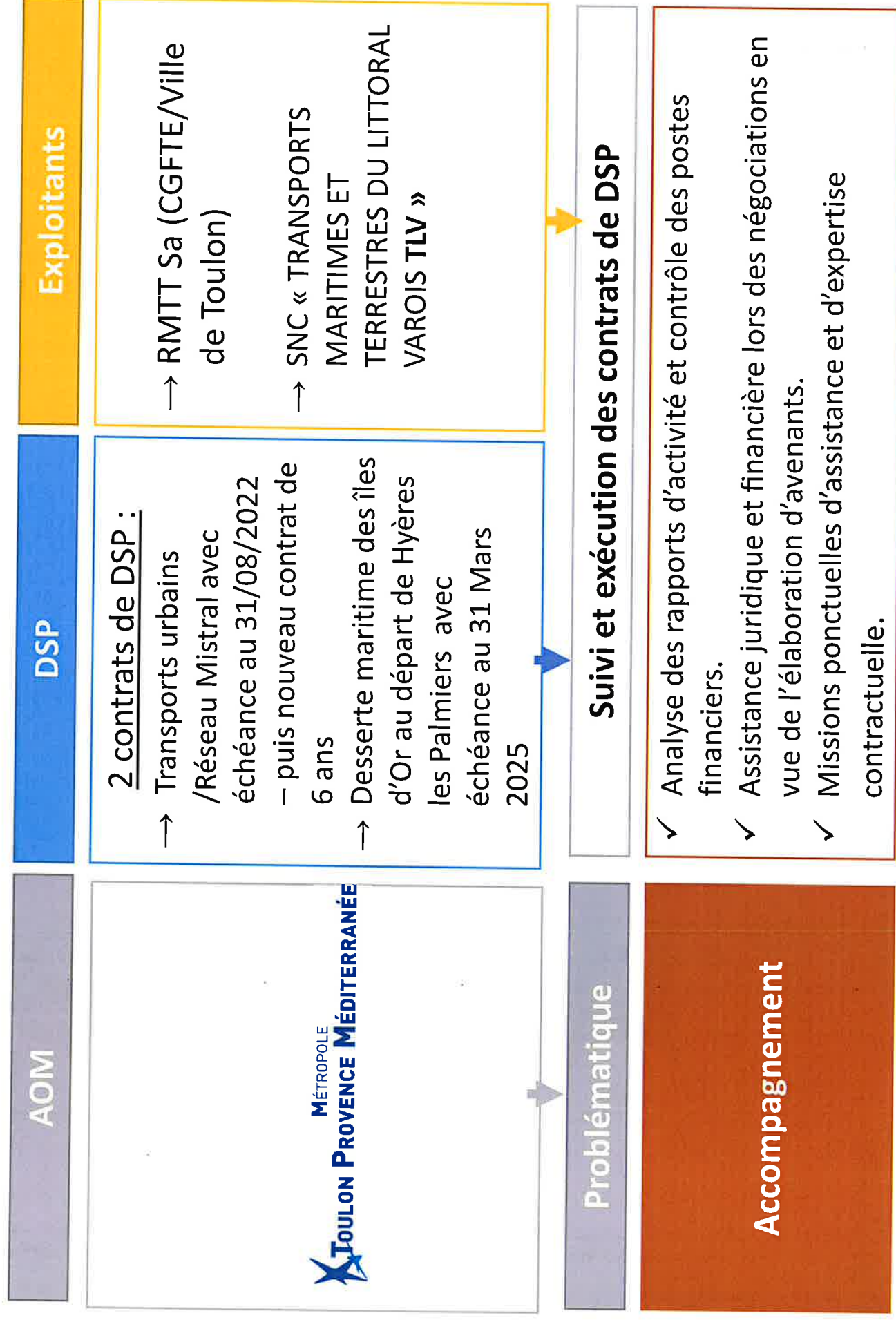




# 1 Le contexte de la mission



# 1 - Le contexte de la mission



# 1 - Le contexte de la mission

## ➤ Mission principale

### Analyse des rapports d'activité annuels / mensuels

→ **Assurer le contrôle des postes financiers** figurant au compte rendu financier fourni annuellement pour chacune des 2 délégations par les délégataires :

- Contrôle de conformité (Lois et contrat) ;
- Conformité par rapport aux comptes du délégataire ;
- Comparaison avec année n-1 et objectifs contractuels (contrat+ impacts des avenants et formule de révision) ;
- Contrôles de cohérence des couts / Vérification des méthodes de détermination des charges, des clés de répartition et des méthodes employées pour le calcul économique des charges ;
- Appréciation de la régularité des comptes rendus ;



→ **In fine, éclairer la Commission de contrôle des comptes** sur :

- la régularité des comptes,
- les écarts par rapport aux objectifs contractuels,
- Les actions correctives/pistes d'amélioration

## ➤ Missions annexes à la mission principales

### Suivi quotidien du fonctionnement de la DSP :

- Assistance dans l'élaboration des avenants (négociation, analyse, participation à la rédaction du projet d'avenant).
- Assistance, analyse et contrôle des impacts d'événements courants ou exceptionnels sur les résultats commerciaux et économiques du réseau et la vie du contrat (mouvements sociaux, crise sanitaire, évolution réglementaire,...).
- Assistance, préparation et analyse de propositions d'évolution du niveau de service sur les résultats commerciaux et économiques du réseau et la vie du contrat (évolutions tarifaires, modifications de l'offre, nouveaux services de transport,...).
- Veille juridique et technique sur les transports publics en lien avec la convention de DSP : évolution réglementaire, retours d'expérience de réseaux comparables, innovations,....
- Missions ponctuelles d'assistance et d'expertise contractuelle, économique et technique, par exemple sur l'offre, l'exploitation du réseau, la vitesse commerciale, la fraude, la tarification, les systèmes...

➤ **Emission de bons de commandes supplémentaires suite à expression du besoin par la Métropole et devis du Groupement**

# 1 - Le contexte de la mission

## ➤ Périmètre et données des services de mobilité délégués

### ➤ Réseau Mistral transports par bus et bateaux bus composé de :

- ✓ 51 lignes de bus terrestres régulières ;
- ✓ 3 lignes de bus dans la base navale ;
- ✓ 3 lignes maritimes : Bateaux-bus ;
- ✓ 14 services de TAD : Appel-bus ;
- ✓ 1 service PMR ;
- ✓ 8 lignes nocturnes ;
- ✓ 1 service de Taxi-Bus (le soir) ;
- ✓ 47 services scolaires.

### Réseau Mistral en chiffres :

31 millions de voyages annuels en bus ou bateaux-bus,  
319 véhicules  
2 156 points d'arrêts.  
11 814 094 km lignes régulières ;  
324 107 km lignes maritimes ;  
432 780 km lignes TAD ;  
234 512 km lignes scolaires ;  
72 Millions € de CA



13/01/2023 0



## 2 - L'équipe d'intervenants

**CHEF DE PROJET : JM DAGNAS**

**AMO Technique/Chef projet**



**Jean-Marie DAGNAS**

Expert technique et contrats

**AMO Financière et Comptable**



**Eric CHALOIN**

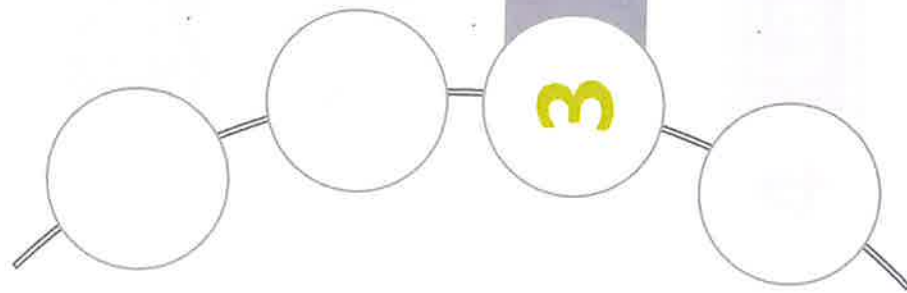
Expert-comptable  
Audit financier et comptable

**AMO Juridique**



**HOURCABIE AVOCATS**

**Me Ayméric HOURCABIE**  
Avocat au barreau de Paris  
Droit public



## L'organisation de la mission

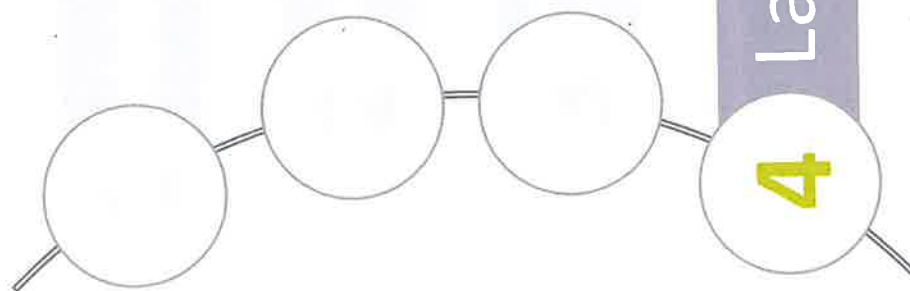
4. La méthodologie

### 3.1. Pilotage de la mission

### 3.1. Interlocuteurs Métropole Toulon Provence Méditerranée

Intervenants	Missions
<b>AMPLITUDE</b> <b>Jean-Marie DAGNAS</b> 01 41 12 01 27 / <a href="mailto:contact@amplitudetc.com">contact@amplitudetc.com</a>	<b>Chef de projet</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordination des intervenants</li> <li>• Garant de la qualité des prestations</li> </ul> <b>Expert économie des transports</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Audit d'exploitation</li> <li>• Expertise contrats</li> </ul>
<b>HOURECABIE AVOCATS</b> <b>Maître Aymeric HOURECABIE</b> 01 43 45 00 86 / <a href="mailto:contact@ahavocats.fr">contact@ahavocats.fr</a>	<b>Avocat droit public</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Expertise juridique de la DSP</li> <li>• Sécurisation juridique des procédures</li> </ul>
<b>E-COSI</b> <b>Eric CHALOIN</b> 04 76 41 37 11 / <a href="mailto:chaloin.ecosi@gmail.com">chaloin.ecosi@gmail.com</a>	<b>Expert Comptable</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Audit financier et comptable des DSP</li> <li>• Négociations financières</li> </ul>

La CATP sera régulièrement informée de l'avancée du marché, à chaque phase décrite dans le planning de réalisation de la mission. Cette information se fera par mail et/ou par téléphone.



## La méthodologie



# 4 – La méthodologie

## 4.1. Analyse du rapport annuel

### Prise de connaissance des 2 contrats de DSP

- Contrats + Annexes + avenants
- Autres documents (études, projets de l'AO,
- Collecte des informations auprès de MTPM et délégataires (cf.exemple ci-après)

### 1.Analyse des comptes sociaux, des investissements et des procédures de cut off des 2 délégataires

- Analyse approfondie par poste (Salaires, refacturations groupe, sous-traitance...)
- Rapprochement comptes sociaux et comptes délégation

### 1.Analyse des CEP, des charges et des tableaux de passage

- Examen analytique simplifié des comptes
- Rapprochement avec couts unitaires prévisionnels

### 1.Vérification des unités d'oeuvre

- Vérification du kilométrage réalisée par rapport au kilométrage théorique annuel (documents justificatifs de graphiquage de l'offre adaptée à la période COVID
- Vérification des heures travaillées par type de personnels – Attention, la vérification du nombre d'heures de conduite décomposée par type de temps (en ligne, battements, hlp...) ne sera certainement pas possible, ces données n'étant pas suivies en réel par un délégataire.

### 1.Analyse des produits

- Evolution de la contribution versée à l'exploitant et de ses différentes composantes
- Evolution des recettes totales sur la période écoulée
- Les ventes par titre et évolution des tarifs

### Vérification formule d'indexation

- Vérification de son application
- Vérification des poids des indices

## 4 – La méthodologie

### 4.1. Analyse du rapport annuel

#### ➤ Exemple de documents collectés auprès de l'AOM et des délégataires

AMO Communauté d'agglomération....  
Liste des pièces à transmettre au groupement Amplitude  
(via centralisation des documents par l'agglo)

Liste établie au 15/03/2022

Pièces	Transmis	Origine	Commentaires
<b>1/ Données nécessaires au diagnostic contrat</b>			
Convention de DSP + annexes + avenants			
Rapports annuels du délégataire 2018 à 2020			
Comptes annuels du délégataire (2018 à 2020)			
Liasse fiscales complètes 2018 & 2020			
Rapport des Commissaires aux Comptes (2018 à 2020)			
Annexe des Comptes annuels 2018 à 2020			
Balances comptables 2018, 2019 et 2020 <sup>(1)</sup>			
Compte d'exploitation des RA au format excel			
Synthèse des conditions de rémunération (salaire de base, primes, indemnités, ...)			
Derniers accords de négociation annuelle obligatoire			
Organigramme de l'entreprise avec les effectifs par catégorie et par fonction			
Journal de paye détaillé par service au 31 décembre 2018, 2019, 2020			
État des charges sociales (distinction charges patronales et salariales) 2018, 2019 et 2020			
État détaillé des consommations de carburant par véhicule avec indication des kilométrages réalisés pour l'ensemble de l'entreprise (2018 à 2021)			
Décomposition des facturations intragroupe 2018, 2019 et 2020			
Détail du parc de véhicules avec marque, type, énergies, équipement et kilométrage au 31/12/2018, 31/12/2019, 31/12/2020 et 31/12/2021			
Décomposition par ligne des temps annuels de conduite en ligne+battements+temps hi/p+temps annexes. Kilomètres annuels en ligne et kilomètres hi/p (données actuelles)			
Rapports mensuels 2018 à 2021			
PLUI/Projet territoire			
Études / enquêtes récentes (satisfaction, O/D) réalisées par le délégataire ou l'AOM			

<sup>(1)</sup> Sous format Excel ou txt

<sup>(2)</sup> Liste anonyme, sous forme de fichier informatique (ASCII ou TXT) avec en colonnes : fonction, date d'embauche, mois de naissance, salaire brut de l'année, nombre d'heures payées

## 4.1. Analyse du rapport annuel

Au final, pour l'année 2021 et au travers de l'analyse de ce rapport nous établissons un diagnostic mettant plus particulièrement en évidence :

- La capacité des opérateurs à améliorer dans le temps leur efficacité en fonction des dispositifs contractuels et de leur caractère incitatif ou non ;
- Les points forts et les points faibles de cette année (avant dernière de contrat pour l'urbain) en particulier la mise en évidence des différents postes de charges au regard de l'impact de la réduction d'activité liée à la crise sanitaire ;
- Les impacts de la crise sanitaire sur la fréquentation et les objectifs de recettes portés par les délégataires ;
- Zoom sur les inventaires et la valorisation des biens de reprise dans la perspective de la fin du contrat de DSP de l'urbain.

➤ Nouveau contrat de concession en urbain à compter de septembre 2022 sur la base d'une mécanique financière de « forfait de charges ».

 Analyse du rapport annuel 2022 : **Analyse de deux rapports annuels portant sur les 8 premiers mois puis les 4 derniers mois 2022 sur la base du nouveau contrat?**

# 4 – La méthodologie

## 4.1. Analyse du rapport annuel

### ➤ Analyse de ratios de performance

#### # Définition des Matrices d'expertise :

- ✓ Ratios économiques
- ✓ Ratios techniques (performances d'exploitation)
- ✓ Données de gestion sociale
- ✓ Données commerciales
- ✓ Coûts unitaires analytiques



**Validation du cadre  
d'enquête par TPM**

Ratios macro-économiques

Ratios de productivité spécifique  
(productivité externe et interne)

Ratios techniques

Ratios sociaux

Ratios commerciaux

Coûts analytiques



## 4 – La méthodologie

#### 4.1. Analyse du rapport annuel

## ➤ Analyse de ratios de performance

RATIOS	DEFINITIONS
<b>Ratios macro-économiques</b>	
Coût kilométrique global	Coût total de fonctionnement (CEP) / Kilomètres totaux
coût kilométrique par mode - Bus	Coût total de fonctionnement (CEP-bus) / Kilomètres totaux bus
coût kilométrique par mode - Tram	Coût total de fonctionnement (CEP-tram) / Kilomètres totaux Tram
coût kilométrique par mode - Métro	Coût total de fonctionnement (CEP-métro) / Kilomètres totaux Métro
Coût du voyage global	Coût total de fonctionnement (CEP) / voyages totaux
coût du voyage par mode - Bus	Coût total de fonctionnement (CEP-bus) / Kilomètres totaux bus
coût du voyage par mode - Tram	Coût total de fonctionnement (CEP-tram) / Kilomètres totaux tram
coût du voyage par mode - Métro	Coût total de fonctionnement (CEP-métro) / Kilomètres totaux Métro
Recettes par kilomètre	Recettes directes (CEP) / kilomètres totaux
Recettes par voyage	Recettes directes (CEP) / voyages totaux
Taux de couverture	Recettes directes (CEP) / Coût total de fonctionnement (CEP)

RATIOS	DEFINITIONS
<b>Ratios de productivité spécifiques</b>	
<i>Productivité externe</i>	
Vitesse commerciale - ensemble du réseau	Donnée renseignée dans l'enquête
Vitesse commerciale - réseau bus hors BHNS	Donnée renseignée dans l'enquête
Vitesse commerciale - réseau bus BHNS	Donnée renseignée dans l'enquête
Vitesse commerciale - réseau Tram	Donnée renseignée dans l'enquête
Vitesse commerciale - réseau Métro	Donnée renseignée dans l'enquête
Vitesse d'exploitation - ensemble du réseau	Donnée renseignée dans l'enquête
Vitesse d'exploitation - réseau bus hors BHNS	Donnée renseignée dans l'enquête
Vitesse d'exploitation - réseau bus BHNS	Donnée renseignée dans l'enquête
Vitesse d'exploitation - réseau Tram	Donnée renseignée dans l'enquête
Vitesse d'exploitation - réseau Métro	Donnée renseignée dans l'enquête
<b>Sous-traitance</b>	
Part de sous-traitance	Kilomètres sous-traités / km totaux
Coût sous-traitance	Coût de la sous-traitance (CEP) / coût total de fonctionnement (CEP)
Coût kilométrique sous-traité	Coût de la sous-traitance (CEP) / km sous-traités



## 4 – La méthodologie

### 4.1. Analyse du rapport annuel

#### ➤ Analyse de ratios de performance

Coûts analytiques	
Coût de conduite/km	Masse salariale conduite (CEP)/Km total hors sous-traitance
Coût de conduite Bus / km bus	Masse salariale conduite Bus (CEP)/Km bus hors sous-traitance
Coût de conduite Tram / km Tram	Masse salariale conduite Tram (CEP)/Km Tram hors sous-traitance
Coût de conduite Métro / km Métro	Masse salariale conduite Métro (CEP)/Km Métro hors sous-traitance
Coût de conduite / CR ETC	Masse salariale conduite (CEP)/Effectif CR ETC
Coût de conduite Bus / CR Bus ETC	Masse salariale conduite Bus (CEP)/Effectif CR Bus ETC
Coût de conduite Tram / CR Tram ETC	Masse salariale conduite Tram (CEP)/Effectif CR Tram ETC
Coût de conduite Métro / CR Métro ETC	Masse salariale conduite Métro (CEP)/Effectif CR Métro ETC
Coût de roulage / Km total	Coût total de roulage / km totaux (hors sous-traitance)
Coût d'énergie / km total	(Coût gasoil+gaz+électricité) / km totaux (hors sous-traitance)
Coût de maintenance / Km total	Coût d'entretien (pièces+presta extérieures+Masse salariale atelier maintenance) / km totaux (hors sous-traitance)
Coût de lavage / véhicule	Coût de lavage-nettoyage (CEP) / parc total (en ligne+réséve)
Coût de roulage - Bus / Km total Bus	Coût total de roulage BUS / km totaux BUS (hors sous-traitance)
Coût de roulage - Tram / Km total Tram	Coût total de roulage TRAM / km totaux TRAM (hors sous-traitance)
Coût de roulage - Métro / Km total Métro	Coût total de roulage METRO / km totaux METRO (hors sous-traitance)
Coût d'énergie - Bus / km total Bus	(Coût gasoil+gaz+électricité) Bus / km totaux Bus (hors sous-traitance)
Coût d'énergie - Tram / km total Tram	(Coût gasoil+gaz+électricité) TRAM / km totaux TRAM (hors sous-traitance)
Coût d'énergie - Métro / km total Métro	(Coût gasoil+gaz+électricité) Métro / km totaux Métro (hors sous-traitance)
Coût de maintenance - bus / Km total Bus	Coût d'entretien Bus (pièces+presta extérieures+Masse salariale atelier maintenance) / km totaux Bus (hors sous-traitance)
Coût de maintenance - Tram / Km total Tram	Coût d'entretien Tram (pièces+presta extérieures+Masse salariale atelier maintenance) / km totaux Tram (hors sous-traitance)
Coût de maintenance - Métro / Km total Métro	Coût d'entretien Métro (pièces+presta extérieures+Masse salariale atelier maintenance) / km totaux Métro (hors sous-traitance)
Coût de lavage - Bus / véhicule Bus	Coût de lavage-nettoyage (CEP) Bus / parc total Bus (en ligne+réséve)
Coût de lavage - Tram / véhicule Tram	Coût de lavage-nettoyage (CEP) Tram / parc total Tram (en ligne+réséve)
Coût de lavage - Métro / véhicule Métro	Coût de lavage-nettoyage (CEP) Métro / parc total Métro (en ligne+réséve)
Taux de frais généraux	Frais généraux de fonctionnement et de structure (CEP) / Coût total de fonctionnement* 100
Taux de marge	Résultat après impôts (CEP) / (frais généraux+sous-traitance+roulage+MS) * 100

**EXEMPLE**  
**Adapter en fonction des données**

## Livrables

Le rapport sous format PowerPoint sera au maximum illustré et comprendra des analyses détaillées et argumentées.

## 4 – La méthodologie

### 4.1. Analyse du rapport annuel

#### Réunions avec la Métropole

Réunion	Objet	Participants Groupement Amplitude	Participants Métropole	Présentiel (P) ou visio (V)
N°1	Lancement mission	J.M. DAGNAS – E CHALOIN –Chef de projet	Direction Mobilités/Membres Commission contrôle	P
	Avancement	J.M. DAGNAS – E CHALOIN –Chef de projet A.HOURCABIE	Service Transports/Mobilité + groupe travail?	V V V
N°2/3/4 5*				
N°6	Présentations de l'analyse des RA	J.M. DAGNAS –E CHALOIN Chefs de projet	Commission de contrôle	P

\* Réunions N° 2,3, 4 et 5 : Présence Chef projet et expert comptable : 2 réunions de 2h00 et 2 réunions en ½ journée . Présence Avocat sur ½ journée et une visio de 2h00.

## 4 – La méthodologie

### 4. 2. Calendrier

Prise de connaissance des rapports annuels / < 10 juin 2022

Réunion de lancement / < 15 juin 2022

Rencontre des délégataires sur site pour échanges  
(présentation méthodologie, présentation de leurs  
organisation et activités) et collecte informations / Mi-Juin

Analyses rapport annuel Juin à juillet 2022/ Envoi des  
rapports provisoires à fin juillet 2022

Rédaction du rapport final et présentation à la Commission  
de contrôle / Septembre 2022



# 4 – La méthodologie

## 4.3. Temps passés par intervenant

	Chef de mission		Expert comptable		Avo cat	
	Nb de jours		Nb de jours		Nb de jours	
Mission principale : Analyse des rapports d'activités annuels / mensuels						
Réunion de lancement de la mission	1,00		1,00		0,00	2,00
Rencontre des délégataires et présentation de notre intervention	1,00		1,00		0,00	2,00
Lecture et analyse des documents de référence (contrats, avenants, cahier des charges...)	0,00		3,00		0,00	3,00
Lecture et analyse des RAD 2021 des 2 délégations	2,00		2,00		1,00	5,00
Analyse des comptes sociaux 2021 des 2 délégations	0,00		4,00		0,00	4,00
Analyse de la formule d'indexation des 2 délégations	0,00		2,00		0,00	2,00
Analyse des unités d'œuvre des 2 délégations	3,00		2,00		0,00	5,00
Analyse organisation des entreprises et clés de répartitions analytiques	2,00		3,00		0,00	5,00
Analyse des charges et des coûts unitaires (postes par postes) des 2 délégations	2,00		6,00		0,00	8,00
Retraitement CEP et Tableaux de passage 2021 des 2 délégations	0,00		3,00		0,00	3,00
Analyse des investissements et régularité des 2 délégations	0,00		2,00		0,00	2,00
Analyse des recettes des 2 délégations	1,00		3,00		0,00	4,00
Réunion de travail intermédiaire (Teams ou conf call) de 2 heures	0,50		0,50		0,25	1,25
Réunion de travail intermédiaire (Teams ou conf call) d'1/2 journée	1,00		1,00		0,50	2,50
Rédaction des 2 rapports d'analyse RAD 2021 sous forme de power point	1,00		3,00		0,00	4,00
Réunion de présentation des conclusions	1,00		1,00		0,00	2,00
Analyse rapport mensuel d'activité réseau Mistral	6,00		6,00		0,00	12,00
TOTAL JOURS	21,50		43,50		1,75	66,75
TVA 20 %						
TOTAL GÉNÉRAL TTC						



## # Bordereau des prix unitaires et Détail Quantitatif Estimatif en annexe

**Accord-cadre passé selon la procédure négociée avec mise en concurrence préalable prévue par l'article 42 1 c° de l'ordonnance n°2015-899 et l'article 74 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016**

**Accord-cadre relatif à la réalisation de prestations de conseil, d'assistance et/ou de représentation légale en matière de transport public de voyageurs**

**N°2018 – 23**

## **Mémoire technique**

**(Trame fournie par la CATP : à compléter par le candidat)**

## Mémoire technique

### LOT 5 – Prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique et financière en matière de transport public urbain de voyageurs

Nom du candidat : Groupement AMPLITUDE TC

Le mémoire technique présente :

- ◆ **1<sup>er</sup> sous-critère de la valeur technique** : L'efficacité en termes d'organisation et de méthodes de travail pour répondre aux besoins des Adhérents de la CATP (/10) :

Décrire les principales étapes de la gestion de la mission d'assistance (Modalités de prise en charge d'un dossier, traitement d'une demande en urgence, forme des notes remises et des conseils donnés) et la méthodologie en cas de demandes simultanées de plusieurs marchés subséquents s'exécutant aux mêmes dates formulées par la CATP (gestion des équipes d'intervention, disponibilité des intervenants) : (/10)

## Propositions du groupement AMPLITUDE TC

### 1. Les principales étapes de la gestion d'une mission d'assistance

L'accord-cadre est exécuté par la conclusion de marchés subséquents qui conduisent à l'émission d'un ou plusieurs bons de commande :



#### 1.1. La prise en charge d'un dossier

Lors de la survenance d'un besoin d'assistance exprimé par un adhérent de la CATP entrant dans le champ des prestations de l'**accord-cadre du lot 5**, celle-ci transmet au titulaire de l'Accord-Cadre un dossier de consultation préalable.

Le groupement AMPLITUDE TC propose la procédure suivante pour la prise en charge d'un dossier. Le mandataire du groupement (M. Jean-Marie DAGNAS, Directeur Amplitude TC) est l'interlocuteur unique de la CATP.

A ce titre, le mandataire :

- Reçoit la demande de la CATP à travers la transmission d'un dossier de consultation par voie dématérialisée (e-mail). Ce dossier comprend au minimum un projet d'acte d'engagement et un CCPC (cahier des clauses particulières complémentaires).
- Accuse réception de la demande de la CATP au plus tôt et dans les délais maximums suivants :
  - 24H pour une réception de la demande de la CATP entre 8h00 et 18h00 du lundi au vendredi en dehors des jours fériés
  - 48H pour une réception de la demande entre 18h00 et 8h00 à J+1 du lundi au dimanche y compris les jours fériés
- Analyse le besoin de l'adhérent à travers les descriptions contenues dans le CCPC et identifie la ou les compétence(s) à déployer pour répondre à la demande.
- Contacte les membres du groupement disposant des compétences ad' hoc et constitue l'équipe d'étude.
- Transmet le dossier de consultation à l'équipe constituée
- Collecte les éléments techniques et financiers de chaque membre du groupement et rédige une offre complète respectant les dispositions définies dans l'accord-cadre :
  - Une note méthodologique (pièce contractuelle)
  - Une offre financière, annexe de l'acte d'engagement (pièce contractuelle) appliquant les prix contenus dans le BPU de l'Accord-Cadre au nombre d'unités d'œuvre de la prestation considérée
- Transmet cette offre dans les délais indiqués par la CATP lors de la transmission du dossier de consultation. Ces délais devront être en cohérence avec le degré de complexité de la demande de l'adhérent.
- Négocie éventuellement avec la CATP les éléments de l'offre en toute transparence et avec l'accord des membres du groupement.
- Signe le marché subséquent et remet une offre complémentaire intégrant un planning de gestion de la mission.
- Met en œuvre l'exécution du/des bon(s) de commande.

Le groupement AMPLITUDE TC s'engage à répondre à toutes les demandes de consultation préalable transmises par la CATP.

### 1.2. Le traitement d'une demande en urgence

#### ➤ **Traitement d'une demande en urgence pour la signature d'un marché subséquent**

Le groupement AMPLITUDE TC préconise que le caractère urgent de la demande soit porté à la connaissance du titulaire dès la transmission par mail du dossier de consultation.

Le degré d'urgence devra être en cohérence avec la complexité de la demande. En effet, si la demande nécessite l'intervention de plusieurs membres du groupement il conviendra d'avoir un délai minimum pour prendre contact avec chacun et produire l'offre technique et financière.

Le groupement s'engage sur les délais d'urgence suivant :

<b>Nombre de membres du groupement intervenant sur la demande</b>	<b>Délais maximums de production de l'offre technique et financière</b>
De 1 à 3 membres	5 jours calendaires
Plus de 3 membres	8 jours calendaires

### ☞ **Traitement d'une demande en urgence suite à l'émission d'un bon de commande par l'adhérent ou la CATP**

Le mandataire du groupement informera dans la ½ journée suivant la réception du bon de commande les membres concernés en les informant du caractère urgent de la demande.

Chacun des membres s'engage à traiter ces demandes urgentes de façon optimisée tout en tenant compte de la complexité de celle-ci et du niveau d'études, d'analyses et de collectes d'information incompressibles. Un premier contact avec le client pourra être organisé en visioconférence afin d'accélérer le lancement de la mission.

#### 1.3. La forme des notes remises et des conseils donnés

Le formalisme des rendus à l'adhérent sera défini dans l'offre technique transmise lors de la signature du marché subséquent et donc validé préalablement par celui-ci.

Selon le type de mission, les rendus pourront prendre la forme de note d'information, note de synthèse, rapport d'études, présentation exhaustive et/ou synthétique, projet de contrat, business plan, ....

Les rendus seront remis sous format de fichiers compatibles Windows / IOS sur les outils bureautiques standards (Word, Excel, PowerPoint, Acrobat Reader).

Les échanges entre l'adhérent et le groupement se feront essentiellement par mail et par téléphone en dehors des réunions physiques prévues lors de la signature du marché subséquent. Une procédure sera mise en œuvre pour que chaque membre du groupement ainsi que le mandataire soit systématiquement mis en copie des échanges par mail. Des conférences téléphoniques et visioconférences pourront également être organisées autant que de besoin.

Afin de faciliter les échanges à la fois entre les différents intervenants du groupement et avec l'adhérents de la CATP, un serveur informatique sécurisé à distance permettra l'accès au dossier depuis un PC, une tablette ou un smartphone. Ce serveur permettra également la transmission de fichiers volumineux.



## 2. Méthodologie en cas de demandes simultanées de plusieurs marchés subséquents aux mêmes dates

Le groupement AMPLITUDE TC est composé de **11 membres** (y compris sous-traitance) et **62 professionnels** dont chacun est spécialisé dans un des domaines de compétence du LOT 5.

### AMO Technique



4 entreprises / 13 intervenants

### AMO Financière et Comptable



VILLARD & WOINET  
cabinet d'expertise comptable



3 entreprises / 3 intervenants et 24 collaborateurs

### AMO Juridique



VANHOE ET



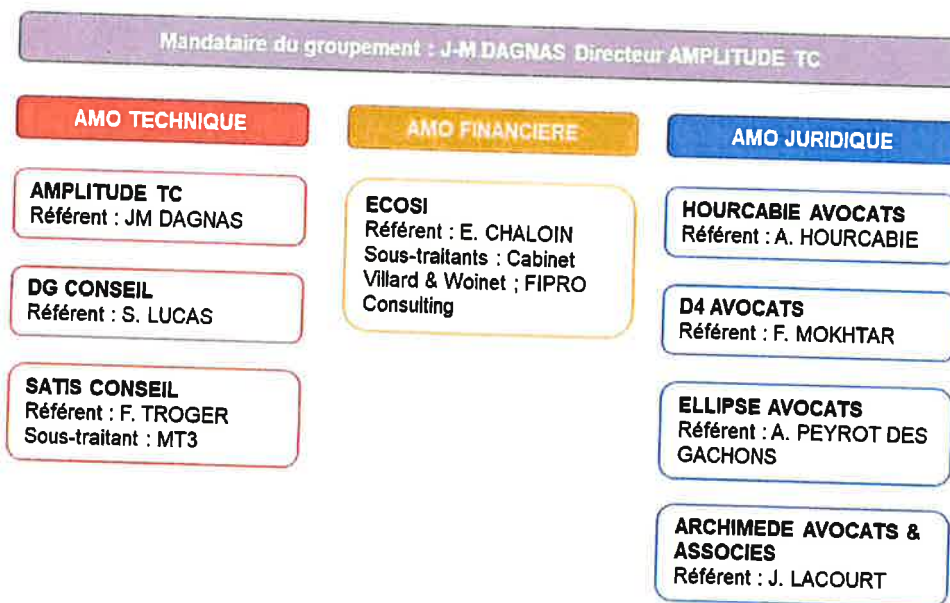
4 entreprises / 22 avocats

Le dimensionnement des intervenants permet au groupement AMPLITUDE TC de pouvoir répondre à plusieurs marchés subséquents simultanément. Tous les champs de compétence du LOT 5 sont au minimum doublés.

## 2.1. La gestion des équipes

Le mandataire est le principal interlocuteur de l'adhérent de la CATP. Pour chaque membre du groupement, un interlocuteur privilégié est désigné. Celui-ci est chargé de diffuser les informations à ses intervenants et éventuels sous-traitants.

Les référents du groupement AMPLITUDE TC sont identifiés dans le schéma ci-dessous.



## 2.2. La disponibilité des intervenants

Compte tenu du nombre et de la pluridisciplinarité des intervenants composant le groupement AMPLITUDE TC, celui-ci est en mesure de répondre à plusieurs demandes d'intervention à des dates concomitantes. Au-delà, comme précisé précédemment, chaque domaine de compétence est au minimum doublé. L'indisponibilité des 62 intervenants sur la même période n'est donc pas envisageable.

◆ **2<sup>nd</sup> sous-critère de la valeur technique : La compétence de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations en lien direct avec l'objet du lot (/60) :**

1. **1<sup>er</sup> sous-sous critère : description des moyens humains dédiés à l'exécution des prestations en lien direct avec l'objet du lot (/20)**

Décrire la composition et l'expérience de l'équipe dédiée : présenter les profils des intervenants (avocats, juristes, documentalistes, secrétariat, ingénieurs, chargés de mission/ de projet, etc.), leurs rôles au sein de l'équipe dédiée, la formation de chacun au sein de l'équipe dédiée (Curriculum vitae à joindre), la liste des missions effectuées par les intervenants en lien direct avec l'objet du lot et au cours des trois dernières années maximum, en indiquant succinctement les actes/ démarches réalisés au cours de chaque mission.

## Propositions du groupement AMPLITUDE TC

Les moyens humains proposés par le groupement AMPLITUDE TC sont détaillés ci-après. Les curriculums vitae de chaque intervenant sont joints en annexe.

### 1. AMO TECHNIQUE

#### 1.1. AMPLITUDE TC

Jean-Marie DAGNAS – AMPLITUDE TC	
<b>Formation</b>	DEA Economie des transports
<b>Profil</b>	Expert en contractualisation et conseil stratégique aux Autorités Organisatrices
<b>Rôle</b>	Consultant, référent des intervenants AMPLITUDE TC
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Procédures de mise en concurrence (MP/DSP) : choix du mode de gestion, pièces DCE, analyse des offres, négociations, contractualisation</li> <li>- Négociation contrat OSP</li> <li>- Assistance création d'un opérateur interne</li> </ul>

Thierry MERER – AMPLITUDE TC	
<b>Formation</b>	Directeur réseau urbain d'Evreux (2006-2014)
<b>Profil</b>	Expert en conception de l'offre de transport urbain et non urbain (Restructuration/optimisation des transports urbains et non urbains - Expert des outils métier (HEURES / MICADOT / MAPINFO))
<b>Rôle</b>	Consultant
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définition d'une nouvelle offre de transport suite à extension du ressort territorial</li> <li>- Etude d'optimisation de l'offre de transport</li> <li>- Restructuration lignes urbaines</li> </ul>



Yann BARON – AMPLITUDE TC	
Formation	Directeur Technique Régie des VFD-Grenoble (1989-2004)
Profil	Expert technique des moyens de production : gestion de parc et des moyens techniques et logistiques, budget/plan de renouvellement parc, politique d'entretien, création/extension de dépôt
Rôle	Consultant
Missions récentes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude d'opportunité de création d'un dépôt (cahier des charges fonctionnel, plan prévisionnel d'investissement)</li> <li>- Etude comparative des matériels roulants (technique et financière)</li> <li>- Audit de parc de début/fin de contrat</li> </ul>

Isabelle BRUNET – AMPLITUDE TC	
Formation	DESS Administration et Gestion des Entreprises
Profil	Expert commercial et qualité de service : études de marché, audit des performance commerciale, qualité de service, AMO DSP/MP, assistance opérateurs indépendants pour réponse aux appels d'offres (MP/DSP)
Rôle	Consultante
Missions récentes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse socio-économique de la mobilité (adéquation offre/potentiel)</li> <li>- Diagnostic multicritères réseau urbain</li> <li>- Analyse des offres (techniques et financières) DSP/MP</li> </ul>

## 1.2. DG CONSEIL

Stève LUCAS – DG CONSEIL	
Formation	Sup de Co le Havre Caen (spécialité finances) + DESS de droit
Profil	Expert dans la mise en œuvre de contrats pour l'exploitation de réseaux de transports (DSP, MP, SPL, EPIC)
Rôle	Consultant - Référent des intervenants DG CONSEIL
Missions récentes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Procédures de mise en concurrence (DSP) : diagnostic du réseau, choix du mode de gestion, pièces DCE, analyse des offres, négociations, contractualisation, AOM à TCSP (Tours, Caen, Orléans, Le Havre, ...)</li> <li>- Négociation contrat OSP (Toulouse, La Rochelle) et montage SPL (Pau)</li> <li>- Contrôle exploitant et assistance à la passation d'avenants prenant en compte l'évolution des conditions techniques d'exploitation et de l'environnement réglementaire et économique (Tours, Amiens, Rouen, ...)</li> </ul>

**Patrick NGUYEN – DG CONSEIL**

<b>Formation</b>	Ingénieur ESTP – Troisième cycle en transports
<b>Profil</b>	Ancien adjoint du responsable d'exploitation d'un réseau urbain d'une AOM de 250 000 habitants. Expert des missions liées à la mobilité (rédaction DCE, analyse des offres, préparation des négociations) : aspects exploitation, parc de véhicules, contrôle des délégataires
<b>Rôle</b>	Consultant
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rédaction de la partie exploitation et technique des DCE, analyse des offres, recommandations pour négociations (Caen, Angers, Le Havre, Tours)</li> <li>- Expertises techniques sur le taux de réserve du parc, simulations de GVT sur 8 ans (création d'un outil de simulation en programmation VBA)</li> <li>- Paramétrage de l'ensemble des facteurs ayant un impact sur le coût d'exploitation d'un réseau pour simulation d'une facture DSP (Tours, Rouen, Le Havre) ou l'exploitation d'un réseau en régie (La Rochelle)</li> </ul>

**1.3. SATIS CONSEIL ET SOUS-TRAITANT**

**François TROGER – SATIS CONSEIL**

<b>Formation</b>	HEC – Cycle supérieur d'aménagement et d'urbanisme de l'IEP de Paris
<b>Profil</b>	Expert des AMO procédures de DSP et contractualisation opérateur interne, exploitation des entreprises de transport (titulaire de l'attestation de capacité) et de stationnement, AMO suivi DSP et négociation d'avenants
<b>Rôle</b>	Consultant– Référent intervenants SATIS CONSEIL et MT3 (sous-traitant)
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contractualisation entre TISSEO Collectivités et son opérateur interne TISSEO Voyageurs</li> <li>- Mise en place d'une société publique locale pour le Syndicat mixte des transports Pau Porte des Pyrénées</li> <li>- Assistance à la procédure de délégation de service public pour Amiens Métropole</li> </ul>

**Guillaume COSTANZO – SATIS CONSEIL**

<b>Formation</b>	Diplôme de l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat
<b>Profil</b>	Interface collectivités publiques et opérateurs : études de projet, assistance procédures de DSP, négociation d'avenants, audits et expertise en transport urbain, non urbain et ferroviaire, expertise en matière tarifaire
<b>Rôle</b>	Directeur de mission
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance à la contractualisation du service ferroviaire régional (Région Pays-de-la-Loire, Région Provence Alpes Côte d'Azur)</li> <li>- Assistance à l'organisation et à la contractualisation de la Communauté d'Agglomération de la Rochelle avec ses opérateurs : régie, délégataire, opérateur de navettes maritimes</li> <li>- Elaboration d'un modèle de programmation financière de l'exploitation sur le moyen terme pour TISSEO Collectivités</li> </ul>



**Marie-Odile BALLOT – SATIS CONSEIL**

<b>Formation</b>	Diplôme de l'IEP Paris – Maîtrise en droit public
<b>Profil</b>	Experte des aspects institutionnels et juridiques de la gestion des services publics locaux, AMO procédures DSP et contractualisation opérateur interne
<b>Rôle</b>	Directrice de mission
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Audit et préconisations d'évolution pour le montage juridique d'un ensemble de parcs-relais de stationnement en Région Ile-de-France (CUGPS&amp;O)</li> <li>- Etude de la faisabilité de mise en place d'un Syndicat Mixte entre deux autorités organisatrices</li> <li>- Assistance à la mise en place d'un contrat de concession de service pour un réseau d'abris voyageurs (Les Sables d'Olonne Agglomération)</li> </ul>

**Sydney KROUMINSKY – SATIS CONSEIL**

<b>Formation</b>	Master Métiers de l'Action Publique – Sciences Po Lille
<b>Profil</b>	Interface collectivités et opérateurs (études de projets, assistance procédures DSP, négociation d'avenants, audits et expertises) en transport urbain, non urbain et ferroviaire
<b>Rôle</b>	Chargé d'études
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance à la passation d'un marché pour la gestion d'un service de location de vélos (Grenoble Alpes Métropole)</li> <li>- Assistance à la procédure de passation d'une délégation de service public de transports urbains (Amiens Métropole, Angers Loire Métropole)</li> </ul>

**Hervé MARCHYLLIE – MT3 (sous-traitant)**

<b>Formation</b>	Ingénieur ISEN Lille – Option informatique
<b>Profil</b>	Expert en billettique, centrale de mobilité et système d'information voyageurs
<b>Rôle</b>	Directeur de projet ITS
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance à Maîtrise d'ouvrage dans le cadre du renouvellement de la délégation de service public de transports urbains de la Métropole de Montpellier Méditerranée – Prise en compte du projet Emma.</li> <li>- Assistance à Maîtrise d'ouvrage dans le cadre du renouvellement de la délégation de service public de Valence Romans Déplacement – Prise en compte des aspects billettique et SAEIV</li> </ul>

**Luc GAUMOND – MT3 (sous-traitant)**

<b>Formation</b>	Ingénieur généraliste Ecole Centrale Lille
<b>Profil</b>	Expert en billettique, centrale de mobilité, système d'information voyageurs, système d'aide à l'exploitation, développement de projets innovants
<b>Rôle</b>	Consultant
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la procédure de contractualisation d'une délégation de service public de transports urbains de l'Agglomération Sud Pays Basque - Prise en compte des aspects billettique et SAEIV</li> <li>- AMO Billettique (Poitiers, Clermont Ferrand, Cherbourg, ...)</li> </ul>

**Matthieu CHAPUY – MT3 (sous-traitant)**

<b>Formation</b>	Ingénieur ENSEIRB Bordeaux – spécialité électronique et informatique
<b>Profil</b>	Expert en système d'information voyageurs, système d'aide à l'exploitation, centrale de mobilité, développement de projets innovants
<b>Rôle</b>	Consultant
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- AMO SAEIV TICE, SAVAC, Communauté d'Agglomération Seine Eure, SMT de la Réunion, ...)</li> <li>- AMO centrale de mobilité et SIM (Régions Centre, Bretagne, Pays de la Loire, Auvergne, Ile de France Mobilités).</li> </ul>

**2. AMO FINANCIERE – ECOSI ET SOUS-TRAITANT**

**Eric CHALOIN – ECOSI**

<b>Formation</b>	Diplôme d'Expertise Comptable DESS d'Audit Juridique Comptable et Fiscal
<b>Profil</b>	Expertise comptable, audit comptable et financier de réseaux, conseil en matière de gestion budgétaire, élaboration de business plan, évaluations d'entreprises, analyse de la fiscalité contractuelle
<b>Rôle</b>	Expert financier – Référent intervenants ECOSI et sous-traitants
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance financière à la création d'opérateurs internes (SPL et Régies) : analyse financière et fiscale, élaboration de business plan</li> <li>- Négociation de contrats de DSP : analyse des offres, négociations initiales mais également d'avenants, contractualisation</li> <li>- Assistance au suivi et contrôle financier des contrats OSP ou DSP</li> </ul>

**Roland WOINET – VILARD & WOINET (sous-traitant)**

<b>Formation</b>	Diplôme d'Expertise Comptable DESS Gestion de Patrimoine
<b>Profil</b>	Expertise comptable, audit comptable et financier de réseaux, élaboration de business plan, évaluations d'entreprises
<b>Rôle</b>	Expert financier
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Valorisation de régie</li> </ul>

**Marie BRUANDET – FIPRO Consulting (sous-traitant)**

<b>Formation</b>	Maîtrise de droit public / MBA Finances
<b>Profil</b>	Conseil en montage juridico-financier contractuel, audit de contrat public, accompagnement pour la création de sociétés publiques (SPL), assistance financière à la passation de contrats (MP/DSP), fiscalité contractuelle, prospective financière
<b>Rôle</b>	Consultante dans les domaines financiers
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance à la passation de contrats et à la négociation d'avenants</li> <li>- Assistance financière à la création d'opérateurs internes (SPL et SEM) : analyse financière et fiscale, élaboration de business plan, analyse de l'impact budgétaire pour la personne publique</li> <li>- Assistance au suivi et contrôle financier des contrats de DSP</li> </ul>



### 3. AMO JURIDIQUE

#### 3.1. HOURCABIE AVOCATS

<b>Aymeric HOURCABIE – HOURCABIE AVOCATS</b>	
<b>Formation</b>	Avocat spécialisé en droit public inscrit au Barreau de Paris
<b>Profil</b>	Conseil et contentieux pour le compte d'entités publiques ou privées, séminaires et formations dans les domaines des marchés, concessions, montages contractuels complexes et de la construction
<b>Rôle</b>	Avocat – Référent intervenants HOURCABIE AVOCATS
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance à la création d'un Société publique locale ; Négociation du contrat OSP – SPL de transport urbain (4 000 000 € de CA) – 2017/2018</li> <li>- AMO juridique, technique, financière et fiscale pour le renouvellement de la concession de transports et au suivi de sa mise en œuvre. Analyse critique du réseau existant et définition du futur réseau à exploiter (élaboration d'une nouvelle offre TAD), analyse du montage contractuel, définition du DCE, assistance à la conduite de la procédure de DSP (analyse des offres, négociations, finalisation du contrat) – CA (75 communes, 130 415 hab) – 2018</li> <li>- AMO juridique, technique, financière et fiscale pour le renouvellement de la concession de transports et au suivi de sa mise en œuvre. Analyse critique du réseau existant et définition du futur réseau à exploiter (élaboration d'une nouvelle offre TAD), analyse du montage contractuel, définition du DCE, assistance à la conduite de la procédure de DSP (analyse des offres, négociations, finalisation du contrat) – CA (42 communes, 54 445 hab) – 2017</li> </ul>

*En collaboration avec les avocats seniors.*

<b>Agnès GROULEZ – HOURCABIE AVOCATS</b>	
<b>Formation</b>	Avocate spécialisée en droit public inscrite au Barreau de Paris
<b>Profil</b>	Conseil et contentieux pour le compte d'entités publiques ou privées dans les domaines de l'urbanisme, du droit public des affaires, de la fonction publique et du droit public général
<b>Rôle</b>	Avocate
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance à la création d'un Société publique locale ; Négociation du contrat OSP ; Procédures administratives de création – CA (34 communes, 205 104 hab) – 2016/2017</li> <li>- Assistance dans la mise en œuvre de la DSP pour l'exploitation du service PMR – SMTc (1 métropole, 1 CA, 2 syndicats, 400 000 hab) – 2017/2018</li> <li>- Assistance dans la mise en œuvre de la DSP mobilité. (diagnostic, DCE, analyse des offres, négociations, mise au point). Spécificité : prise en compte des travaux et de la mise en service de la ligne 2 de tramway. Restructurations du réseau en 2019, 2022 et 2025 – Métropole (22 communes, 292 268 hab) – 2017/2018</li> </ul>

*En collaboration avec Aymeric Hourcabie.*

<b>Laurent BIDAULT – HOURCABIE AVOCATS</b>	
<b>Formation</b>	Avocat spécialisé en droit public inscrit au Barreau de Paris
<b>Profil</b>	Conseil et contentieux pour le compte d'entités publiques ou privées dans les domaines du droit public des affaires (commande publique, services publics locaux et transports publics) et du droit de l'intercommunalité.
<b>Rôle</b>	Avocat
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance à la négociation du contrat OSP avec la Société Publique Locale et aux procédures administratives – CA (58 communes, 70 052 hab) – 2017</li> <li>- AMO juridique, technique, financière et fiscale pour le renouvellement de la concession de transports et au suivi de sa mise en œuvre. Analyse critique du réseau existant et définition du futur réseau à exploiter (élaboration d'une nouvelle offre TAD), analyse du montage contractuel, définition du DCE, assistance à la conduite de la procédure de DSP (analyse des offres, négociations, finalisation du contrat) – CA (25 communes, 72 133 hab) – 2018</li> <li>- Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le renouvellement du contrat d'exploitation du réseau de transports urbains d'Amiens Métropole – CA (39 communes, 178 597 hab) – 2016/2018</li> </ul> <p><i>En collaboration avec Aymeric Hourcabie.</i></p>

<b>Victor GAUTHIER – HOURCABIE AVOCATS</b>	
<b>Formation</b>	Avocat spécialisé en droit public inscrit au Barreau de Paris
<b>Profil</b>	Conseil et contentieux pour le compte d'entités publiques ou privées dans tous les domaines du droit public (commande publique, services publics locaux et transports publics).
<b>Rôle</b>	Avocat
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Légalité d'une convention de mandat entre une Régie de transport (EPIC) et son autorité organisatrice de transport (SMTC) – SMTC – 2018</li> <li>- Consultation relative à la création d'un service financier commun à un EPCI et une Régie de transport (EPIC) qui lui est rattachée – EPIC – 2018</li> <li>- Analyse de la possibilité pour une autorité organisatrice de transport de conclure un avenant de prolongation d'une délégation de service public le temps nécessaire pour relancer une nouvelle procédure – SMT – 2018</li> </ul> <p><i>En collaboration avec Aymeric Hourcabie et les avocats collaborateurs seniors.</i></p>

<b>Théo CLERC – HOURCABIE AVOCATS</b>	
<b>Formation</b>	Juriste (En attente de la prestation de serment en 2018)
<b>Profil</b>	Conseil et contentieux pour le compte d'entités publiques ou privées dans tous les domaines du droit public des affaires (assistance à maîtrise d'ouvrage, passation de contrats soumis au droit de la commande publique)
<b>Rôle</b>	Juriste
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance dans le cadre d'une étude de faisabilité pour la création d'une société publique locale de transport non urbain – Région – 2018</li> <li>- Consultation relative à la compétence de la CA quant à l'aménagement des arrêts de bus – CA – 2018</li> <li>- AMO juridique, technique, financière et fiscale pour le renouvellement de la concession de transports et au suivi de sa mise en œuvre. Analyse critique du réseau existant et définition du futur réseau à exploiter (élaboration d'une nouvelle offre TAD), analyse du montage contractuel, définition du DCE, assistance à la conduite de la procédure de DSP (analyse des offres, négociations, finalisation du contrat) – CA (25 communes, 72 133 hab) – 2018</li> </ul> <p><i>En collaboration avec Aymeric Hourcabié et les avocats collaborateurs seniors.</i></p>

### 3.2. D4 AVOCATS ASSOCIES

<b>Florian MOKHTAR – D4 AVOCATS ASSOCIES</b>	
<b>Formation</b>	Avocat spécialisé en droit public inscrit au Barreau de Paris
<b>Profil</b>	Expertise en particulier dans les domaines de la commande publique (MP, DSP, Concessions, marchés public-privé, montages complexes, SEMOP, etc. ...), de droit de l'intercommunalité (fusion, regroupement, dissolution, transfert, ...) et de droit des interventions économiques des personnes publiques (aides, subventions, SEM et SPL, etc.).
<b>Rôle</b>	Avocat – Référent intervenants D4 AVOCATS ASSOCIES
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance à maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle dans le cadre de la passation de son contrat de mobilier urbain publicitaire et non publicitaire</li> <li>- Assistance à maîtrise d'ouvrage de la Région Occitanie dans le cadre du transfert de la compétence transport interurbain à la Région.</li> </ul>



**Aurélien BUREL – D4 AVOCATS ASSOCIES**

<b>Formation</b>	Avocat spécialisé en droit public inscrit au Barreau de Paris
<b>Profil</b>	Expertise en particulier dans les domaines de la commande publique (MP, DSP, Concessions, marchés public-privé, montages complexes, SEMOP), droit des interventions économiques des personnes publiques (aides, subventions, SEM et SPL) et droit administratif général (responsabilité, police, etc.) ;
<b>Rôle</b>	Avocat
<b>Missions récentes</b>	- Analyse juridique relative à la possibilité pour une SPL de créer une filiale, et à la faisabilité juridique d'un montage amenant ladite filiale à confier des prestations à sa société mère

**Jean-David DREYFUS – D4 AVOCATS ASSOCIES**

<b>Formation</b>	Avocat spécialisé en droit public inscrit au Barreau de Paris
<b>Profil</b>	Expertise dans le domaine de la commande publique (MP, DSP, BEA, marchés de partenariat, Concessions, etc.) et des services publics locaux (relations « service public- usagers », création, gestion ou liquidation des opérateurs internes) et du droit administratif des biens (propriétés publiques et privés, occupations, valorisation, etc.).
<b>Rôle</b>	Avocat
<b>Missions récentes</b>	- Assistance d'un GIE dans le cadre du lancement et du suivi d'une procédure de partenariat d'innovation ; - Analyse relative aux obligations du sous-traitant dans le cadre d'une convention de délégation du service public de transport public

**Gaëlle ROGER-DALBERT – D4 AVOCATS ASSOCIES**

<b>Formation</b>	Avocate spécialisée en droit public inscrite au Barreau de Paris
<b>Profil</b>	Expertise dans le domaine de la commande publique (MP, DSP, BEA, contrat de partenariat) et des services publics locaux et transports publics (relations « service public- usagers », choix mode de gestion)
<b>Rôle</b>	Avocate
<b>Missions récentes</b>	- Analyse des conséquences financières de la résiliation d'un contrat de concession de service public (Autolib) prononcée par un syndicat mixte dont la Région est membre - Assistance à maîtrise d'ouvrage d'un Département de Bourgogne dans le cadre du renouvellement de ses contrats de délégation de service public de transport interurbain ;

<b>Céline HARDOUIN – D4 AVOCATS ASSOCIES</b>	
<b>Formation</b>	Avocate spécialisée en droit public inscrite au Barreau de Paris
<b>Profil</b>	Expertise dans le domaine de la commande publique (MP, DSP, BEA, contrat de partenariat) du droit administratif général : responsabilité et police administrative, fonctions publiques, services publics locaux, droit administratif des biens, institutions publiques et parapubliques.
<b>Rôle</b>	Avocate
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création d'une résidence thermale pour une ville de Lozère</li> <li>- Analyse pour une ville du Sud de la France de la régularité juridique et économique de la décision de résiliation fondée sur la durée excessive d'une DSP portant sur des parcs de stationnement</li> </ul>

<b>Simon BAJN – D4 AVOCATS ASSOCIES</b>	
<b>Formation</b>	Avocat spécialisé en droit public inscrit au Barreau de Paris
<b>Profil</b>	Expertise en droit public général, droit de la commande publique, droit de la fonction publique, droit de l'urbanisme et droit de l'environnement.
<b>Rôle</b>	Avocat
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance à maîtrise d'ouvrage d'une Commune du Sud de la France dans le cadre de la passation de son contrat de concession pour la mise à disposition, l'entretien, la maintenance et l'exploitation de mobiliers urbains</li> </ul>

### 3.3. ELLIPSE AVOCATS

<b>Agnès PEYROT des GACHONS – ELLIPSE AVOCATS</b>	
<b>Formation</b>	Avocate spécialisée en droit social inscrite au Barreau de Marseille
<b>Profil</b>	Expertise en droit du travail des opérations de restructuration, des relations collectives, de l'organisation du temps de travail et des relations individuelles,
<b>Rôle</b>	Avocate – Référente des intervenants ELLIPSE AVOCATS
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégration au sein d'une SPL des salariés d'un réseau de transport urbain auparavant géré en DSP : proposition de scénarii, comparaison des statuts collectifs, transfert des salariés, rédaction d'un accord de substitution</li> <li>- Etude du statut collectif des salariés de réseaux de transport dans le cadre de la préparation de réponses à appel d'offres : synthèse, identification des risques et des sources de coûts</li> <li>- Mise en place d'un système de mise à disposition de conducteurs entre deux exploitants de transport urbain</li> </ul>

<b>Marianne COLLIGNON-TROCME – ELLIPSE AVOCATS</b>	
<b>Formation</b>	Avocate spécialisée en droit social inscrite au Barreau de Marseille
<b>Profil</b>	Expertise en droit du travail des relations collectives et individuelles, de la rémunération collective et de la sécurité sociale.
<b>Rôle</b>	Avocate
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conseils et assistance pour la mise en place d'un comité de groupe au sein d'un réseau de 1500 salariés</li> <li>- Accompagnement et formation de la direction générale pour l'organisation des relations intra-groupe : distinction entre sous-traitance intra groupe et mise à disposition, règles de facturation des prestations intra-groupe, délégations de responsabilité et responsabilité pénale</li> </ul>

<b>Jean-Michel BERNAD – ELLIPSE AVOCATS</b>	
<b>Formation</b>	Avocat spécialisé en droit social inscrit au Barreau de Marseille
<b>Profil</b>	Expertise en droit du travail des relations collectives, de la négociation sociale, de la rémunération collective et des opérations de fusions-acquisitions
<b>Rôle</b>	Avocat
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance d'un réseau Urbain (2000 salariés) dans la mise en place du Comité Economique et Social</li> <li>- Assistance d'un réseau Urbain (150 salariés) dans la gestion d'un dysfonctionnement grave de Comité d'Entreprise et CHSCT</li> <li>- Accompagnement de deux réseaux Urbains dans la mise en place d'une gestion partagée (Tramway et bus) d'un réseau</li> </ul>

<b>Vanessa NOEL – ELLIPSE AVOCATS</b>	
<b>Formation</b>	Avocate spécialisée en droit social inscrite au Barreau de Marseille
<b>Profil</b>	Expertise en droit du travail des relations individuelles et collectives de travail et de la sécurité sociale.
<b>Rôle</b>	Avocate
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation et suivi de la mise en œuvre opérationnelle des élections de CSE dans un groupe de société</li> <li>- Audit des contrats de travail des salariés d'un réseau urbain</li> <li>- Conception de revues d'actualité juridique sociale</li> </ul>

<b>Alexandra GIUNTINI – ELLIPSE AVOCATS</b>	
<b>Formation</b>	Avocate spécialisée en droit social inscrite au Barreau de Marseille
<b>Profil</b>	<p>Ancienne responsable Juridique d'un important gestionnaire départemental d'établissements médicalisés pour personnes âgées.</p> <p>Expertise en droit des relations individuelles et collectives de travail et de la sécurité sociale</p>
<b>Rôle</b>	Avocat au sein d'ELLIPSE AVOCATS à compter de janvier 2019
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Structuration du cadre juridique du recours à la sous-traitance pour l'ensemble des activités d'un association de plus de 500 salariés</li> <li>- Gestion juridique et RH des transferts des contrats de travail de salariés, y compris protégés, dans le cadre de la sous-traitance de services</li> <li>- Elaboration d'un cadre juridiquement sécurisé pour la gestion des astreintes de l'encadrement opérationnel</li> </ul>



### 3.4. ARCHIMEDE AVOCATS & ASSOCIES

<b>Jérôme LACOURT – ARCHIMEDE AVOCATS &amp; ASSOCIES</b>	
<b>Formation</b>	Avocat en droit fiscal inscrit au Barreau de Lyon
<b>Profil</b>	Expertise en droit de la fiscalité publique (TVA, fiscalité liée à la création et à l'exploitation des services publics locaux, choix du mode de gestion, relations entre les opérateurs internes et autorités organisatrices).
<b>Rôle</b>	Avocat – Référent des intervenants ARCHIMEDE AVOCATS & ASSOCIES
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse des conséquences fiscales en matière de TVA de la mise en œuvre de contrats OSP</li> <li>- Demande de prise de position formelle en matière de TVA / transports scolaires</li> <li>- Analyse des conséquences fiscales en matière de TVA de la mise en place de délégation de compétence par la Région</li> </ul>

<b>Loïc BROISE – ARCHIMEDE AVOCATS &amp; ASSOCIES</b>	
<b>Formation</b>	Avocat en droit fiscal inscrit au Barreau de Lyon
<b>Profil</b>	Expertise en droit fiscal des entreprises publiques et privées (fiscalité opérationnelle, opérations transactionnelles, financière, immobilière)
<b>Rôle</b>	Avocat
<b>Missions récentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation d'audits fiscaux pour des groupes de sociétés</li> <li>- Analyse fiscale en matière de TVA</li> <li>- Suivi de contrôles fiscaux en matière de CVAE, IS et de TVA</li> </ul>



### Jean-Baptiste LORILLON – ARCHIMEDE AVOCATS & ASSOCIES

<b>Formation</b>	Avocat en droit fiscal inscrit au Barreau de Lyon
<b>Profil</b>	Expertise en fiscalité immobilière public / privé, fiscalité des bailleurs sociaux, sociétés de personnes
<b>Rôle</b>	Avocat
<b>Missions récentes</b>	- Assistance à contrôle fiscal pour des sociétés publiques locales d'aménagement en matière d'IS

### Léa CUPITI – ARCHIMEDE AVOCATS & ASSOCIES

<b>Formation</b>	Avocate en droit fiscal inscrite au Barreau de Lyon
<b>Profil</b>	Expertise en fiscalité des entreprises et groupes de sociétés, immobilière et financière, partenariat public-privé, organismes publics et concessionnaires de services publics, TVA, procédures de contrôles fiscaux
<b>Rôle</b>	Avocate
<b>Missions récentes</b>	- Rédaction de demandes de prise de position formelle pour les Départements en matière de TVA / transport public de voyageurs - Rédaction de demandes de prise de position formelle pour des Syndicats mixtes en matière de TVA / transport public de voyageurs

### Guillaume DUCHENE – ARCHIMEDE AVOCATS & ASSOCIES

<b>Formation</b>	Avocat spécialisé en droit fiscal inscrit au Barreau de Lyon
<b>Profil</b>	Expertise en fiscalité des entreprises et groupes de sociétés, immobilière et financière pour le compte de société d'économie mixte et de collectivités locales et des partenariats public-privé.
<b>Rôle</b>	Avocat
<b>Missions récentes</b>	- Analyse des conséquences fiscales en TVA de la mise en place d'un contrat OSP / transport de voyageurs dans un cas de gratuité totale - Demande de prise de position formelle pour un syndicat mixte pour un contrat de type DSP à forfait de charge / transport public de voyageurs - Analyse fiscale d'une convention au regard de la TVA signée entre une Région et la SNCF

2. 2<sup>nd</sup> Sous-sous critère : présentation de missions en lien direct avec l'objet du lot (/40)

Présenter 4 missions significatives en lien direct avec l'objet du lot, de moins de trois ans (Important : les missions doivent être en lien direct avec les thèmes décrivant le lot. A ce titre, le candidat est invité à se reporter aux articles relatifs à la partie 2 dispositions techniques relatives à l'accord-cadre du CCP) : pour chacune des missions, il est demandé au candidat de préciser l'objet de la mission (intitulé, année et durée), le nom du ou des intervenants ayant participé à la réalisation de la mission le type de client (statut de l'entité et taille), les enjeux de la mission, les prestations majeures réalisées (principaux actes, consultations, démarches effectuées) et en particulier tous éléments qu'il juge déterminants en vue de démontrer sa compétence (par exemple : conseils apportés au regard de la demande, points de vigilance signalés à l'entité, disponibilité des intervenants).

Chaque présentation de mission sera notée sur 10 points.

---

## Propositions du groupement AMPLITUDE TC

Le groupement propose la description des 4 missions suivantes :

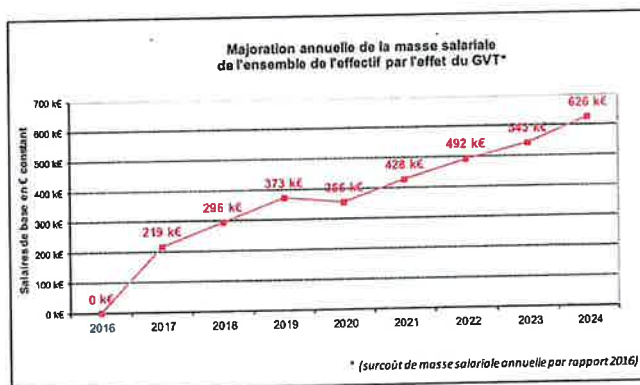
- Mission n°1 : Assistance à la passation d'une DSP (Orléans Métropole)
- Mission n°2 : Assistance à la passation d'une DSP et suivi du contrat (Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse)
- Mission n°3 : AMO pour la modification d'une convention de DSP (Grand Besançon)
- Mission n°4 : Création d'un opérateur interne (SPL Aubagne)

## MISSION N°1

Objet	Assistance à la passation d'une DSP, 2016-2018 (26 mois)
Intervenants	<u>DG Conseil :</u> <u>SATIS Conseil :</u> <u>Hourcabi Avocats :</u> (+ intervention de consultants extérieurs au présent groupement)
Client	Orléans Métropole, 282 000 habitants
Enjeux	Mise en concurrence de l'exploitation du réseau, l'AOM ayant choisi de recourir à la concession. Prise en compte dans le contrat de nombreuses innovations : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renouvellement accéléré de l'ensemble du parc thermique par des bus électrique (plus aucun véhicule thermique d'ici à 2023),</li> <li>- Reprise de la responsabilité de l'AOM sur l'investissement en bus,</li> <li>- Exploitation d'un téléphérique,</li> <li>- Mise à voie unique de la ligne A du tramway sur un pont sur la Loire,</li> <li>- Ouverture de 2 nouvelles stations de tramway et prise en compte de la réouverture d'une ligne ferrée régionale incluant 3 stations sur le RTAOM sur l'exploitation et l'économie générale du contrat.</li> <li>- Souplesse contractuelle permettant de réduire l'offre confiée dans le cadre de la DSP pour que l'AOM puisse la confier à un tiers sans indemnité due au délégataire,</li> <li>- Transport à la demande dynamique (réservation en temps réel) sur 4 zones</li> <li>- Innovations technologiques dans le parcours client (services, informations, services, modalités de paiement, ...)</li> </ul>

### Prestations majeures réalisées :

- Diagnostic de la situation de l'exploitation, financière et contractuelle de la convention en cours : analyse des forces et faiblesses du réseau, analyse financière des comptes de l'exploitant, analyse de ses données de gestion financière et technique, analyse de la pyramide des âges et ancienneté. Simulation GVT sur 8 ans.



Evaluation de l'impact pluriannuel du GVT sur la masse salariale chargée





## MISSION N°2

<b>Objet</b>	Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la passation d'une Délégation de Service Public 2017-2018 (18 mois) et suivi de la nouveau contrat 2019-2025 (6 ans)
<b>Intervenants</b>	<u>Amplitude TC</u> : Jean-Marie DAGNAS, Isabelle BRUNET, Thierry MERER, Yann BARON <u>Hourcabié Avocats</u> : Me Aymeric HOURCABIE <u>ECOSI</u> : Éric CHALOIN
<b>Client</b>	Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse, 130 000 habitants
<b>Enjeux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contrat de DSP à échéance au 31/12/2018</li> <li>- Extension du ressort territorial de la CA3B de 15 à 75 communes et 130 000 habitants</li> <li>- Définition d'une nouvelle offre de transport et des moyens affectés à sa gestion</li> <li>- Procédure de choix du futur délégataire</li> <li>- Suivi de la mise en œuvre du réseau 2019-2025</li> </ul>

### Prestations majeures réalisées :

#### **1. Audit de la DSP 2012-2018**

##### 1.1. Analyse des moyens humains et matériels du réseau TUB

- Dimensionnement des moyens humains (effectifs, volume de conduite, conditions de travail et de rémunération)
- Productivité des matériels et des hommes (paragonnage avec des réseaux de même taille)
- Vérification sur parc des conditions d'entretien du parc de véhicules (état intérieur/extérieur, éléments de sécurité, vérification des cahiers d'entretien, ...)

AMD renouvellement et suivi DSP transports urbains CA3B		88
2.2.7. Diagnostic maintenance du parc et prévisions d'investissements		
Aa - Etat général du parc (observations faites sur 14 véhicules sur parc et 6 à l'atelier)		
Etat général des carrosseries	<ul style="list-style-type: none"> <li>- pas de problème de carrosserie relevé, sauf légères traces sur bas de caisse et coins ronds de pare-chocs avant et arrière</li> <li>- pare-brise OK, pas de vitres gravées</li> <li>- organes de sécurité, bras essuie glace, rétroviseurs, phares, feux de signalisation tous en état</li> </ul>	
Etat général intérieur, sièges, propreté	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sièges propres et en bon état, pas de trace de vandalisme ni de tags (à rapprocher des 6 et 5 signalements de sièges taillés sur les TB atelier de 2016 et 2017)</li> </ul>	
Compartment moteur et chaîne cinématique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les environnements moteur ne sont pas systématiquement lavés à chaque passage « mines » mais restent propres</li> </ul>	
Ag - Avis sur les procédures d'entretien du matériel roulant		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'effectif atelier est de 4 personnes chef d'atelier compris (soit un ratio de 1 agent d'atelier pour 9 bus). Pour mémoire, le ratio moyen national est de 1 agent pour 6 à 8 véhicules hors travaux de carrosserie, l'effectif actuel paraît donc optimisé.</li> <li>- L'atelier assure une présence de 8h00 à 19h00 du lundi au vendredi et de 8h00 à 12h00 le samedi. En dehors de ces heures l'entretien est assuré par les contrôleurs.</li> </ul>		

##### 1.2. Analyse des comptes d'exploitation

- Examen des charges par grands postes (évolution dans le temps et par rapport au prévisionnel actualisé du contrat)

- Examen du rapprochement des unités d'œuvre aux postes de charges (analyse de ratios et comparaison avec des réseaux de taille similaire)
- Analyse des recettes (formule d'indexation et indices utilisés, CFF, recettes commerciales)
- Analyse du volet fiscal (potentiel d'optimisation fiscale)
- Identification des leviers d'optimisation

## 2. Le montage contractuel

### 2.1. Analyse de l'ensemble contractuel (contrat + annexes + avenants)

- Nature juridique du contrat
- Légalité du contrat
- Régime fiscal
- Relations délégant/délégataire, sous-traitants, bénéficiaires d'occupation temporaire du domaine public

### 2.2. Identification des leviers d'optimisation contractuelle

- Panorama des différentes options possibles (gestion directe, déléguée, allotissement, ...)
- Prise en compte de la loi NOTRE

## 3 – Assistance technique sur l'offre de transport

### 3.1. Analyse socio-économique du ressort territorial

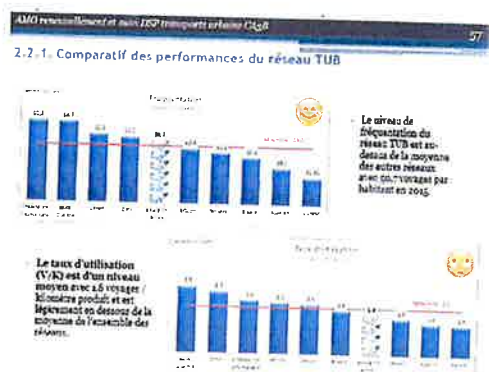
- Données INSEE illustrées par des cartographies (population, densité, motorisation des ménages, emplois, flux, pôles attractifs)
- Identification du potentiel de demande de déplacements en transport collectif

### 3.2. Comparatif des performances du réseau TUB

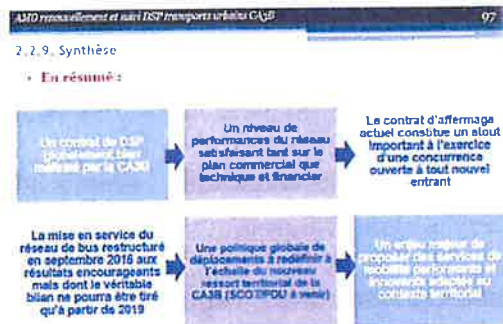
- Echantillon de réseaux urbains de taille similaire
- Comparaison sur des critères d'offre, de fréquentation, de productivité, de coûts et de recettes

### 3.3. Expertise technique des transports publics

- Etude « terrain » de l'offre de transport : parcours client mystère, visite centre bus, observations pôle d'échange.
- Analyse par service du réseau TUB (lignes urbaines, périurbaines, TAD)
- Autres TC sur le ressort territorial (lignes pénétrantes, réseau TER)



- Synthèse de l'offre de transport public et du potentiel de déplacements TC
- Enseignements en vue de la définition du futur réseau objet de la DSP



### 3.4. Analyse de la politique marketing et tarifaire

- Supports d'information
- Communication
- Tarification (y compris comparatif tarifaire)
- Recettes commerciales

## 4 – Assistance au déroulement de la consultation pour une gestion déléguée

### 4.1. Assistance au choix du mode de gestion

- Contexte local
- Les différents modes de gestion (avec ou sans mise en concurrence, éléments déterminants du choix, comparatif)
- Scénarii envisageables
- Préconisations et planning de la procédure

AMO renouvellement et suivi DSP transports urbains CA3B

3.4. Synthèse des scénarii envisageables pour la CA3B

	DSP	Régie (EPIC)	SPL
Absence de procédures de mise en concurrence		--	--
Délais de mise en œuvre	--	--	--
Souplesse de prise en compte des orientations du SCOT et PDC à venir	--	--	--
Pouvoir de contrôle de l'Autocité organisatrice	--	--	--
Souplesse de gestion de l'exploitant	--	--	--
Souplesse d'adaptation et de modification du réseau par la CA	--	--	--
Bénéfice du service fait d'un professionnel et capacités d'innovations	--	--	--
Transfert des risques sociaux	--	--	--

AMO renouvellement et suivi DSP transports urbains CA3B

3.6. Préconisations

Périmètre de la DSP envisagée

Type de contrat	Caractéristiques
Contrat à contribution financière forfaitaire	<p>Prise de risque financière du Délégué sur les coûts et les recettes (engagement du délégataire sur objectif de recettes et possibilité des recettes commerciales à la CA sous réserve d'une règle de transfert au mandat de transfert) - montage juridique à valider par la CA</p> <p>Objectif de taux de couverture des dépenses par les recettes avec un minimum de 20% pour sécuriser la procédure.</p> <p>Mise à disposition des infrastructures et équipements : dépôt, parc de véhicules, équipements tels que système d'information voyageurs, billetterie</p> <p>Intéressement financier du Délégué à la qualité du service</p> <p>Durée du contrat : à valider avec la CA</p> <p>Société dédiée à la gestion de la prestation d'une partie des services (contractants pour les transports sociaux et à la demande)</p>

- Rédaction des supports pour le CT et la CCSPL
- Rédaction de l'avis de pré-information et de l'avis d'appel public à candidature
- Rédaction de toutes les pièces contractuelles du DCE
- Rédaction des réponses aux questions posées par les candidats
- Rapport d'analyse des candidatures et des offres pour la commission de DSP

- Assistance aux négociations (note de préparation des négociations, comptes rendus, analyse des réponses des candidats)
- Finalisation du contrat de DSP et de ses annexes
- Rapport de choix du délégataire et délibération

#### **5 – Assistance technique, juridique et financière annuelle du suivi de la nouvelle DSP**

- Analyse du rapport annuel du délégataire (vérification de conformité, identification des écarts par rapport au contrat, ...)
- Evolution de l'offre de service
- Définition des conditions de gestion des nouveaux moyens mis à disposition du délégataire et analyse de l'impact financier et juridique sur le contrat de DSP
- Evolution de la gamme tarifaire
- Démarche qualité de service
- Projet d'avenant
- Suivi administratif (indexations, factures, ....)



---

### **MISSION N°3**

---

<b>Objet</b>	Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la modification de la convention de DSP d'exploitation des lignes urbaines du réseau de transport du Grand Besançon, dans le cadre de la mise en service anticipée des lignes de Tramway, 2013-2017 (54 mois)
<b>Intervenants</b>	<u>ECOSI</u> : Éric CHALOIN (+ intervenants extérieurs au présent groupement)
<b>Client</b>	Communauté d'Agglomération du Grand Besançon, 193 000 habitants
<b>Enjeux</b>	Depuis 2004, le Grand Besançon est engagé dans un projet de TCSP dont la mise en service d'une ligne de tramway Est-Ouest de 14 kilomètres sur fer. Celle-ci était initialement planifiée pour le début du mois de septembre 2015. Après les études PRO, cette date de mise en service n'était plus conforme avec le planning du projet qui prévoit alors une mise en service à l'automne 2014, soit de 10 à 12 mois avant la date contractuelle.

#### Prestations majeures réalisées :

La première phase de notre mission a consisté à analyser et à évaluer l'impact de la mise en service anticipée du tramway afin de négocier l'avenant fixant les termes définitifs de l'accord financier. Pour ce faire nous avons :

- Vérifié et reconstitué les unités d'œuvres et des grilles de coûts à partir de la grille contractuelle initiale et des modifications intervenues par avenant ;
- Estimé les effets financiers de cette mise en service anticipée en retenant 2 scénarios : l'un pour une mise en service au 1er septembre 2014 et l'autre au 1er décembre 2014.

Cette estimation a été réalisée à partir des grilles de coûts contractuelles que nous avons actualisées.

Nous avons dû prendre en compte différents facteurs jouant sur l'économie du contrat pour nos analyses tels que :

- Les adaptations nécessaires au nouveau calendrier de mise en service, sur la base des propositions élaborées par le délégataire qui ont été rapprochées du planning initial
- Les surcoûts générés par cette phase de préparation anticipée
- Le recalage des recettes

La seconde phase de notre mission a consisté à conduire les négociations de cet avenant en suivant les phases suivantes :

- Demande initiale de propositions et de chiffrage au délégataire
- Analyse de ses propositions que nous avons pu confronter avec nos simulations réalisées au cours de la première phase
- 3 réunions de négociations avec la rédaction de comptes rendus prenant la forme de relevé de décisions assortis d'une liste de question destinée à éclaircir les points laissés en attente.
- Synthèse rédigée et présentée en comité de pilotage
- Rédaction du projet d'avenant et de délibération

Une première tranche conditionnelle de la mission a été déclenchée. En effet, les négociations menées dans le cadre de la tranche ferme n'ont pas permis de contenir le coût global du contrat de DSP à son niveau initial en matière de contribution forfaitaire pour la Communauté.

Nos travaux ont consisté à :

- Identifier les causes de la dégradation du coût global attendu pour le contrat. Il s'agissait de reprendre les analyses réalisées au cours de la tranche ferme afin de faire ressortir les principales causes de la dérive attendue du coût du contrat. Il était cependant entendu que seules les causes ne relevant pas du choix personnel de l'exploitant pouvaient être retenues.
- Analyser les indicateurs techniques et financiers du contrat afin de porter un jugement sur l'efficacité du réseau. Pour réaliser cette analyse nous avons proposé la réalisation d'un Modèle simplifié de simulation économique. Cet outil ad hoc était destiné à évaluer les termes de l'équilibre économique du réseau, et sa sensibilité aux différents paramètres tant exogènes (qui s'imposent aux parties, comme par exemple le coût du carburant) qu'endogènes à la délégation (relevant des choix de la collectivité ou de l'exploitant, comme la tarification, ou le niveau d'offre).
- Proposer des mesures correctrices. Ces propositions de mesures correctives ont porté sur les éléments contribuant aux dépenses forfaitaires (définition de l'offre de transport, unités d'œuvres, coût unitaires, sous-traitance, actions commerciales...) sur lesquels les deux parties pouvaient se mettre d'accord, sans pour autant remettre en question l'économie du contrat.

Une deuxième tranche conditionnelle a été déclenchée par l'émission d'un marché à bon de commande en fonction des demandes de la collectivité.

Notre mission a alors consisté à accompagner la collectivité dans le cadre de demandes d'applications de clauses de rencontres contractuelles suite à un fort accroissement des pertes enregistrées par le délégataire. Ce dernier entendait obtenir la compensation automatique du surplus de pertes enregistrées suite au décrochage des recettes réelles par rapport au recettes prévisionnelles. L'écart atteignait alors plus de 3% des dépenses soit plus que le niveau des marges et aléas.

Pendant deux ans nous avons conduit des réunions de négociations sur ce sujet afin d'analyser les causes des pertes enregistrées par le délégataire et de proposer des solutions pour rétablir l'économie du contrat sans que ces dernières ne se traduisent forcément par une augmentation de la contribution de la collectivité.

Nous avons été amenés à aller vérifier dans la comptabilité la réalité des arguments ou chiffres annoncées par le délégataire. Au final nous avons rédigé une note d'orientation stratégique à l'attention du Président afin que ce dernier arbitre définitivement.

Au final, et suite à nos conseils, les ultimes négociations ont abouti sur la signature d'un protocole transactionnel d'un montant nettement inférieur aux demandes et mettant un terme définitif aux demandes du délégataire sortant.

---

## MISSION N°4

---

Objet	Création d'un opérateur interne, SPL Aubagne, 2016-2017 (12 mois)
Intervenants	<u>Amplitude TC</u> : Jean-Marie DAGNAS <u>ECOSI</u> : Éric CHALOIN <u>Ellipse</u> : Me Agnès PEYROT des GACHONS <u>Archimède Avocats Associés</u> : Me Jérôme LACOURT
Client	Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, 103 500 habitants
Enjeux	Accompagnement à la création d'un opérateur interne : SPL FACONEO - Préparation des conditions de transfert de l'exploitation - Assistance à la mise en place opérationnelle de la SPL

### Prestations majeures réalisées :

La présente mission a été réalisée par 4 membres du groupement AMPLITUDE :

- AMPLITUDE TC : missions liées à l'exploitation et au cadrage financier
- ECOSI : business plan et éléments financiers
- ARCHIMEDE Avocats Associés : fiscalité
- ELLIPSE : assistance de la RTM (partenaire de la SPL) sur les incidences sociales

### **1. Cadrage et préparation des conditions de transfert de l'exploitation**

- Déterminer les missions allouées à la SPL Façonéo à court et moyen terme pour les actionnaires (compétences transférées, périmètre de la SPL, spécificités liées à l'exploitation, ...)
- Déterminer les modalités de sortie de la DSP et identification des points de vigilance notamment au regard du droit de la commande publique et du droit social
- Définir les missions réalisées en interne et les missions sous-traitées de la SPL tant pour l'exploitation des services de transports de voyageurs que pour l'organisation de la gestion technique administrative et financière (informatique, maintenance, ...)

### **2. Assistance à la mise en place opérationnelle de la SPL Façonéo**

#### 2.1. Aspects juridiques : contrat d'objectifs avec l'actionnaire principal

- Définition du périmètre et des missions confiées à la SPL (contrat d'objectifs entre la SPL et ses actionnaires)
- Etude des enjeux financiers et d'optimisation du contrat



- Etude du maintien de la gratuité dans le cadre d'un contrat d'objectifs de type délégation de service public, notamment sur le plan fiscal.

## 2.2. Aspects financiers et fiscaux

- Identification des unités d'œuvre (des lignes, services et circuits confiés à la SPL, examen des contrats précédents et évaluation des coûts par fonction) – en lien avec le bilan et état des lieux techniques (cohérence des données financières)
- Etablissement d'un compte d'exploitation prévisionnel détaillé sur 3 ans (business plan) avec les différentes unités d'œuvre des activités retenues et en définissant les charges par fonction, coût de conduite, coût kilométrique, coût véhicule et charges de structure avec les frais de fonctionnement.
- Présentation des conditions fiscales et détail de l'impact des postes d'impôts et taxes.
- Volet fiscal et financier du projet de contrat avec zoom sur les enjeux d'un maintien du système de compensation tarifaires au voyage (gratuité totale du réseau). D'un point de vue fiscal, analyse de la conciliation de la gratuité avec le principe de la récupération de la TVA par la SPL tout en étant en conformité avec la prise de position formelle de l'administration fiscale qui conditionne l'assujettissement à la TVA d'une collectivité à la réalisation d'un ratio de recettes sur dépenses supérieur à 10%.
- Simulation financière du budget

## 2.3. Aspects sociaux : gestion de la mobilité interne des salariés

Pour répondre à l'appel d'offre la SEM FACONEO a créé une société filiale (SPL FACONEO) ainsi qu'un groupement d'employeurs.

- Déterminer les règles d'affectation et de mobilité ainsi que le statut des salariés concernés.
- Elaborer les supports juridiques (avenants au contrat de travail, convention tripartite de transfert, convention tripartite de mise à disposition, note explicative) pour les transferts et mise à disposition de salariés vers le groupement d'employeur avec garantie de retours vers les sociétés d'origine (SEM et SPL).
- Accompagner la direction lors des réunions avec les élus et syndicats et des réunions avec les salariés pour expliciter l'organisation arrêtée

**Le mémoire technique ne doit pas faire plus de 50 pages recto verso (hors curriculum vitae et plaquette commerciale).**

A Paris, le 06 février 2019

A Paris....., le 19/02/2019

Signature du Titulaire :

(représentant dûment habilité)

**AMPLITUDE TC**

SARL au Capital de 10000 €

3 bis rue de l'Essai - 75005 PARIS

Tél : 01 41 12 01 27

Siret : 449 312 421 00022 - Naf : 7022 Z

Signature de l'Entité Adjudicatrice :

(représentant dûment habilité)

**CENTRALE D'ACHAT**  
DU TRANSPORT PUBLIC

8 Villa de Lourcine  
75014 PARIS

TEL. : 01 53 68 04 21

SIRET : 539 537 886 00027

N° TVA : FR 84 539 537 886 00027